

Rapport des enseignements de la consultation en ligne



États Généraux
de la Santé
et de la Protection
Sociale



sur placedelasante.fr

Sommaire

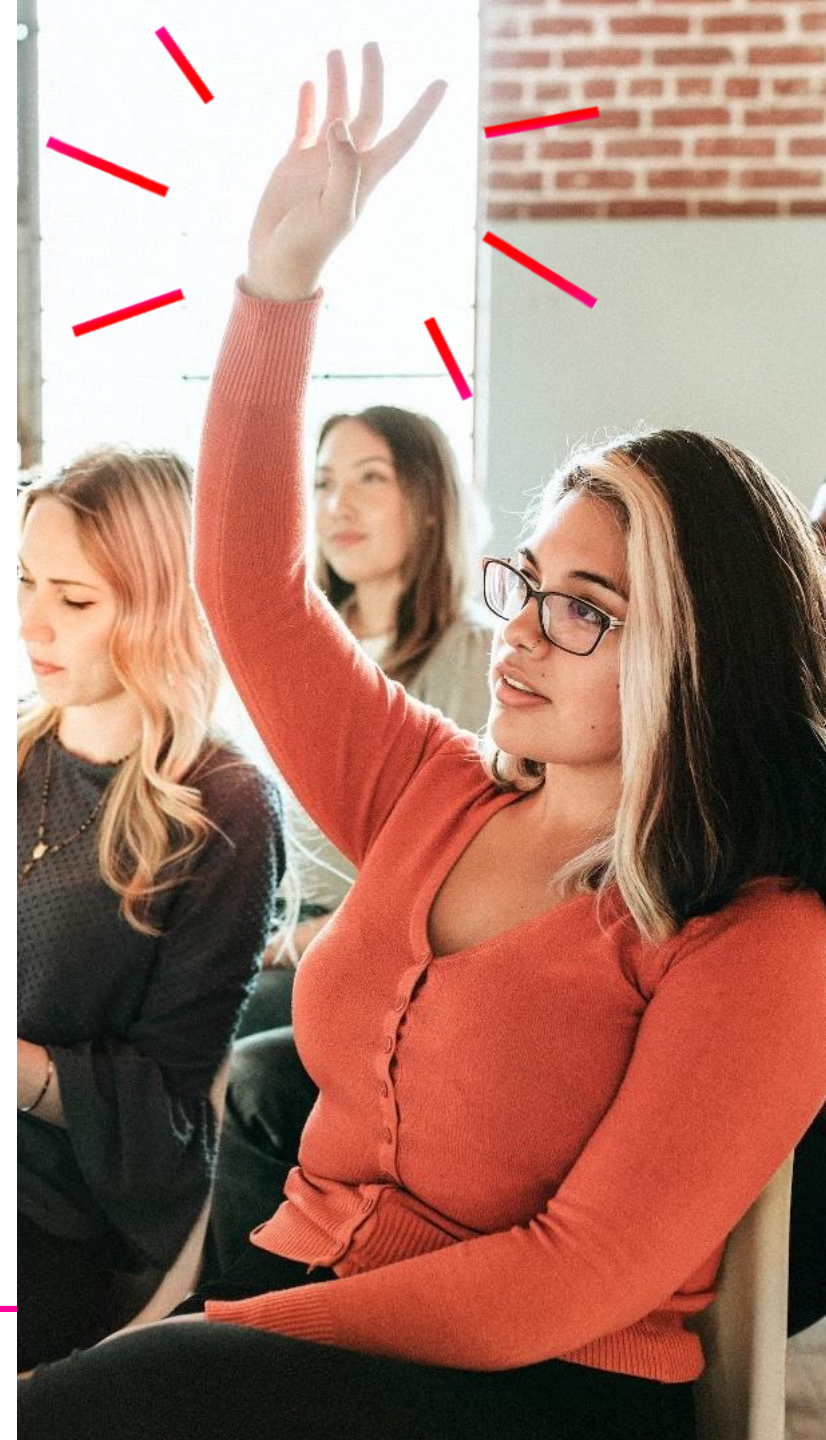
- **Le contexte de la démarche**
- **La méthode d'analyse**
- **Les chiffres de la participation**
- **Les enseignements généraux**
Autres éléments saillants issus de l'analyse transverse
- **L'analyse détaillée question par question**
- **Annexes :**
 - **L'analyse comparative selon les profils de répondants**
Focus sur les jeunes et les outre-mer
 - **Le narratif des enseignements**
 - **Et après ?**

Le contexte de la démarche

États Généraux
de la Santé
et de la Protection
Sociale



sur placedelasante.fr



Le contexte de la démarche

Pourquoi des États généraux ?

En 2025, la France célèbre les 80 ans de la Sécurité sociale. Huit décennies d'un modèle unique de solidarité qui a permis d'allonger l'espérance de vie, de rendre l'accès aux soins universel et de faire de la santé un droit, non un privilège.

Mais ce modèle se trouve aujourd'hui fragilisé : par les déséquilibres démographiques, le changement climatique, les révolutions technologiques, le manque de professionnels de santé et de l'accompagnement.

Les États généraux visent à redonner souffle à ce modèle de protection sociale, en ouvrant un débat démocratique sur la santé et la protection sociale. C'est une invitation à penser ensemble l'avenir : **quelle protection voulons-nous pour demain, et sur quelles bases économiques, sociales et humaines la penser ?**

Les États généraux de la santé et de la protection sociale sont organisés en 3 grands moments pour écouter, co-construire et faire converger des solutions pour notre système de santé.

01

La consultation

Les citoyens et les professionnels de santé et de l'accompagnement répondent au questionnaire en ligne pour faire part de leur avis sur le système de santé et de protection sociale.

02

La co-construction

Toutes les réponses sont compilées et analysées, puis étudiées lors d'ateliers participatifs pour co-construire des solutions adaptées.

03

La convergence

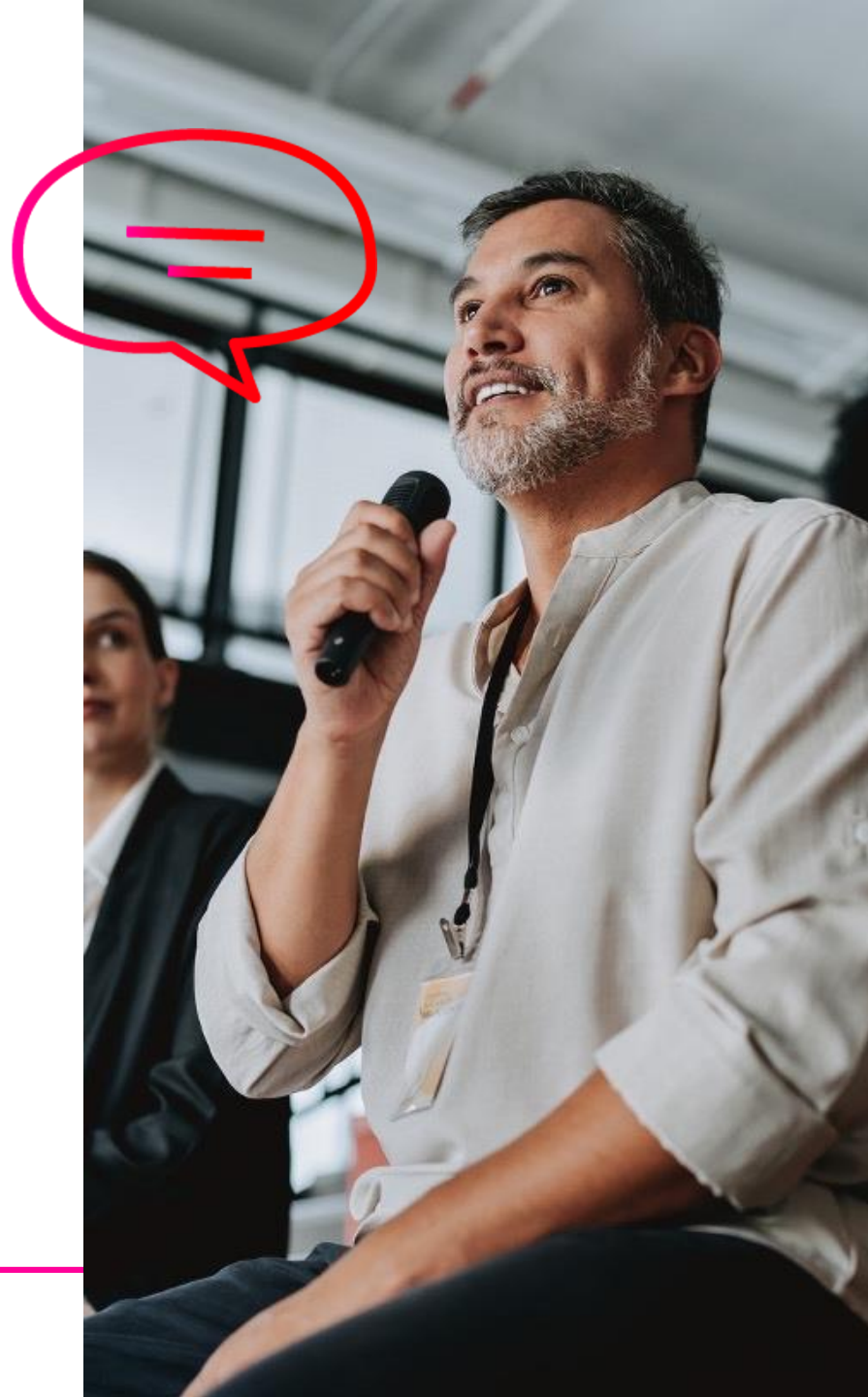
L'ensemble de ces solutions est croisé et regroupé pour nourrir les décideurs publics, contribuer au débat public et aux futures échéances électorales.

La méthode d'analyse

États Généraux
de la Santé
et de la Protection
Sociale



sur placedelasante.fr



La méthode d'analyse

Les participants se sont exprimés dans la consultation digitale à travers des questions **ouvertes** et **fermées** :

- **Les questions ouvertes** sont libres. Elles ont fait l'objet d'une analyse sémantique : les verbatim sont regroupés par unité de sens et forment une liste de sujets à deux ou trois niveaux, qui détaille ainsi tout ce qui a été partagé sur la question par les participants. Cette analyse sémantique est supervisée, à chaque étape, par le travail d'un analyste.
- **Les questions fermées** peuvent être à choix multiple ou unique. Leur analyse met en avant le poids donné à chaque réponse sur le total de participants ayant répondu à la question concernée.

Les chiffres présentés dans ce document sont les résultats de l'analyse de chaque question pour l'ensemble des participants. Des tableaux en annexes détaillent les résultats par publics interrogés.

Lors de la lecture de la synthèse, il est important de savoir que :

Les pourcentages partagés dans l'ensemble du document sont calculés sur la base du nombre de participants par question. Lorsque l'on affirme que 10% des participants expriment l'idée A, cela revient à dire que 10% des participants (s'étant exprimé dans cette question) ont spontanément exprimé une idée classée dans le groupe sémantique A.

Il est à noter que chaque participant peut donc partager plusieurs réponses en réponse à une même question. Les réponses d'un même participant peuvent être classées dans plusieurs groupes sémantiques (thèmes ou sous-thèmes) différents. Ce participant sera donc comptabilisé dans plusieurs groupes sémantiques (thèmes ou sous-thèmes) différents.

Pour bien appréhender les chiffres qui jalonnent le document, il faut rappeler qu'une statistique supérieure à 10% est considérée comme importante dans la méthodologie d'analyse des questions ouvertes, puisque ces questions ne proposent pas d'options prédéfinies. Un participant peut indiquer plusieurs réponses : le total des pourcentages des idées peut donc dépasser les 100%.

Comment lire le document ?

Le présent document restitue les analyses détaillées et enseignements généraux de la consultation. Ces résultats sont basés sur l'analyse de l'ensemble des réponses récoltées durant toute la durée de la consultation.

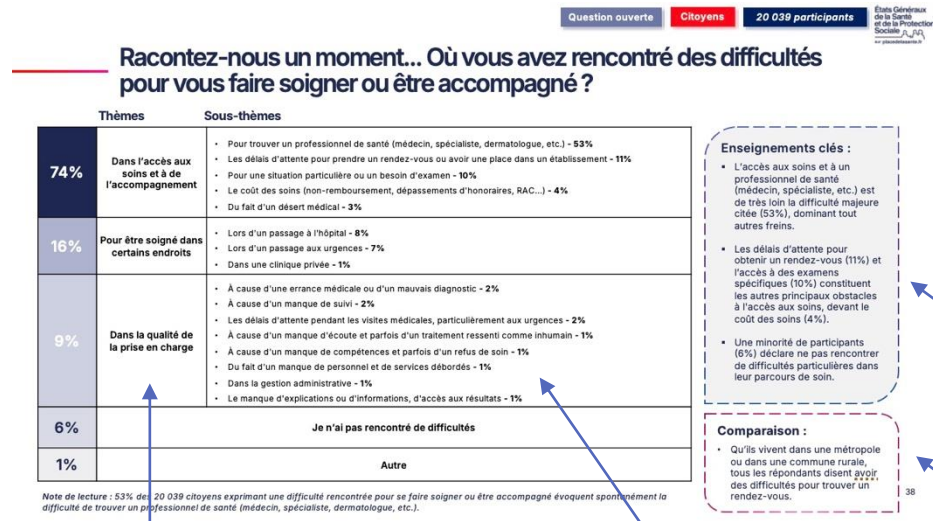
Il y a deux types de questions :

- Les **questions ouvertes** : des champs libres qui permettent aux participants d'insérer du texte libre, des réponses spontanées
- Les **questions fermées** : les participants doivent choisir une ou plusieurs réponses dans une liste de propositions donnée ou hiérarchiser des propositions selon un critère prédéfini.

Les **questions ouvertes** sont présentées de la manière suivante :

Les % de participants ayant partagé une idée sur cette thématique

Le nombre de participants à la question et à qui elle s'adressait



Regroupement des idées par unité de sens au sein d'une thématique

Les sous-thématiques associées et leur % participants

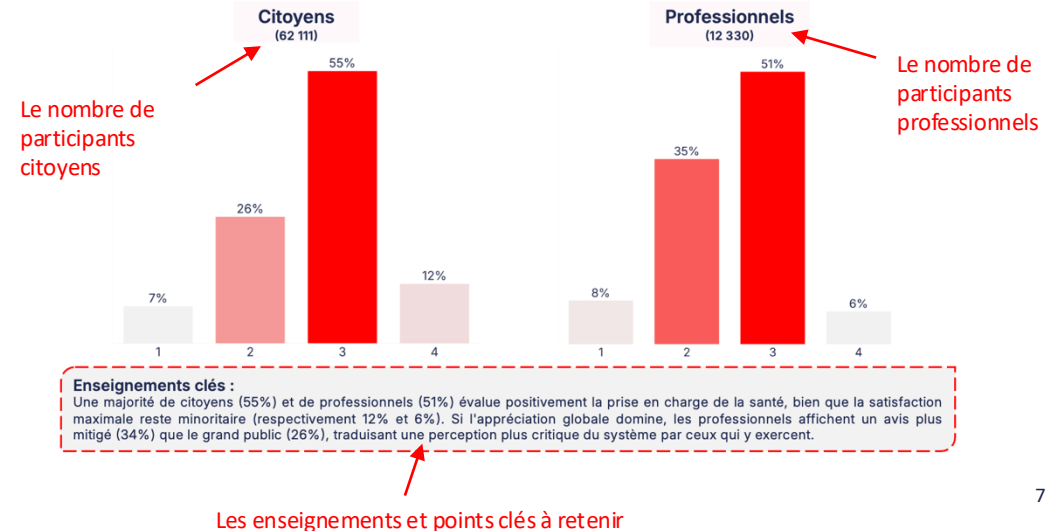
Précisions s'il y a des différences selon les profils de répondants

Les **questions fermées** sont présentées de la manière suivante :

Le nombre de participants total à la question et à qui elle s'adresse



Selon vous, la prise en charge de la santé en France est :
Échelle de 1 (pas bonne du tout) à 4 (très bonne)

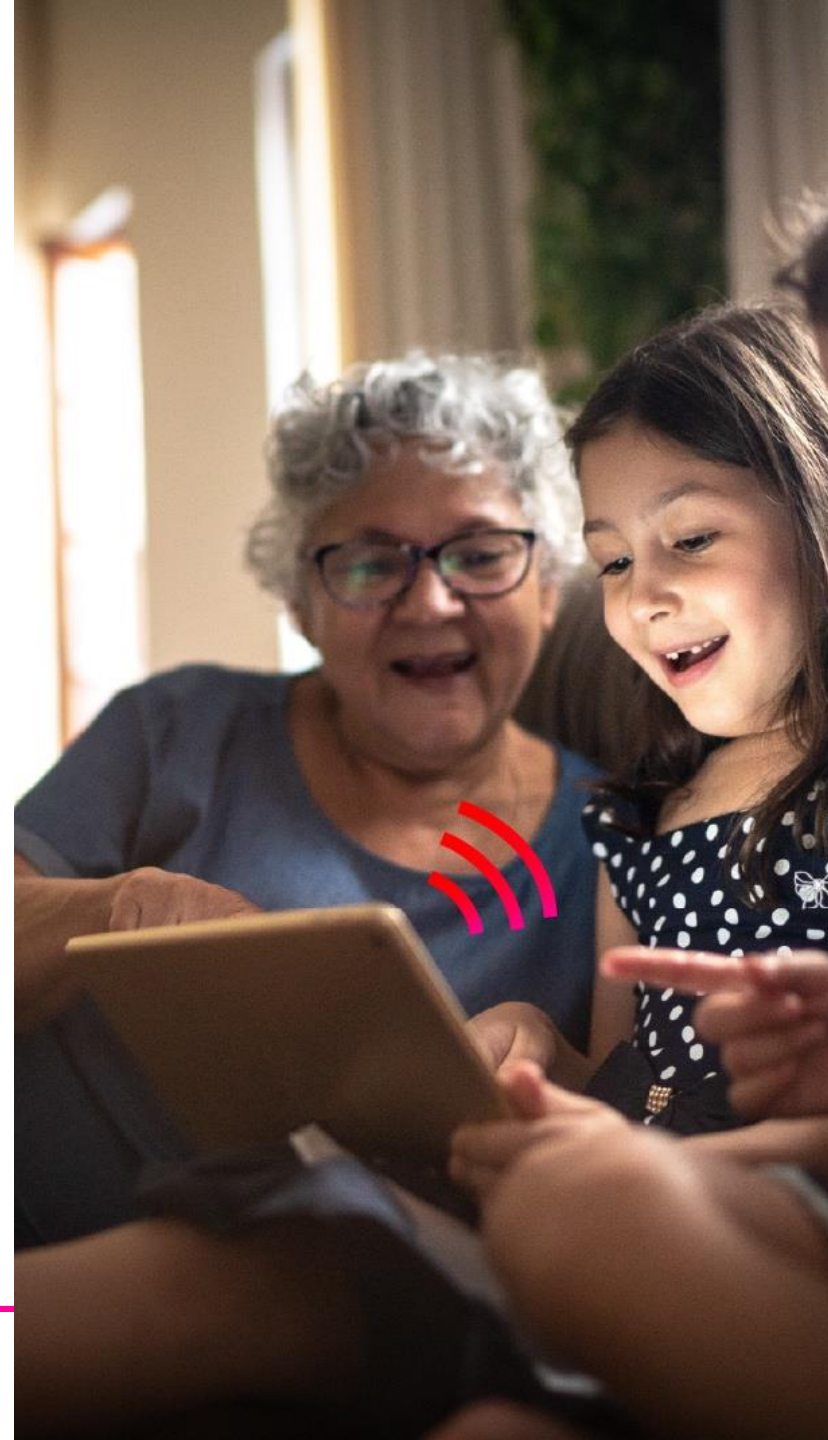


Les chiffres de la participation

États Généraux
de la Santé
et de la Protection
Sociale



sur placedelasante.fr



Les chiffres de la participation

76 873

participants

405 007

verbatim



64 090

citoyens

2 293 418

réponses partagées



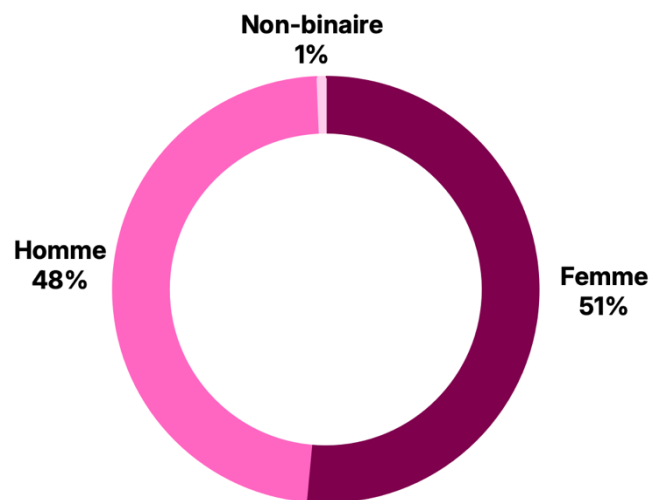
12 783

professionnels
de santé et de
l'accompagnement

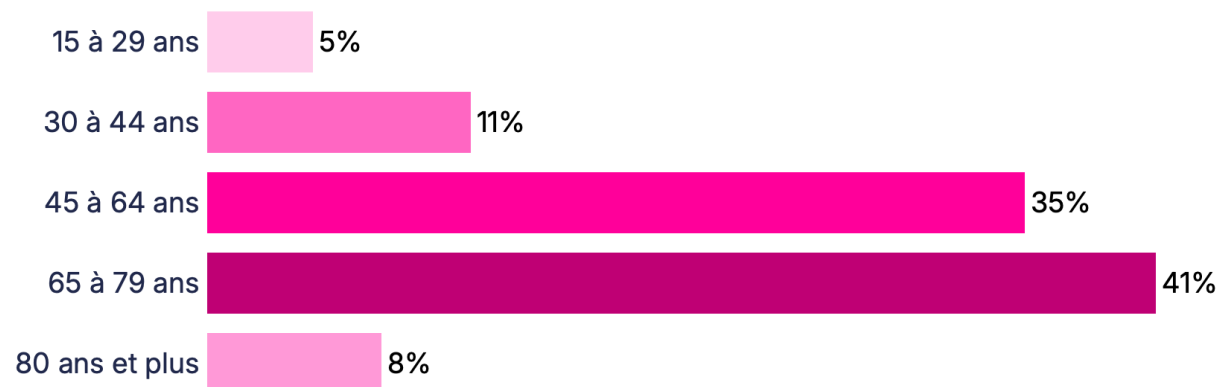
Les profils des répondants

Questionnaire destiné aux **citoyens**

Quel est votre genre ?



Quel est votre âge ?



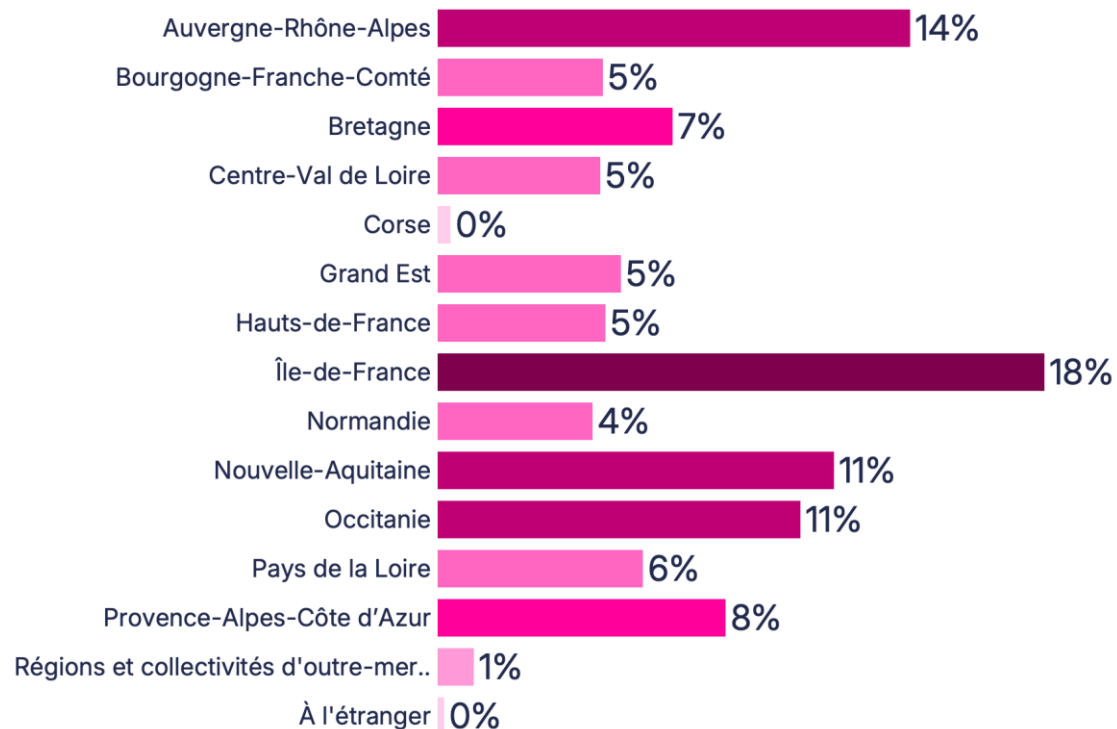
Quel est votre lieu de vie ?



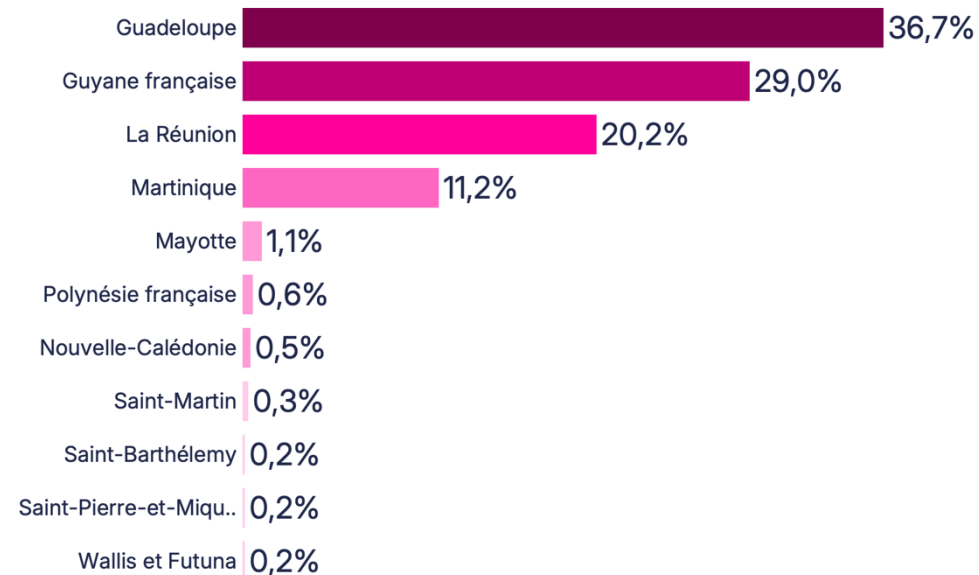
Les profils des répondants

Questionnaire destiné aux **citoyens**

Quelle est votre région ?



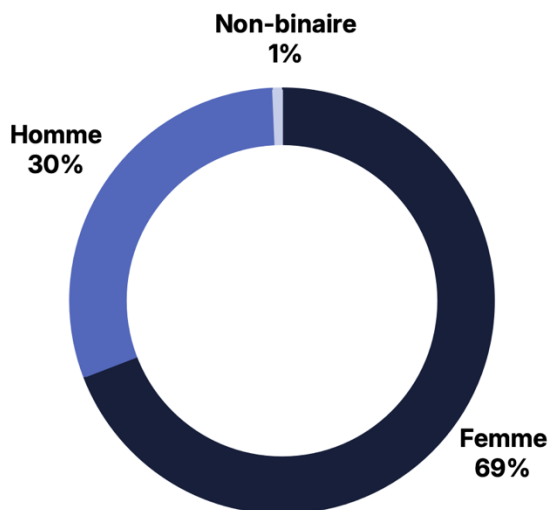
Quelle est votre région ou collectivité d'Outre-mer ?



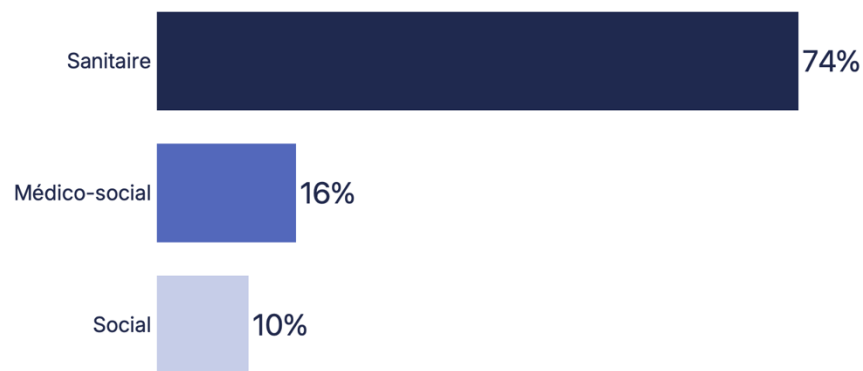
Les profils des répondants

Questionnaire destiné aux professionnels de la santé et de l'accompagnement

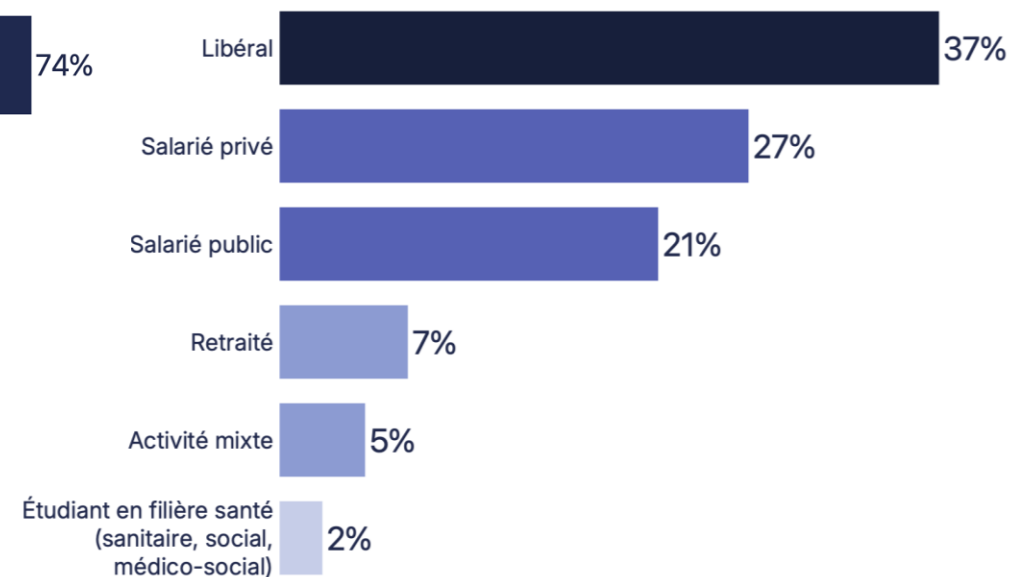
Quel est votre genre ?



Quel est votre secteur d'activité ?



Quel est votre statut ?



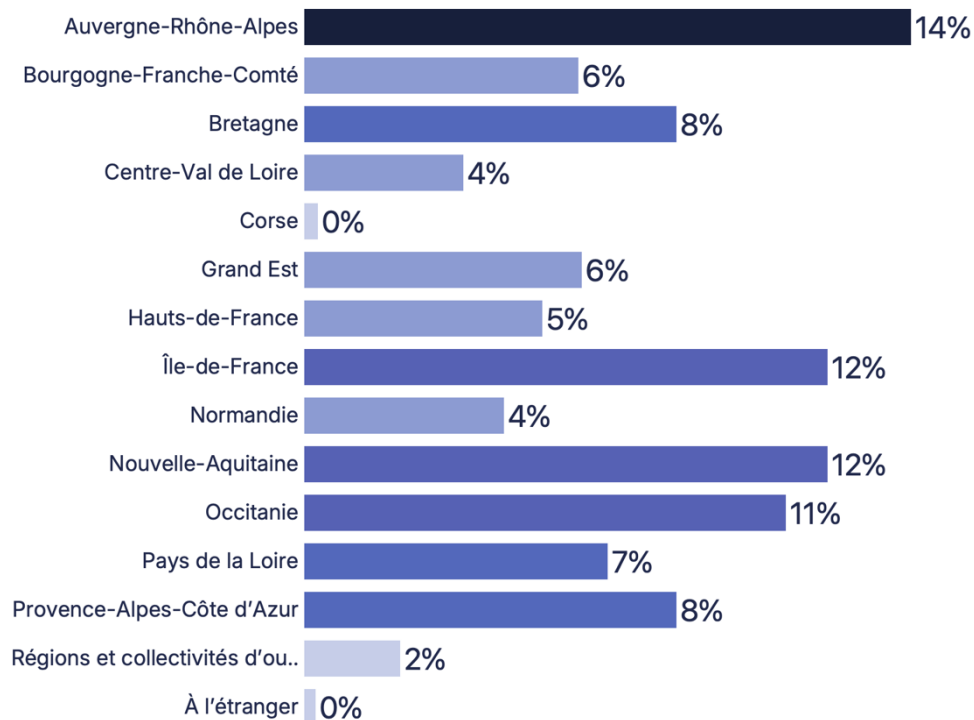
Quel est votre lieu de vie ?



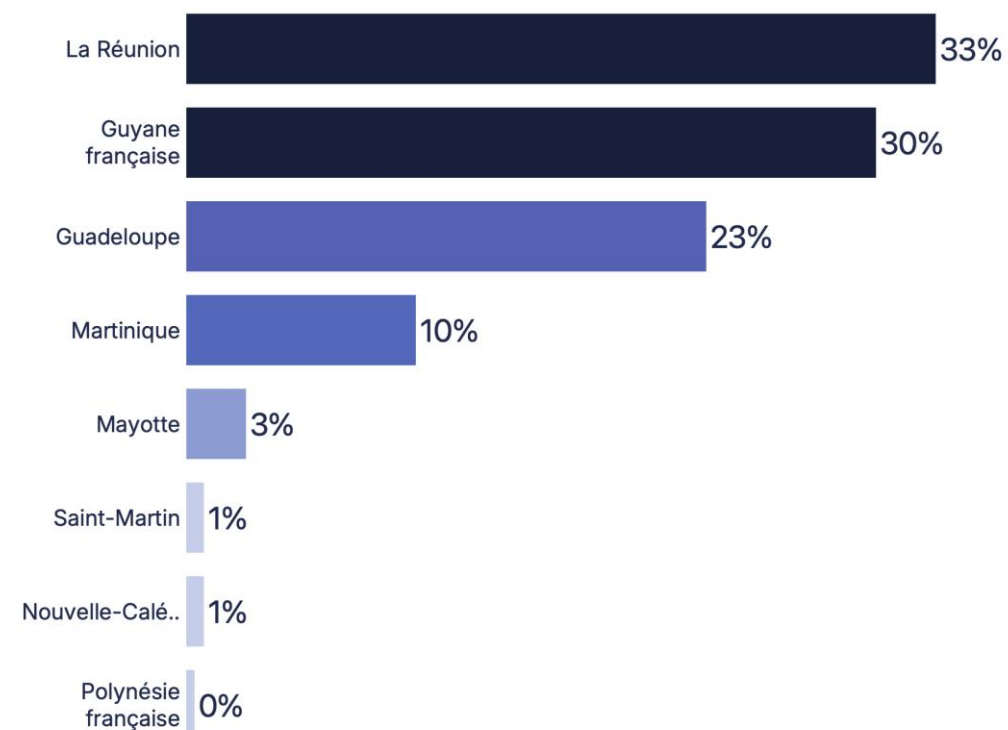
Les profils des répondants

Questionnaire destiné aux professionnels de la santé et de l'accompagnement

Quelle est votre région ?



Quelle est votre région ou collectivité d'Outre-mer ?

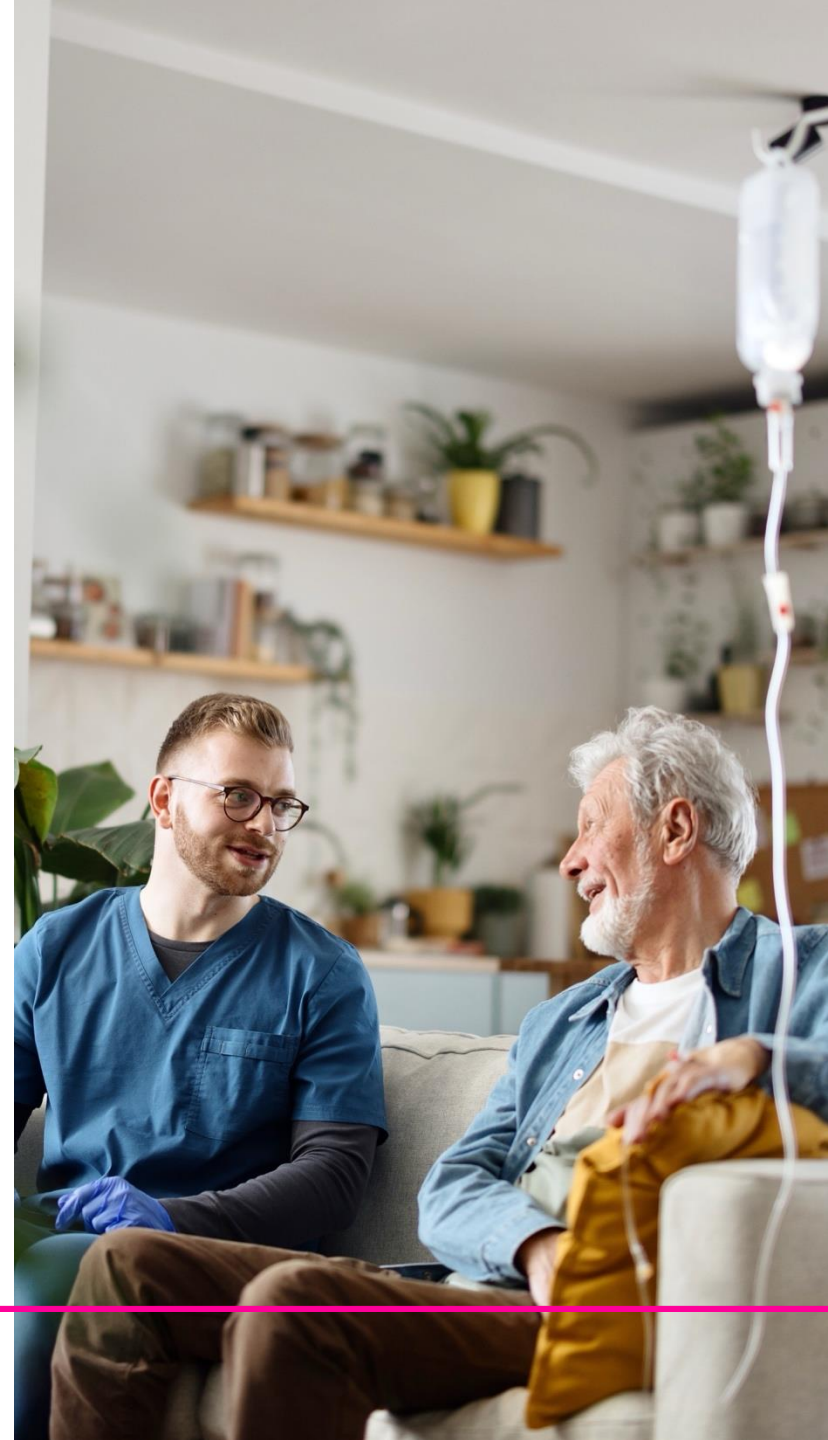


Les enseignements généraux

États Généraux
de la Santé
et de la Protection
Sociale



sur placedelasante.fr



1. Protection sociale : un modèle qui génère de la fierté

9/10

participants se disent « attachés » ou « fortement attachés » au modèle de protection sociale.

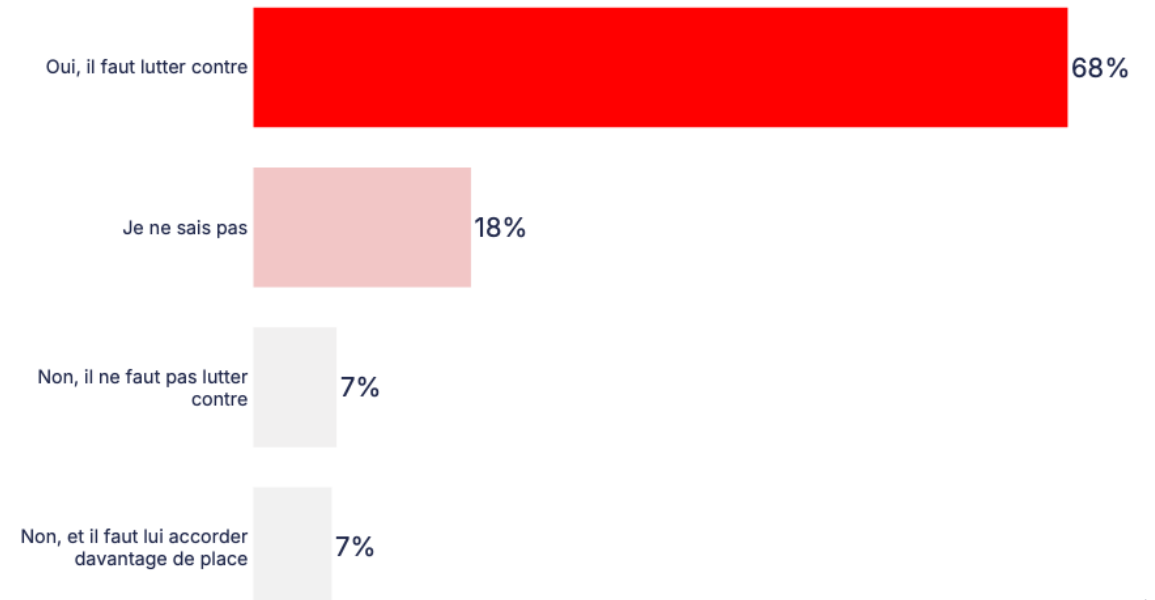
Pourquoi ?

- 1 Le principe de solidarité
- 2 La garantie pour tous de se faire soigner
- 3 Le principe d'égalité
- 4 La fierté d'un modèle unique au monde et de grande qualité

68%

des citoyens s'opposent à la financiarisation du système.

À votre avis, faut-il lutter contre la financiarisation du système de santé et de protection sociale ?



2. Mais un système à réformer : prioriser les combats

L'accès aux soins de qualité pour tous et la réduction des délais d'attente : deux conditions de l'acceptabilité sociale du modèle

Le top 3 des priorités des citoyens :

- 1 La réduction des délais d'attente (53%)
- 2 L'accès aux soins de qualité pour tous (50%)
- 3 La réduction du déficit de la Sécurité sociale (30%)

Le top 3 des priorités des professionnels :

- 1 L'accès aux soins de qualité pour tous (47%)
- 2 L'attractivité et la revalorisation des métiers (47%)
- 3 La réduction des délais d'attente (43%)

3. Revoir l'organisation pour gagner en efficacité

Citoyens et professionnels se déclarent globalement prêts à des évolutions organisationnelles :

- 1 S'assurer que le dossier médical soit partagé et tenu à jour
- 2 Renforcer le partage de compétences entre professions de santé
- 3 Recentrer les hôpitaux sur les actes complexes

→ Certains souhaitent aller plus **loin en simplifiant et en réduisant les tâches administratives**

« Arrêter d'ajouter des contraintes administratives aux professionnels de santé et simplifier, voire *supprimer, celles qui existent* afin de leur laisser le temps de soigner et d'éviter qu'ils n'abandonnent leur profession sous le *poids de cette charge administrative.* »

Participant professionnel

4. Renforcer la proximité humaine et fluidifier les parcours

Préserver la relation humaine et de confiance entre professionnels et citoyens...

22%

des citoyens citent leur **médecin traitant** comme une personne de soutien et mettent en avant la **relation de proximité et de confiance**



Racontez-nous un moment... Où vous vous êtes senti pleinement soutenu pour vous faire soigner ou être accompagné ?

32%	Je me suis senti soutenu par les professionnels de santé	<ul style="list-style-type: none"> Par mon médecin traitant / généraliste - 22% Par un spécialiste - 7% Par le personnel paramédical et de soins (infirmières, sage-femmes, kinésithérapeutes, orthophonistes...) - 3%
30%	Dans des moments-clé et pathologies	<ul style="list-style-type: none"> Lors d'une hospitalisation ou une intervention chirurgicale (opération) - 12% Pour une maladie grave, chronique - 8% Pour une urgence vitale ou un accident (AVC, infarctus, chute...) - 5% Pour la maternité, paternité - 5%
24%	Je me suis senti soutenu dans des structures et lieux de soins	<ul style="list-style-type: none"> À l'hôpital public - 14% En clinique ou à l'hôpital privé - 5%

53%

des citoyens déclarent avoir des **difficultés pour trouver un professionnel de santé** et engendre une véritable source **d'inquiétude** pour les patients sans médecin traitant.



Racontez-nous un moment... Où vous avez rencontré des difficultés pour vous faire soigner ou être accompagné ?

74%	Dans l'accès aux soins et à de l'accompagnement	<ul style="list-style-type: none"> Pour trouver un professionnel de santé (médecin, spécialiste, dermatologue, etc.) - 53% Les délais d'attente pour prendre un rendez-vous ou avoir une place dans un établissement - 11% Pour une situation particulière ou un besoin d'examen - 10% Le coût des soins (non-remboursement, dépassements d'honoraires, RAC...) - 4%
16%	Pour être soigné dans certains endroits	<ul style="list-style-type: none"> Lors d'un passage à l'hôpital - 8% Lors d'un passage aux urgences - 7%

5. Prendre soin de ceux qui prennent soin

Le top 3 des difficultés vécues par les professionnels

- 1 Le manque de moyens humains et financiers
- 2 La lourdeur administrative et la bureaucratie
- 3 Le manque de reconnaissance du métier

Quelles sont les trois principales difficultés que vous rencontrez dans l'exercice de votre métier ?

48%	Les conditions de travail qui se dégradent	<ul style="list-style-type: none"> Le manque de moyens humains et financiers (personnels, budgets, matériels, etc.) - 29% La surcharge de travail - 9% Le manque de temps et le travail en urgence - 8% L'épuisement professionnel (amplitude des horaires, équilibre vie pro et perso précaire, etc.) - 3% Les responsabilités, la charge mentale, le stress et la pression - 3%
32%	Le manque d'attractivité et de valorisation des métiers de la santé et l'accompagnement	<ul style="list-style-type: none"> Le manque de reconnaissance du métier - 12% La rémunération insuffisante (honoraires et salaires faibles) - 11% Les tarifs à l'acte sous-valorisés - 4% L'augmentation des charges - 3%
28%	L'accès aux soins et les délais	<ul style="list-style-type: none"> Les difficultés d'accès aux soins (refus de nouveaux patients, offre de soins restreints, etc.) - 12% Les délais de prise en charge - 7% Le mauvais remboursement de certains actes et médicaments (le reste à charge) - 5%
28%	Les choix politiques et organisationnels en matière de santé	<ul style="list-style-type: none"> La lourdeur administrative et la bureaucratie - 19% Les injonctions contradictoires entre les réalités de terrain et les demandes des institutions - 4% La recherche de rentabilité à tout prix - 2% L'augmentation des normes - 2%

6. Augmenter les rémunérations des professionnels

82%

des professionnels libéraux jugent les
rémunérations conventionnelles **insuffisantes**

Pourquoi ?

- 1 La tarification est sous-évaluée
- 2 Les tarifs ne sont pas adaptés au temps passé avec le patient
- 3 L'augmentation des charges

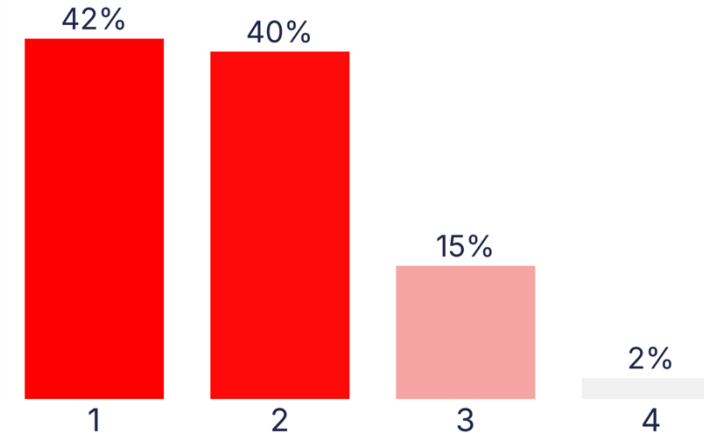
70%

des salariés du public et du privé jugent leur
rémunération **inadaptée** à la réalité de leur
travail

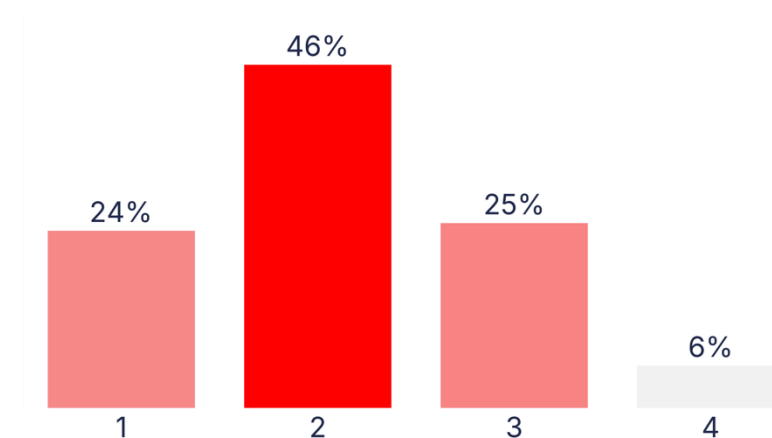
Pourquoi ?

- 1 La rémunération n'est pas adaptée à l'ampleur des
responsabilités
- 2 Le manque de considération pour les études réalisées par
les professionnels
- 3 Le manque de reconnaissance

Estimez-vous que les rémunérations conventionnelles (tarifs des actes) sont adaptées à la réalité de votre travail ?



Estimez-vous que votre rémunération est adaptée à la réalité de votre travail ?



7. Maîtriser les dépenses et lutter contre le gaspillage

La question du financement de la protection sociale constitue une **préoccupation** pour les citoyens.

74%

des citoyens privilégient la **maîtrise des dépenses** à l'augmentation des ressources

À votre avis, faut-il plutôt...

Mieux maîtriser les dépenses, en rendant le système plus efficient

74%

Trouver de nouveaux moyens de financement, en augmentant les ressources

26%

5 propositions concrètes et spontanées des citoyens et professionnels pour réduire les dépenses :

- 1 Mieux contrôler les fraudes
- 2 Rendre visible le coût réel des soins
- 3 Délivrer des médicaments à l'unité
- 4 Renforcer la prévention
- 5 Renforcer les contrôles des arrêts maladie

8. Sortir du modèle curatif

La prévention, un sous-investissement anachronique avec les attentes citoyennes

1/4

citoyen évoque spontanément la **prévention dans leurs idées pour améliorer le système** de santé et protection sociale

1/4

professionnel pointe l'importance **d'accompagner individuellement les patients** pour favoriser la prévention

Top 5 des attentes des citoyens en termes de prévention

- 1 Des conseils et accompagnement individualisés
- 2 La promotion des pratiques sportives
- 3 La promotion d'une alimentation saine
- 4 La promotion de la santé mentale et bien-être
- 5 De la sensibilisation, de l'incitation et de l'information

Top 5 des outils des professionnels pour renforcer la prévention

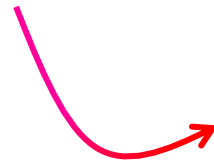
- 1 Des consultation et conseils individualisés
- 2 Une éducation thérapeutique
- 3 Un bilan personnalisé
- 4 Des actions d'information à l'école
- 5 Des dépistages systématiques

9. Mieux préparer les transitions

La perte d'autonomie, un impensé et un impensable citoyen pourtant à préparer

73%

des citoyens se disent **peu ou pas du tout préparés face à la perte d'autonomie**



Pourquoi ?

63%	Freins psychologiques ou liés à l'âge et à l'état physique actuel	<ul style="list-style-type: none"> Je n'y pense pas et je ne l'anticipe pas - 24% Je refuse d'y penser et je ne m'imagine pas en situation de perte d'autonomie - 14% Je suis en bonne santé donc je ne me sens pas concerné - 13% Je suis jeune, ça me paraît loin - 9% C'est une situation que j'aurai beaucoup de mal à gérer psychologiquement - 4%
22%	Freins liés à un manque d'information et d'accompagnement	<ul style="list-style-type: none"> Je manque d'informations et de visibilité sur les dispositifs existants - 12% Je ne saurais pas vers quel organisme me tourner - 3% La complexité administrative et les dossiers difficiles à compléter - 3% Peu de prévention à la perte d'autonomie (sujet tabou) - 2% Le manque d'accompagnement des personnes en situation de perte d'autonomie - 1% Je n'ai pas d'assurance adaptée - 1%
15%	Freins organisationnels	<ul style="list-style-type: none"> Mon logement et mon quotidien ne sont pas adaptés à une perte d'autonomie - 9% Les services et organismes d'accompagnement ne sont pas adaptés - 3% J'habite loin des services - 2% J'attends l'autorisation au droit à mourir - 1% Je préfère mourir plutôt que devenir dépendant - 1%
7%	Freins financiers	<ul style="list-style-type: none"> Je n'ai pas les moyens financiers suffisants - 5% Les contrats et prestations sont trop chers - 2%

10. Mieux prendre en compte la santé mentale

Santé mentale : tôt ou tard, tous concernés

33%

des 15-29 ans placent « la prise en compte de la santé mentale » **en top priorité à adresser aux pouvoirs publics**

Les actions à mettre en place pour mieux prendre en compte la santé mentale par catégorie d'âge

Les 3 propositions qui ressortent le + :

- Augmenter les effectifs des professionnels
- Mieux rembourser les soins psy
- Lutter contre la stigmatisation

Selon vous, que faudrait-il faire pour mieux prendre soin de la santé mentale ?

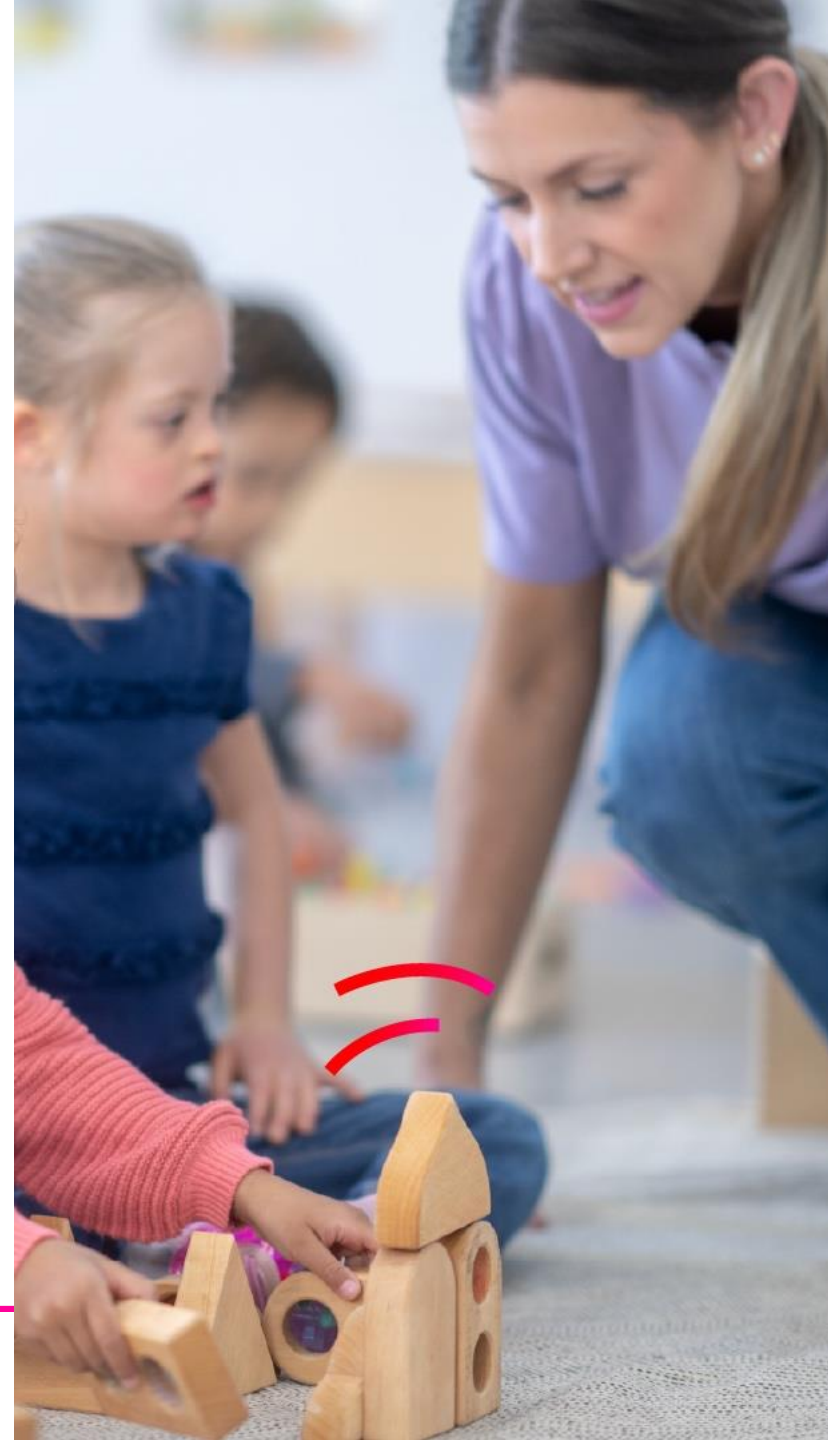
		15 à 29 ans	30 à 44 ans	45 à 64 ans	65 à 79 ans	80 ans et plus	Total général
L'accès au soin et qualité de la prise en charge	Améliorer la prise en charge ..	14%	12%	9%	8%	6%	9%
	Faciliter l'accès aux spécialis..	17%	10%	7%	5%	4%	7%
	Augmenter le nombre de spé..	6%	8%	9%	9%	7%	9%
	Rembourser les soins en san..	18%	14%	5%	3%	1%	5%
	Former davantage les soigna..	5%	6%	5%	5%	3%	5%
	Augmenter le nombre de str..	3%	3%	5%	6%	4%	5%
	Développer une vraie politi..	6%	5%	5%	4%	3%	4%
	Accompagner les aidants	1%	1%	1%	2%	2%	1%
	Développer la recherche méd..	1%	1%	1%	1%	2%	1%
	Renforcer l'écoute et le temp..	1%	1%	1%	1%	1%	1%
La prévention, sensibilisation & lutte contre la stigmatisation	Améliorer l'information et la ..	13%	11%	8%	7%	8%	8%
	Lutter contre la stigmatisati..	15%	11%	6%	4%	2%	6%
	Sensibiliser dès le plus jeune..	10%	8%	7%	5%	5%	6%
	Développer la prévention au..	8%	6%	5%	5%	5%	5%
	Améliorer la détection des tr..	3%	4%	6%	7%	7%	6%

Autres éléments saillants issus de l'analyse transverse

États Généraux
de la Santé
et de la Protection
Sociale



sur placedelasante.fr



L'analyse de la forme d'expression

La très forte participation enregistrée lors de cette consultation révèle un corps social — citoyens comme professionnels — manifestant une volonté de s'impliquer dans l'avenir de la santé et de la protection sociale lorsque son avis est sollicité. Au-delà du volume des réponses, la qualité des réponses traduit une bonne appropriation du système et de ses enjeux.

1. Une expression apaisée et constructive

Le ton global des réponses se distingue par **une sérénité dans l'expression**. Loin des postures idéologiques ou des tonalités conflictuelles souvent observées sur certains sujets de société, les répondants privilégient un récit posé. Cette **capacité à partager des expériences de vie tout en se projetant dans un destin collectif** facilite l'émergence d'un dialogue constructif, même sur des thématiques sensibles comme la fraude ou le coût des soins.

2. Une approche globale des enjeux de santé et de protection sociale

L'analyse des réponses témoigne d'une **compréhension globale du modèle de protection sociale**. Les participants ne se contentent pas de revendications catégorielles ; ils expriment **une vision des valeurs fondatrices (solidarité, universalité) et des défis structurels (viabilité financière, organisation des soins)**.

3. Une grande diversité dans les propositions

Il est rare qu'une consultation citoyenne aboutisse à une telle pluralité de propositions ou « idées », sans qu'un « totem » ou une mesure unique ne cristallise l'ensemble des attentes. Cette dispersion ne doit pas être interprétée comme un désaccord ou une « errance », mais comme **le reflet d'une richesse des propositions et d'une résistance à un discours idéologique dominant et réducteur**. Elle souligne la diversité des attentes face à un système reconnu comme complexe et l'absence de solution simpliste, privilégiant ainsi une approche multidimensionnelle de l'action publique et privée.

4. Une convergence de préoccupation entre citoyens et professionnels

Malgré des points d'attention spécifiques, on trouve **une homogénéité de préoccupation lie les différents segments de répondants**. Cette convergence réduit les clivages habituels et renforce la légitimité des constats issus de la consultation.

L'analyse comparative selon les profils de répondants

Globalement, les résultats apparaissent très homogènes entre les différents profils, tant du côté des citoyens que des professionnels. Les éléments présentés ci-après mettent en lumière uniquement les écarts les plus marquants. À noter, peu de différences significatives sont observées entre les régions, à l'exception des territoires d'Outre-mer qui se distinguent et feront l'objet d'une analyse spécifique.

1. Les jeunes (citoyens)

Les écarts générationnels restent globalement limités, avec un attachement fort et homogène à la protection sociale pour toutes les catégories d'âge. Les jeunes adultes se distinguent par un **engagement plus proactif en matière de solidarité, prêts à cotiser davantage** (37% vs 22% chez les plus âgés) et **focalisés sur le budget santé** plutôt que sur la maîtrise des dépenses. La **santé mentale** constitue leur priorité centrale. À l'inverse, les +65 ans privilégient la **lutte contre le déficit de la Sécurité sociale** et accordent plus d'importance à la **maîtrise des dépenses** et aux **pénalités en cas de fraude**.

2. Comparaison par secteur (sanitaire, médico-social et social)

L'attachement à la protection sociale est homogène entre les trois secteurs, mais les motivations diffèrent : le secteur sanitaire met l'accent sur la **garantie de se faire soigner**, tandis que le médico-social et le social valorisent davantage la **solidarité**. Les difficultés vécues varient également : le médico-social et le social soulignent les **manques de moyens humains et financiers**, alors que le sanitaire pointe surtout la **lourdeur administrative**, notamment pour les libéraux. Le médico-social et social se montrent particulièrement favorable à une **prévoyance obligatoire**, à contrario du sanitaire (61% et 68% vs 46%).

3. Comparaison entre les genres (citoyens)

Les écarts se concentrent davantage sur les priorités de **financement** : les hommes se montrent plus enclins à **une hausse du reste à charge** (14% vs 7%), et expriment davantage d'inquiétudes vis-à-vis du déficit de la Sécurité sociale (36% vs 23%). À l'inverse, les femmes soutiennent plus largement **l'augmentation du budget de la santé** et accordent une importance accrue à la **santé mentale** ainsi qu'à **l'impact de l'environnement sur la santé**. Les personnes non-binaires (1% des répondants) se distinguent par des **positions plus engagées**, notamment sur la santé mentale et l'accès aux soins, et se montrent également plus favorables à une hausse des cotisations.

4. Les typologies de territoires (citoyens)

L'analyse des résultats entre **régions** est très homogène, et nous retrouvons également ce phénomène du côté des attentes et priorités en fonction du lieu de résidence. La **réduction des délais d'attente** reste la priorité numéro un pour tous, même si les habitants des métropoles mettent un peu plus l'accent sur la **santé mentale** et la **prévention** que les autres répondants. Les difficultés d'accès aux soins, notamment pour obtenir un rendez-vous, sont similaires en zones rurales et urbaines. Les répondants des communes de moins de 20 000 habitants représentent 60 % du total, ce qui correspond quasiment à leur poids réel dans la population française, assurant ainsi une **représentation équilibrée**.

L'analyse comparative citoyens / professionnels

Regards croisés sur les priorités pour les pouvoirs publics

Rang	Les 11 priorités exprimées par les citoyens (53 075 participants)	Les 11 priorités exprimées par les professionnels (10 847 participants)	Écart de rang par rapport aux citoyens
1	La réduction des délais d'attente pour une consultation ou une intervention (53%)	L'accès à des soins de qualité pour toutes et tous (47%)	+1
2	L'accès à des soins de qualité pour toutes et tous (50%)	L'attractivité des métiers des secteurs social, médico-sociale et de la santé (47%)	+2
3	La réduction du déficit de la Sécurité sociale (30%)	La réduction des délais d'attente pour une consultation ou une intervention (43%)	-2
4	L'attractivité des métiers des secteurs social, médico-sociale et de la santé (27%)	Le développement de la prévention et de la promotion en santé (38%)	+1
5	Le développement de la prévention et de la promotion en santé (23%)	La prise en compte de la santé mentale (28%)	+5
6	La réduction des restes à charge des patients (20%)	L'amélioration de la qualité de l'accompagnement au soutien à la perte d'autonomie (19%)	+3
7	Rétablir les gardes obligatoires des professionnels de santé et de l'accompagnement (19%)	La réduction du déficit de la Sécurité sociale (18%)	-4
8	L'investissement dans la recherche et dans l'innovation en santé (18%)	L'investissement dans la recherche et dans l'innovation en santé (12%)	=
9	L'amélioration de la qualité de l'accompagnement au soutien à la perte d'autonomie (15%)	La réduction des impacts environnementaux sur la santé (11%)	+2
10	La prise en compte de la santé mentale (15%)	Rétablir les gardes obligatoires des professionnels de santé et de l'accompagnement (10%)	-3
11	La réduction des impacts environnementaux sur la santé (12%)	La réduction des restes à charge des patients (9%)	-5

*Clé de lecture :

- La priorité n°10 pour les professionnels est classée en 7^e priorité pour les citoyens, soit 3 rangs en dessous (écart de -3)
- Les écarts égaux ou supérieurs à 3 rangs sont notés en **rouge**

L'analyse comparative citoyens / professionnels

Regards croisés sur l'attachement à la protection sociale

Rang	Les 5 explications exprimées par les citoyens sur leur attachement (30 571 participants)	Les 5 explications exprimées par les professionnels sur leur attachement (7 728 participants)	Écart de rang par rapport aux citoyens
1	Le principe de solidarité (21%)	La garantie pour tous de se faire soigner (27%)	+1
2	La garantie pour tous de se faire soigner (17%)	Le principe de solidarité (22%)	-1
3	Une protection tout au long de la vie, pour faire face aux aléas (12%)	Le principe d'égalité (13%)	+2
4	La fierté d'un modèle unique au monde et de grande qualité (10%)	Une protection universelle (8%)	<i>(hors top 5)</i>
5	Le principe d'égalité (9%)	La qualité du système et de la prise en charge (7%)	<i>(hors top 5)</i>

*Clé de lecture :

- *hors top 5 : une explication des professionnels n'est pas dans le top 5 des citoyens*
- *Le principe de solidarité est l'explication n°1 des citoyens avec 21% d'entre-eux qui l'ont spontanément cité alors qu'elle est la 2^e explication pour les professionnels avec 22% d'entre-eux qui l'ont citée.*

L'analyse comparative citoyens / professionnels

Regards croisés sur les idées pour améliorer le système de santé et de protection sociale

Rang	Les 10 idées exprimées par les citoyens pour améliorer le système (27 459 participants)	Les 10 idées exprimées par les professionnels pour améliorer le système (5 153 participants)	Écart de rang par rapport aux citoyens
1	Mieux contrôler les fraudes (12%)	Développer la prévention (21%)	+1
2	Développer la prévention (11%)	Mieux contrôler les fraudes (8%)	-1
3	Augmenter les effectifs et la formation des professionnels (9%)	Augmenter les effectifs et la formation des professionnels (8%)	=
4	Rendre visible le coût réel des soins (7%)	Mieux rémunérer les professionnels (8%)	<i>(hors top 5)</i>
5	Renforcer l'accès aux soins pour tous (6%)	Rendre visible le coût réel des soins (7%)	-1

*Clé de lecture :

- *hors top 5 : une explication des professionnels n'est pas dans le top 10 des citoyens*

L'analyse comparative citoyens / professionnels

Regards croisés sur les vœux et espoirs pour les générations futures

Rang	Les 10 vœux et espoirs exprimées par les citoyens pour les générations futures (26 924 participants)	Les 10 vœux et espoirs exprimées par les professionnels pour les générations futures (5 175 participants)	Écart de rang par rapport aux citoyens
1	Préserver notre système de protection sociale (10%)	Faciliter et améliorer l'accès aux soins pour tous, sur tout le territoire (10%)	+1
2	Faciliter et améliorer l'accès aux soins pour tous, sur tout le territoire (9%)	Développer la prévention (8%)	+3
3	Préserver et respecter l'environnement pour réduire l'impact sur la santé (8%)	Préserver notre système de protection sociale (8%)	-2
4	Renouer avec les valeurs fondatrices : égalité, solidarité (6%)	Améliorer l'accompagnement et le suivi des patients (7%)	(hors top 5)
5	Développer la prévention (4%)	Préserver le lien social et remettre l'humain au cœur des préoccupations (6%)	(hors top 5)

*Clé de lecture :

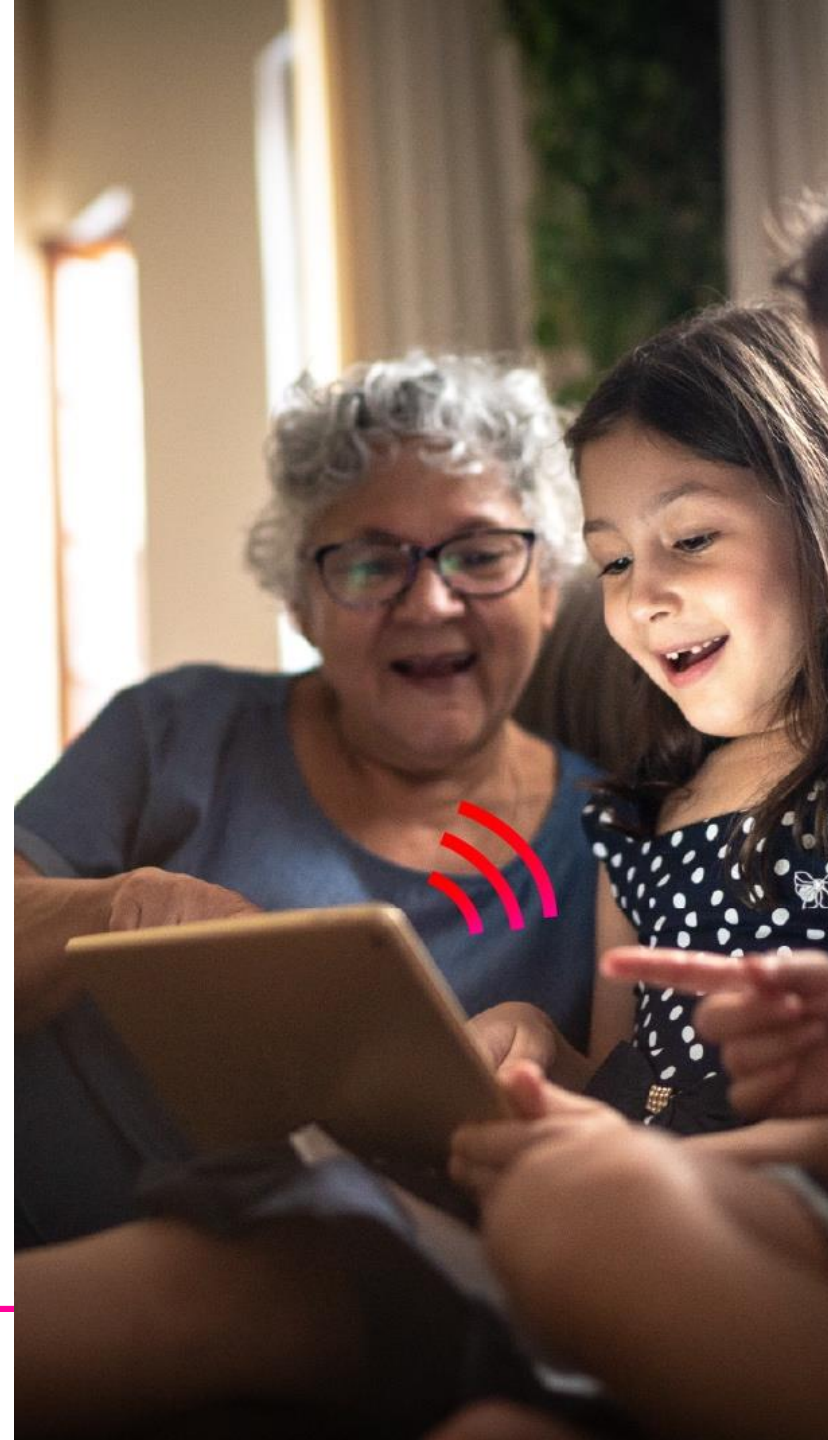
- hors top 5 : une explication des professionnels n'est pas dans le top 10 des citoyens

Les réponses question par question

États Généraux
de la Santé
et de la Protection
Sociale



sur placedelasante.fr



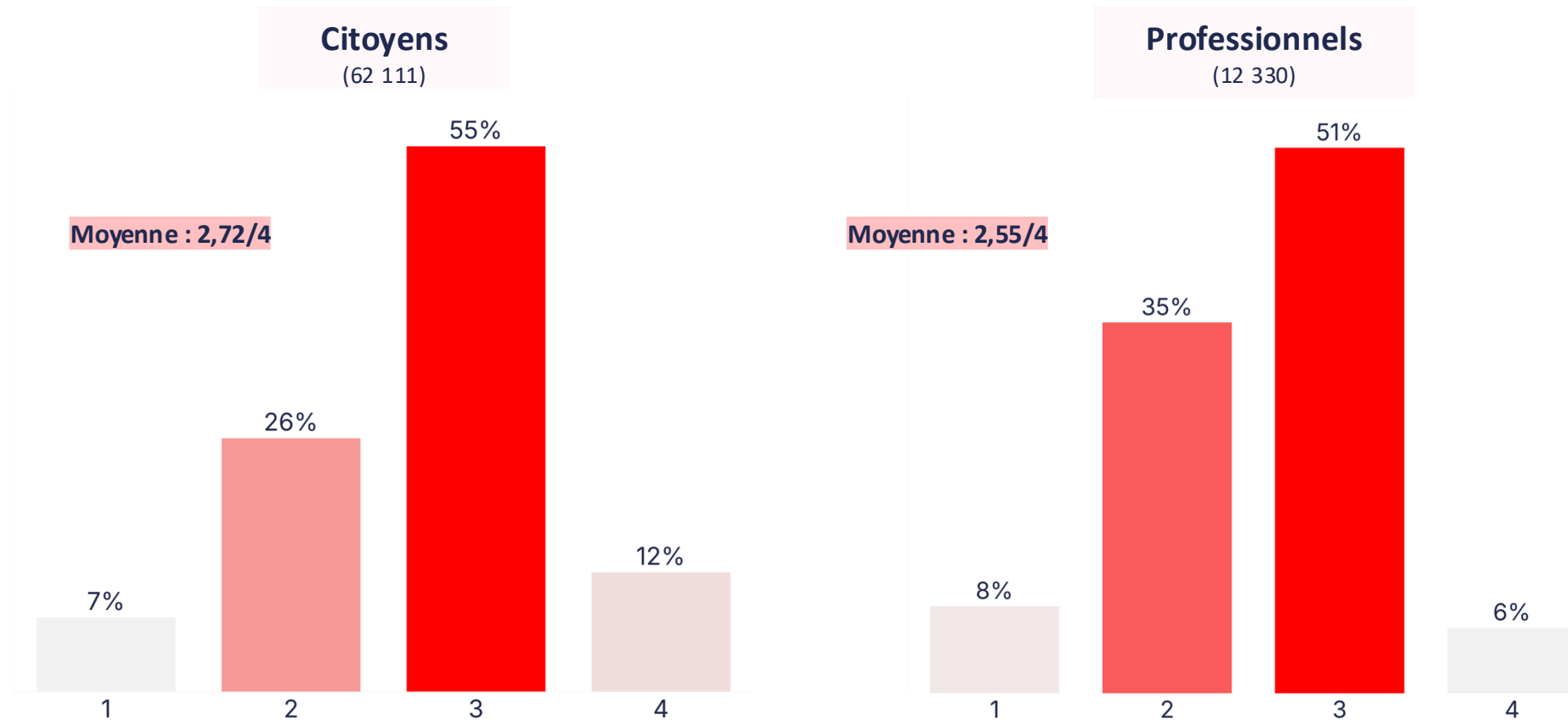


Santé et accompagnement : vos expériences

Dans cette première partie, citoyens et professionnels dressent un état des lieux du système de santé et d'accompagnement en France.

Selon vous, la prise en charge de la santé en France est :

Échelle de 1 (pas bonne du tout) à 4 (très bonne)

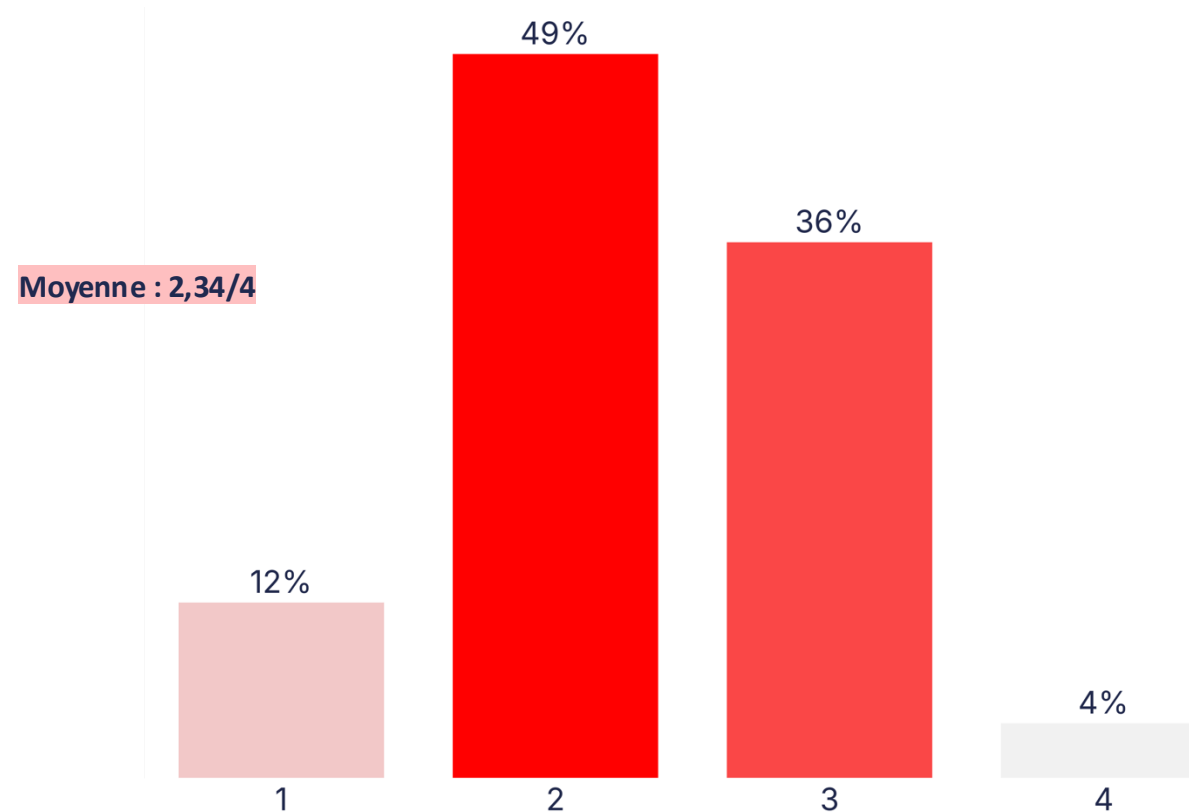


Enseignements clés :

Une majorité de citoyens (55%) et de professionnels (51%) évalue positivement la prise en charge de la santé en France, bien que la satisfaction maximale (note de 4 sur 4) reste minoritaire (12% et 6%). Si une appréciation positive domine, les professionnels affichent un avis plus mitigé (34%) que le grand public (26%), traduisant une perception plus critique du système de la part de celles et ceux qui exercent.

Selon vous, l'accompagnement social et médico-social en France est :

Échelle de 1 (pas bonne du tout) à 4 (très bonne) – question uniquement adressée aux *professionnels*



Enseignements clés :

Près de la moitié des professionnels (49%) jugent pas bonne ou pas bonne du tout l'accompagnement social et médico-social en France - dont 12% attribuent la note minimale (1 sur 4). 36% jugent l'accompagnement bon, et la part d'avis très favorables est très marginale (4%). Ce résultat traduit une évaluation plus critique que celle portée sur la prise en charge sanitaire globale (58% d'avis positifs).

Racontez-nous un moment... où vous vous êtes senti pleinement soutenu pour vous faire soigner ou être accompagné ?

Thèmes	Sous-thèmes
32%	Je me suis senti soutenu par les professionnels de santé <ul style="list-style-type: none"> Par mon médecin traitant / généraliste - 22% Par un spécialiste - 7% Par le personnel paramédical et de soins (infirmières, sage-femmes, kinésithérapeutes, orthophonistes...) - 3% Par un pharmacien, un laboratoire - 1% Par les médecines douces / alternatives - 1%
30%	Dans des moments clé et pathologies <ul style="list-style-type: none"> Lors d'une hospitalisation ou d'une intervention chirurgicale (opération) - 12% Pour une maladie grave, chronique - 8% Pour une urgence vitale ou un accident (AVC, infarctus, chute...) - 5% Pour la maternité, paternité - 5% Pendant le Covid - 1%
24%	Je me suis senti soutenu dans des structures et lieux de soins <ul style="list-style-type: none"> À l'hôpital public - 14% En clinique ou à l'hôpital privé - 5% Par les services d'urgence - 4% Au sein d'un cabinet médical ou d'une maison de santé - 4%
10%	Je me suis senti soutenu dans la qualité du suivi et de la prise en charge <ul style="list-style-type: none"> Avec compétence et efficacité - 6% Dans l'écoute, la bienveillance qui m'a été accordée - 4% Dans la fluidité du parcours (accueil, orientation, coordination) - 1%
5%	Je me suis senti soutenu par l'organisation du système de protection sociale <ul style="list-style-type: none"> Par des dispositifs de prévention, de dépistage (coloscopie, mammographie, ...) et de vaccination - 3% Je me sens soutenu partout, particulièrement dans les grandes villes - 2% Pour la prise en charge financière, l'accès au remboursement rapidement - 1%
5%	Je ne me suis pas senti soutenu pour me faire soigner ou être accompagné
1%	Autre

Enseignements clés :

- Le médecin traitant ou généraliste est la principale source de soutien citée (22%), illustrant l'importance du lien de proximité avec un médecin de référence. Loin devant les spécialistes (7%)
- 30% des répondants témoignent avoir été soutenu lors d'un moment clé de leur vie : lors d'une hospitalisation (12%) ou pour une maladie grave (8%).
- Au-delà de l'acte de soin, les compétences professionnelles (6%) et la bienveillance (3%) sont des facteurs clés du sentiment de soutien.
- L'hôpital est également perçu comme un lieu de soutien pour 16% des répondants.
- Une minorité de participants (5%) déclare ne pas ou ne plus se sentir soutenue par le système de santé.

Racontez-nous un moment... Où vous vous êtes senti pleinement soutenu pour vous faire soigner ou être accompagné ?

Verbatims illustratifs

N°1

(32% des citoyens)

Je me suis senti soutenu par les professionnels de santé

« Le médecin traitant prend le temps nécessaire lors de la première visite et oriente vers les spécialistes appropriés. »

« Lors d'une blessure sportive, j'ai été pris en charge par mon kiné, qui m'a également accompagné tout au long de ma préparation physique pour atteindre mes objectifs sportifs. »

N°2

(30% des citoyens)

Dans des moments-dé et pathologies

« Lorsque j'ai fait un choc anaphylactique ; les urgences ont su me prendre en charge correctement et l'on peut dire qu'elles m'ont sauvé la vie. »

« Lors de ma grossesse et de mon accouchement à l'hôpital [...] pour mes deux enfants, l'accompagnement administratif et humain était parfait, avec une équipe chaleureuse et empathique [...]. »

N°3

(24% des citoyens)

Je me suis senti soutenu dans des structures et lieux de soins

« Une prise en charge rapide à l'hôpital d'Arras pour une appendicite. »

« Aux urgences après prise en charge par le SAMU pour une réaction allergique à une piqûre d'hyménoptère. »

« Au CHU de Grenoble, lors de ma fracture de la jambe, ainsi qu'au centre de rééducation de Bagnols-sur-Cèze en 2022. »

N°4

(10% des citoyens)

Je me suis senti soutenu dans la qualité du suivi et de la prise en charge

« Malgré le manque de temps et parfois de moyens, les professionnels de santé restent à l'écoute des patients. »

« J'ai eu un très grave accident il y a quelques années, et j'ai été incroyablement bien prise en charge, aussi bien à l'hôpital qu'au centre de rééducation, sans que ça ne me coûte à peu près rien, et avec des soignants extrêmement consciencieux, compétents, disponibles, humains. encore. »

Racontez-nous un moment... Où vous avez rencontré des difficultés pour vous faire soigner ou être accompagné ?

Thèmes	Sous-thèmes
74%	<p>Dans l'accès aux soins et à de l'accompagnement</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour trouver un professionnel de santé (médecin, spécialiste, dermatologue, etc.) - 53% • Les délais d'attente pour prendre un rendez-vous ou avoir une place dans un établissement - 11% • Pour une situation particulière ou un besoin d'examen - 10% • Le coût des soins (non-remboursement, dépassements d'honoraires, RAC...) - 4% • Du fait d'un désert médical - 3%
16%	<p>Pour être soigné dans certains endroits</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lors d'un passage à l'hôpital - 8% • Lors d'un passage aux urgences - 7% • Dans une clinique privée - 1%
9%	<p>Dans la qualité de la prise en charge</p> <ul style="list-style-type: none"> • À cause d'une errance médicale ou d'un mauvais diagnostic - 2% • À cause d'un manque de suivi - 2% • Les délais d'attente pendant les visites médicales, particulièrement aux urgences - 2% • À cause d'un manque d'écoute et parfois d'un traitement ressenti comme inhumain - 1% • À cause d'un manque de compétences et parfois d'un refus de soin - 1% • Du fait d'un manque de personnel et de services débordés - 1% • Dans la gestion administrative - 1% • Le manque d'explications ou d'informations, d'accès aux résultats - 1%
6%	Je n'ai pas rencontré de difficultés
1%	Autre

Enseignements clés :

- L'accès aux soins et à un professionnel de santé (médecin, spécialiste, etc.) est de très loin la difficulté majeure citée (53%), dominant tout autres freins.
- Les délais d'attente pour obtenir un rendez-vous (11%) et l'accès à des examens spécifiques (10%) constituent les autres principaux obstacles à l'accès aux soins, devant le coût des soins (4%).
- Une minorité de participants (6%) déclare ne pas rencontrer de difficultés particulières dans leur parcours de soin.

Comparaison :

- Qu'ils vivent dans une métropole ou dans le rural, tous les répondants ont des difficultés pour trouver un rendez-vous.
- Bretagne, Pays de la Loire, Auvergne-Rhône Alpes : difficulté soulignée dans l'accès aux professionnels.

Note de lecture : 53% des 20 039 citoyens exprimant une difficulté rencontrée pour se faire soigner ou être accompagné évoquent spontanément la difficulté de trouver un professionnel de santé (médecin, spécialiste, dermatologue, etc.).

Racontez-nous un moment... Où vous avez rencontré des difficultés pour vous faire soigner ou être accompagné ?

N°1

(75% des citoyens)

Dans l'accès aux soins et à de l'accompagnement

N°2

(16% des citoyens)

Pour être soigné dans certains endroits

N°3

(9% des citoyens)

Dans la qualité de la prise en charge

N°4

(6% des citoyens)

Je n'ai pas rencontré de difficultés

Verbatims illustratifs

« Il est impossible de trouver un médecin traitant acceptant de nouveaux patients. De ce fait, je ne peux pas consulter de cardiologue, entre autres, alors que j'en ai pourtant besoin. »
 À la suite d'une chute de mon épouse dans un chef-lieu de département, aucune radiographie n'a été effectuée après quatre heures d'attente. À notre retour, il nous a été impossible d'obtenir un scanner ou une IRM. »

« À l'hôpital, la moindre consultation entraîne de nombreuses heures d'attente pour un résultat plus que médiocre. »
 « Lors de ma visite au CHU pour mon poignet cassé en jouant au tennis, j'ai attendu huit heures aux urgences du CHU de Tours. »

« Vingt ans d'errance médicale avant de pouvoir poser un diagnostic d'une maladie somatique non mortelle, mais dont l'absence de prise en charge génère un handicap reconnu (RQTH). »
 « Le manque de suivi post-cancer : aucune coordination entre les professionnels de santé. Chacun d'entre eux se déchargeait de ses responsabilités du fait que j'étais suivie par deux établissements différents. »

« J'ai 86 ans et je n'ai jamais eu de problème particulier... Du moins pour le moment. »
 « Je n'ai jamais rencontré de difficultés particulières pour me faire soigner, je n'ai jamais rencontré dans le personnel soignant quelqu'un qui n'essaye pas de faire son maximum. »

Quelles sont les trois principales difficultés que vous rencontrez dans l'exercice de votre métier ? (1/3)

Thèmes	Sous-thèmes
48%	<p>Les conditions de travail qui se dégradent</p> <ul style="list-style-type: none"> Le manque de moyens humains et financiers (personnels, budgets, matériels, etc.) - 29% La surcharge de travail - 9% Le manque de temps et le travail en urgence - 8% L'épuisement professionnel (amplitude des horaires, équilibre vie pro et perso précaire, etc.) - 3% Les responsabilités, la charge mentale, le stress et la pression - 3% La dégradation des conditions de travail (pénibilité du travail) - 2% Le manque de lits hospitaliers et la saturation des urgences - 2% L'isolement - 1% Les difficultés liées aux ordonnances (clarté,...) - 1%
32%	<p>Le manque d'attractivité et de valorisation des métiers de la santé et l'accompagnement</p> <ul style="list-style-type: none"> Le manque de reconnaissance du métier - 12% La rémunération insuffisante (honoraires et salaires faibles) - 11% Les tarifs à l'acte sous-valorisés - 4% L'augmentation des charges - 3% La baisse d'attractivité des métiers - 3% La méconnaissance de la part du grand public - 3% La perte de sens et de motivation - 2%
28%	<p>L'accès aux soins et les délais</p> <ul style="list-style-type: none"> Les difficultés d'accès aux soins (refus de nouveaux patients, offre de soins restreints, etc.) - 12% Les délais de prise en charge - 7% Le mauvais remboursement de certains actes et médicaments (le reste à charge) - 5% Le manque de places et de structures adaptées - 3% L'augmentation des déserts médicaux - 2% Le non-recours, le manque d'accès aux droits (numérique) - 2% L'absence de médecin traitant - 2% Les inégalités sociales de santé, la médecine à deux vitesses - 1%

Enseignements clés :

- Le manque de moyens humains et financiers (29%) constitue la première difficulté ressentie, pointant une insuffisance structurelle des ressources.
- La surcharge de travail (9%) et le manque de temps pour traiter les urgences (8%) pèsent directement sur les conditions de travail.
- Le manque de reconnaissance (12%) et une rémunération jugée insuffisante (11%) alimentent un sentiment de dévalorisation des métiers.
- Les difficultés d'accès aux soins par les patients, notamment une offre de soins restreinte (12%) et des délais de prise en charge trop longs (7%), sont également citées comme des difficultés dans l'exercice de leur métier.

Note de lecture : 29% des 9 657 professionnels évoquent spontanément le manque de moyens humains et financiers comme l'une des 3 difficultés vécues dans l'exercice de leur⁴⁰ métier.

Quelles sont les trois principales difficultés que vous rencontrez dans l'exercice de votre métier ? (2/3)

Thèmes	Sous-thèmes
28%	Les choix politiques et organisationnels en matière de santé <ul style="list-style-type: none"> • La lourdeur administrative et la bureaucratie - 19% • Les injonctions contradictoires entre les réalités de terrain et les demandes des institutions - 4% • La recherche de rentabilité à tout prix - 2% • L'augmentation des normes - 2% • Le manque d'écoute - 1% • La financiarisation de la santé - 1% • Le manque de visibilité - 1% • Le système de tiers payant - 1% • Le manque d'innovation - 1%
17%	Le manque de professionnels <ul style="list-style-type: none"> • Le manque de professionnels de santé, du social et du médico-social - 8% • Le manque de médecins généralistes - 6% • Le manque de formation - 3% • Le manque de spécialiste – 2% • Le manque de personnel compétent - 2%
16%	La difficile coordination des différents acteurs <ul style="list-style-type: none"> • La difficile coordination des acteurs - 8% • Les difficiles relation avec la hiérarchie - 2% • Les rapports et les décisions de la CPAM - 2% • Les relations avec les mutuelles - 2% • Autres idées – 2%

Enseignements clés :

- La lourdeur administrative et la bureaucratie est vue comme la seconde difficulté pour 19% des participants. Puis viennent les injonctions contradictoires entre la réalité du terrain et les attentes des institutions (4%).
- Le manque de professionnels (8%) et le manque de médecin généraliste (6%) créent également une difficulté majeure pour les répondants.
- Enfin, les difficultés de coordination entre professionnels (8%) est également citée comme une difficulté vécue.

Quelles sont les trois principales difficultés que vous rencontrez dans l'exercice de votre métier ? (3/3)

Thèmes	Sous-thèmes
13%	Le comportement des patients <ul style="list-style-type: none"> Le manque de respect et l'agressivité de certains patients - 5% La surconsommation de soins de santé, les comportements vus comme irresponsables de la part des patients - 2% L'exigence des patients - 2% Les rendez-vous non honorés - 2% Le manque d'information, la désinformation - 2%
8%	L'augmentation des nouvelles pathologies et la dégradation de la santé <ul style="list-style-type: none"> Le manque de prévention - 3% La précarité grandissante des patients - 3% L'aggravation de la santé mentale de la population - 1% Le vieillissement de la population – 1% Les pathologies complexes / polyopathie – 1%
1%	Aucune
6%	Autres

Enseignements clés :

- L'attitude des patients est citée par 13% des professionnels, qu'il s'agisse d'incivilités, d'agressivité, de la surconsommation des soins, etc.
- 8% des participants soulignent des difficultés liées à l'augmentation des nouvelles pathologies et à la dégradation générale de la santé.

Comparaison :

- Les professionnels du sanitaire citent la lourdeur administrative comme une difficulté prégnante (22%).
- Les répondants du médico-social et social soulignent sur le manque de moyens (respectivement 44% et 40%)

Quelles sont les trois principales difficultés que vous rencontrez dans l'exercice de votre métier ?

N°1

(48% des professionnels)

Les conditions de travail qui se dégradent

N°2

(32% des professionnels)

Le manque d'attractivité et de valorisation des métiers de la santé et l'accompagnement

N°3

(28% des professionnels)

L'accès aux soins et les délais

N°4

(10% des professionnels)

Les choix politiques et organisationnels en matière de santé

Verbatims illustratifs

« Le manque de moyens humains qui amènent les professionnels à exercer leurs missions dans un contexte dégradé, ce qui crée des dissonances, un sentiment d'insatisfaction et/ou de frustration, une perte de sens et engendre un turnover des professionnels au sein des organisations. »

« Travail dans des conditions exécrables tant par du mauvais matériel ou son absence, que par un rythme intensif ne laissant plus de place au relationnel humain »

« Perte des vocations et de l'attractivité des professionnels pour notre secteur (rémunération faible qui n'est pas à la hauteur des qualifications et qui ne reconnaît pas la pénibilité liée aux horaires de travail et aux missions confiées) »

« Manque de reconnaissance, notamment salariale et perte de sens pour les professionnels, poussant les plus compétents à quitter le navire »

« Les métiers du médico-social restent insuffisamment reconnus, ce qui entraîne une fuite des vocations »

« L'accès aux soins : l'offre de soins s'effondre, aussi bien chez les généralistes que chez les spécialistes »

« L'augmentation de la lourdeur des pathologies en raison du manque de place en structures de soins »

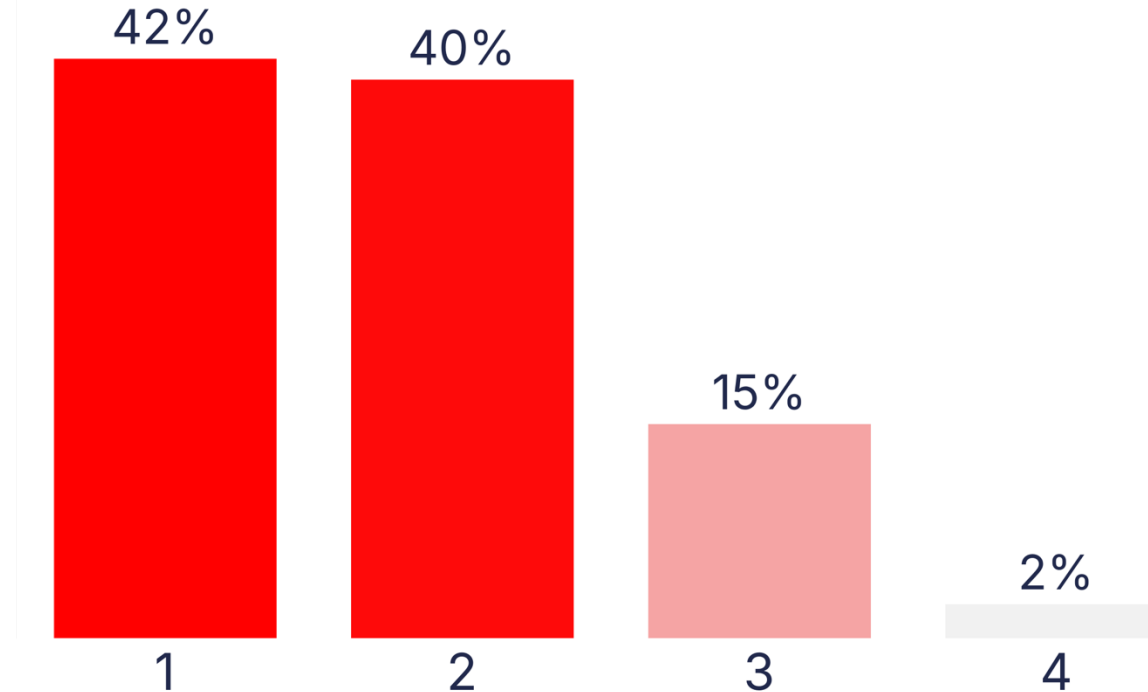
« Les métiers du soin sont submergés par des tâches administratives, sous l'emprise d'une gouvernance exclusivement administrative, entraînant une perte de la parole des médecins dans tous les établissements [...] »

« Les financeurs, décideurs politiques, direction d'établissement, chef de service et autres qui sont complètement déconnectés des réalités du terrain et qui n'écoute pas les équipes [...] »

Estimez-vous que les rémunérations conventionnelles (tarifs des actes) sont adaptées à la réalité de votre travail ?

Échelle de 1 (non pas du tout) à 4 (oui tout à fait)

Moyenne : 1,75/4



Enseignements clés :

Une large majorité de professionnels libéraux (82%) juge les rémunérations conventionnelles inadaptées à la réalité de leur travail, près de la moitié (42%) juge leur rémunération pas du tout adaptée (avec une note de 4). 15% jugent les rémunérations adéquates (avec une note de 3). La part d'avis « oui tout à fait » est très marginale (2%). Ce résultat traduit une perception très partagée d'une inadéquation entre les tarifs des actes et la réalité du travail accompli.

Pourquoi ? Pour les professionnels libéraux estimant que leur rémunération conventionnelle n'est pas du tout ou peu adaptée à la réalité de leur travail (notes 1 et 2 à la précédente question)

Thèmes	Sous-thèmes
64%	<p>La tarification n'est pas adaptée à la réalité de la pratique</p> <ul style="list-style-type: none"> La tarification à l'acte est inadaptée et sous-évaluée - 26% Les tarifs ne sont pas adaptés au temps passé avec un patient - 20% Certains actes sont réalisés gratuitement - 8% La rémunération des actes n'est pas à la hauteur de la qualité et de la complexité du travail demandées - 7% Les obligations administratives ne sont pas prises en compte dans la tarification - 6% La tarification ne couvre pas les investissements (humains et matériels) - 5% La tarification entraîne une multiplication des actes et une augmentation des heures travaillées - 3%
37%	<p>La tarification ne tient pas compte du coût de la vie</p> <ul style="list-style-type: none"> L'augmentation des charges par rapport à la rémunération - 19% La perte de pouvoir d'achat des professionnels par rapport à l'augmentation du coût de la vie - 18% La tarification n'est pas à la hauteur par rapport aux autres pays européens/OCDE - 3% Les difficultés pour se faire remplacer (congé parental, absence d'arrêt maladie, etc.) - 1%
22%	<p>La tarification n'est pas à la hauteur de la qualification, des compétences et des responsabilités des professionnels</p> <ul style="list-style-type: none"> Elle n'est pas représentative du niveau d'études - 9% Elle ne reconnaît pas le métier et les compétences des praticiens - 5% Elle n'est pas à la hauteur de la responsabilité - 5% Elle n'est pas à la hauteur de la pénibilité et du stress au travail - 3% Elle est différente selon le niveau de spécialité - 3%
1%	La baisse du remboursement
1%	Autre

Enseignements clés :

- 64% des répondants considèrent que la tarification à l'acte n'est pas adaptée à la réalité de la pratique. Elle est jugée inadaptée ou sous-évaluée (26%), elle n'est pas adaptée au temps passé avec le patient (20%)
- La déconnexion avec le coût de la vie est pointée par 37% des professionnels, qui citent notamment le déséquilibre entre l'augmentation des charges et la rémunération (19%) ainsi que la perte de pouvoir d'achat (18%).
- Enfin, 22% estiment que la tarification n'est pas à la hauteur du niveau d'études réalisées (9%), des compétences (5%) et des responsabilités assumées (5%).

Pourquoi ? Pour les professionnels libéraux estimant que leur rémunération conventionnelle n'est pas du tout ou peu adaptée à la réalité de leur travail (notes 1 et 2 à la précédente question)

N°1

(64% des professionnels libéraux)

La tarification n'est pas adaptée à la réalité de la pratique

N°2

(37% des professionnels libéraux)

La tarification ne tient pas compte du coût de la vie

N°3

(22% des professionnels libéraux)

La tarification n'est pas à la hauteur de la qualification, des compétences et des responsabilités des professionnels

Verbatims illustratifs

« Le temps consacré par acte, ainsi que les investissements en locaux et en matériel nécessaires, ne permettent pas d'atteindre la rentabilité sur certains actes »

« La rémunération ne correspond pas aux nombres d'heures que l'on fait »

« Les évolutions tarifaires ne sont pas indexées sur l'inflation et les charges augmentent, ce qui plombe le pouvoir d'achat »

« Charges sociales très élevées, revalorisations quasi inexistantes et l'inflation continue de progresser et les charges continues d'augmenter. Nous sommes étouffés de charges »

« Une consultation à 17€ brut pour 5 ans d'études en kinésithérapie. Vu le niveau d'études, d'exigence, c'est risible [...] »

« Tarifs totalement inadaptés par rapport au degré de compétences nécessaires à l'exercice des professions de santé »

Pourquoi ? Pour les professionnels libéraux estimant que leur rémunération conventionnelle est adaptée ou tout à fait adaptée à la réalité de leur travail (notes 3 et 4 à la précédente question)

Thèmes	Sous-thèmes
61%	La rémunération est suffisante <ul style="list-style-type: none"> La rémunération est correcte et juste - 23% La liberté tarifaire permet d'avoir un revenu convenable - 13% La rémunération est adaptée à notre travail - 8% Les tarifs des actes de soins ont été revalorisés - 8% La rémunération permet un niveau de vie élevé - 8% Ma rémunération n'est pas ma priorité - 4%
38%	Mais elle pourrait s'améliorer <ul style="list-style-type: none"> La rémunération n'est pas suffisante - 11% La rémunération ne prend pas en compte les actes complexes, longs et les temps de transport - 8% La tarification à l'acte n'a pas évolué depuis des années - 8% Les charges et les investissements pèsent trop sur les revenus - 6% La rémunération est convenable si j'ai une activité soutenue - 6% Il existe des inégalités dans la tarification à l'acte entre les professions - 5%
7%	Autre

Enseignements clés :

- 61% des répondants considèrent leur rémunération suffisante, 23% l'estiment correcte et stable et 13% précisent que la liberté tarifaire permet de s'assurer un revenu convenable.
- 38% estiment qu'elle pourrait s'améliorer. Dans ce groupe, certains précisent des manques : la non-prise en compte des actes complexes et des temps de transport (8%), et le fait que la tarification à l'acte n'a pas évolué depuis des années (8%). Par ailleurs, 11% de ce sous-groupe jugent finalement que cette rémunération reste insuffisante.

Pourquoi ? Pour les professionnels libéraux estimant que leur rémunération conventionnelle est adaptée ou tout à fait adaptée à la réalité de leur travail (notes 3 et 4 à la précédente question)

Verbatims illustratifs

N°1

(61% des
professionnels
libéraux)

**La rémunération
est suffisante**

« En tant que libéral, c'est moi qui fixe mes prix et je fais en sorte qu'ils soient juste »
« Correct sans être excessif, le panier 100% Santé permet un travail de qualité »
« Pour l'instant la tarification est adaptée : à condition de faire le minimum, peu de coordination et peu de formation (faite sur mon temps personnel) [...] »

N°2

(38% des
professionnels
libéraux)

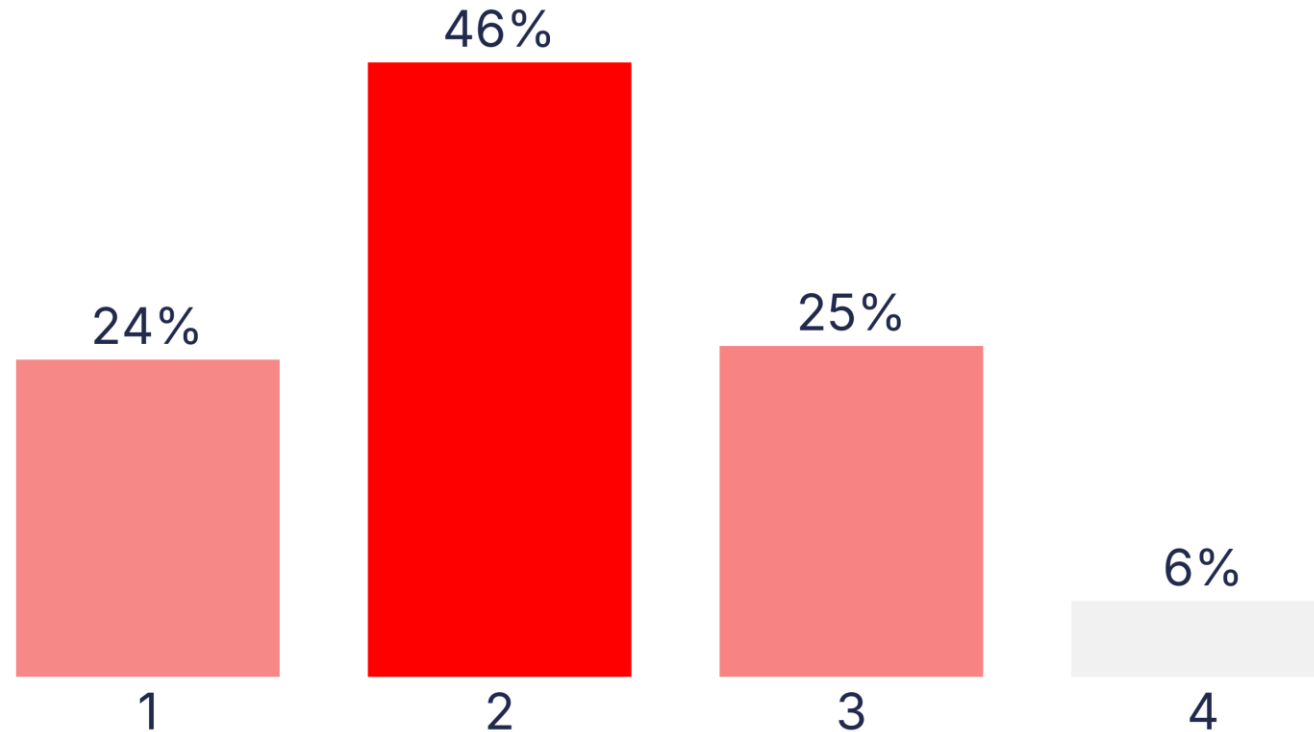
**La rémunération est suffisante, mais
elle
pourrait s'améliorer**

« Les tarifs des actes sont plutôt corrects, mais leur revalorisation est insuffisante et ne prend pas du tout en compte l'inflation »
« Par rapport à ce que gagnent d'autres corps de métiers, compte tenu de la pénibilité de leur travail, c'est mieux ; mais compte tenu de l'investissement en énergie en plus du temps de présence des patients, ce pourrait être mieux pour les paramédicaux »

Estimez-vous que votre rémunération est adaptée à la réalité de votre travail ?

Échelle de 1 (non pas du tout) à 4 (oui tout à fait)

Moyenne : 2,15/4



Enseignements clés :

70% des salariés du public et du privé jugent leur rémunération inadaptée à la réalité de leur travail - une opinion dominée par la note de 2 sur 4 (46%). Si 31% la considèrent adéquate, la part de « tout à fait » adaptée reste marginale (6%). Ce niveau d'insatisfaction, bien que majoritaire, demeure inférieur de 12 points à celui observé chez les libéraux (82%).

Pourquoi ?

Pour les professionnels salariés (public ou privé) estimant que leur rémunération n'est pas adaptée ou pas du tout adaptée à la réalité de leur travail

Thèmes	Sous-thèmes
50%	<p>La rémunération ne reconnaît pas le travail et les compétences mobilisées</p> <ul style="list-style-type: none"> L'ampleur des responsabilités des professionnels - 16% Le manque de considération pour les études réalisées par les professionnels - 8% Le manque de reconnaissance à l'égard des professionnels - 7% L'absence d'alignement entre salaire et ancienneté - 3% Le décalage ressenti entre les compétences des professionnels et leur rémunération - 2% Le manque de prise en compte du caractère essentiel de ce secteur - 1%
41%	<p>La rémunération ne compense pas la charge de travail et l'investissement très importants</p> <ul style="list-style-type: none"> La charge de travail très lourde - 7% La difficulté du travail (pénibilité, fatigue, stress...) - 6% La charge mentale associée à ce secteur - 5% Les horaires de travail sont contraignants (travail de nuit, week-end, plage de travail...) - 4% Le fort investissement fourni par les professionnels et son influence sur le plan personnel - 4% Le volume horaire de travail conséquent - 3% Le manque de personnel et de moyen alloués demandant davantage de travail - 3% Le glissement et la multiplication des tâches à réaliser - 1% L'augmentation des efforts à consacrer à l'administratif - 1%
35%	<p>La rémunération n'est pas alignée avec le coût et la réalité de la vie</p> <ul style="list-style-type: none"> L'absence de revalorisation et d'évolution récentes des salaires et grilles indiciaires - 6% L'insuffisance des salaires - 6% La baisse du pouvoir d'achat - 3% La part conséquente des primes dans les rémunérations (et leur impact sur le calcul des retraites) - 3% Le nombre conséquent d'heures supplémentaires non rémunérées et l'insuffisance du taux horaire - 2% La faible attractivité du secteur et de sa rémunération en comparaison à d'autres fonctions - 2% Les fortes disparités de rémunération entre fonctions (au sein et en dehors du secteur médical) - 1% La rémunération est insuffisante comparée à d'autres pays européens - 1% L'absence de prise en compte de l'inflation dans la revalorisation des salaires - 1% Les frais et charges à payer - 1% Les faibles possibilités d'évolution de carrière et de salaire - 1%

Enseignements clés :

- 50% des répondants estiment que le salaire ne reconnaît pas le travail et les compétences mobilisées. L'ampleur des responsabilités (16%) et le manque de considération pour les études réalisées par les professionnels (8%) sont les principaux freins évoqués.
- 41% affirment que la rémunération ne compense pas l'investissement et la charge de travail.
- 35% mettent en avant un salaire déconnecté du coût de la vie. Les participants pointent l'absence de revalorisation récente (6%), et la baisse du pouvoir d'achat (3%).

Note de lecture : 16% des 2 687 professionnels salariés (public ou privé) ayant précisé pourquoi ils estiment que leur rémunération n'est pas adaptée à la réalité de leur travail l'expliquent par l'ampleur des responsabilités des professionnels.

Pourquoi ? Pour les professionnels salariés (public ou privé) estimant que leur rémunération n'est **pas adaptée** ou pas du tout adaptée à la réalité de leur travail

Verbatims illustratifs

N°1

(50% des professionnels salariés)

La rémunération ne reconnaît pas le travail et les compétences mobilisées

« Par rapport à d'autres métiers, et compte tenu des responsabilités, des horaires décalés et de la charge de travail, la profession est assez mal payée, ce qui explique en partie les difficultés de recrutement »
 « Mes compétences, mon investissement professionnels et mon travail sont sous-rémunérés. »

N°2

(41% des professionnels salariés)

La rémunération ne compense pas la charge de travail et l'investissement très importants

« En raison de la charge de travail, des responsabilités et de l'impact de mon travail sur ma santé mentale, j'estime être loin d'une rémunération à la hauteur »
 « La réalité du terrain n'est pas prise en compte : les horaires décalés engendrent une fatigue physique, la disponibilité accrue une fatigue morale, et les charges administratives importantes une fatigue intellectuelle. Les risques psychosociaux ne sont pas compensés »

N°3

(35% des professionnels salariés)

La rémunération n'est pas alignée avec le coût et la réalité de la vie

« Les grilles indiciaires de la fonction publique sont restées bloquées pendant 10 ans, le coût de la vie a évolué pendant ce temps-là, et l'altération de nos conditions de travail n'est pas considéré »
 « Elle n'est pas adaptée aux besoins de la vie quotidienne : le coût de la vie augmente, mais les salaires ne suivent pas »

Pourquoi ? Pour les professionnels salariés (public ou privé) estimant que leur rémunération est adaptée ou tout à fait adaptée à la réalité de leur travail

Thèmes	Sous-thèmes
40%	La rémunération est suffisante <ul style="list-style-type: none"> La rémunération est correcte, juste et suffisante - 33% La rémunération augmente grâce aux primes - 4% Des évolutions de salaire sont possibles - 3%
25%	La rémunération est adaptée au travail réalisé <ul style="list-style-type: none"> La rémunération est justifiée par ma charge de travail et la pénibilité de mon travail - 11% La rémunération est cohérente quant aux responsabilités des professionnels - 6% La rémunération correspond aux études effectuées - 4% La rémunération prend en compte l'ancienneté et le parcours des professionnels - 4% La rémunération traduit une reconnaissance du travail réalisé - 2%
25%	La rémunération varie en fonction des contextes <ul style="list-style-type: none"> Ma fonction (cadre, directeur...) est mieux rémunérée que les autres métiers du secteur - 16% La rémunération varie entre le public et le privé - 6% Mon salaire est supérieur à la moyenne nationale - 4%
13%	La rémunération est bonne en elle-même mais gagnerait à être augmentée (coût de la vie, difficultés liées au travail)
4%	Mes conditions de travail et ma qualité de vie sont satisfaisantes
4%	Mon salaire n'est pas ma priorité
3%	Autre

Enseignements clés :

- 40% des participants trouvent leur rémunération suffisante. 33% la juge « correcte et juste », tandis que d'autres mentionnent l'apport des primes (4%) ou les possibilités d'évolution (3%).
- 25% considèrent le salaire bien adapté au travail réalisé. Les raisons principales sont la compensation de la charge de travail (11%), la cohérence avec les responsabilités (6%) ou la prise en compte des études (4%).
- 25% soulignent que la rémunération dépend beaucoup du contexte. Ils précisent que leur fonction spécifique paie mieux (16%) ou relèvent l'écart entre le public et le privé (6%).
- Enfin, 13% trouvent leur salaire bon mais perfectible et 4% affirment que l'argent n'est pas leur priorité.

Pourquoi ? Pour les professionnels salariés (public ou privé) estimant que leur rémunération est adaptée ou tout à fait adaptée à la réalité de leur travail

N°1

(40% des professionnels salariés)

La rémunération est suffisante

N°2

(25% des professionnels salariés)

La rémunération est adaptée au travail réalisé

N°3

(25% des professionnels salariés)

La rémunération varie en fonction des contextes

Verbatims illustratifs

« J'estime que ma rémunération satisfaisante dans la mesure où je peux me loger, me déplacer, manger des produits de qualité, et me soigner. »

« Je peux subvenir à mes besoins élémentaires et à ceux de ma famille sans difficulté. »

« Elle l'est maintenant mais ça n'a pas toujours été le cas. »

« Notre salaire est correct car il est majoré par des primes [...]. »

« Je suis salarié en 35H et ce temps est respecté et je ne fais pas de garde, mon salaire couvre largement les responsabilités qui m'incombent en tant que pharmacienne. »

« Mes responsabilités sont rémunérées à juste titre. »

« De manière générale, ma rémunération correspond plutôt bien à mes missions, même si certains ajustements pourraient être envisagés pour refléter pleinement la charge de travail et les responsabilités. »

« Salaire en accord avec mes horaires et mon niveau d'études. »

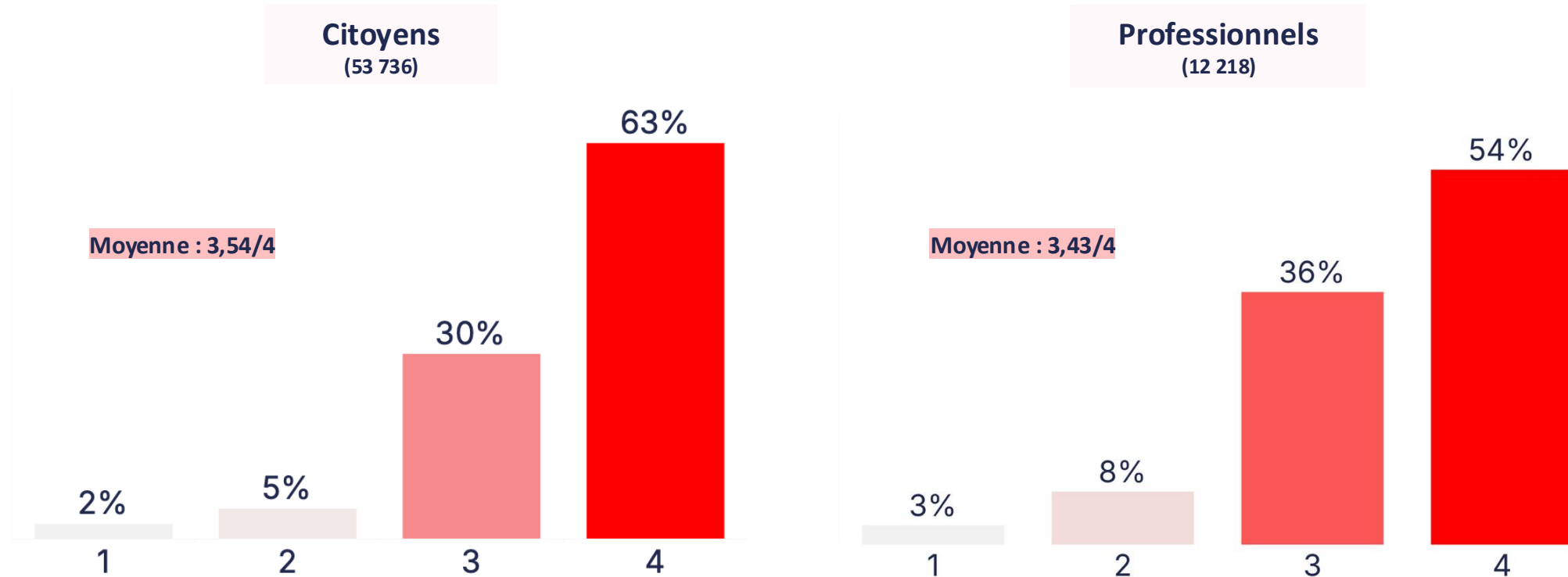
« C'est la première année où à mon statut de cadre que j'ai un salaire correct au vu de mes fonctions et de mon expérience professionnelle et scolaire. »

« J'ai eu la chance d'être embauché à une période où mon métier était sous tension, ce qui m'a permis d'obtenir un salaire convenable. Par ailleurs, les astreintes me permettent d'augmenter mes revenus. »

« Moins bien payé que dans le privé. »

Êtes-vous attaché à notre modèle de protection sociale ?

Échelle de 1 (pas attaché du tout) à 4 (fortement attaché)



Enseignements clés :

L'attachement au modèle de protection sociale fait l'objet d'un consensus important, avec 93% des citoyens et 90% des professionnels qui attribuent les notes de 3 ou 4 sur 4. Au-delà de cette convergence globale, les citoyens se distinguent par une proportion plus élevée de notes maximales (63%), comparée aux professionnels (54%).

Pourquoi ? Pour les répondants estimant ne pas être attachés ou pas du tout attachés au modèle de protection sociale

Thèmes	Sous-thèmes
32%	Elle coûte trop cher <ul style="list-style-type: none"> Les cotisations et les restes à charges (mutuelles, complémentaires, etc.) coûtent trop cher - 20% La protection sociale coûte trop cher à l'État - 8% Je préfère un modèle privé (assurance privée, libre choix de sa protection, etc.) - 6%
32%	Elle repose sur des fondements en inadéquation avec mes valeurs et idées <ul style="list-style-type: none"> Je trouve qu'elle génère de l'assistanat - 16% Je trouve le système inégalitaire, injuste - 8% Je ne suis pas d'accord avec le fait de payer pour les autres - 6% Je ne souhaite pas que les étrangers bénéficient du système - 5%
27%	Elle est vieillissante et plus adaptée aux besoins actuels <ul style="list-style-type: none"> Je trouve le modèle obsolète - 14% La qualité du soin et de l'accompagnement se sont dégradés - 11% Le manque d'attractivité des professions de la santé et de l'accompagnement - 3%
27%	Elle connaît des dérives <ul style="list-style-type: none"> Il y a trop d'abus - 14% La mauvaise gestion du système (inefficacité, bureaucratie, etc.) - 13% Le système favorise des soins de confort - 1%
10%	Autres
3%	Je ne suis pas attaché au modèle de protection sociale, mais elle représente des valeurs de solidarité

Enseignements clés :

- Le coût constitue le premier motif de détachement, les participants jugeant les cotisations et le reste à charge trop élevés (20%) et le coût pour l'État (8%).
- 16% des participants à cette question considèrent que le modèle actuel génère de l'assistanat.
- 27% des répondants considèrent le modèle vieillissant et plus adapté aux besoins actuels.
- Enfin, 27% des participants considèrent que le modèle actuel connaît des dérives, principalement des abus (14%) et d'une mauvaise gestion bureaucratique (13%).

Nota bene : le nombre de répondants à cette question est nettement inférieur à celui de la question précédente. Les pourcentages doivent donc être interprétés avec prudence, surtout en comparaison avec ceux qui se déclarent attachés à la protection sociale.

Note de lecture : 26% des 2 933 professionnels libéraux estimant que la rémunération conventionnelle n'est pas adaptée l'expliquent par une tarification à l'acte inadaptée et sous-évaluée.

Pourquoi ? Pour les répondants estimant **ne pas être attachés ou pas du tout attachés** au modèle de la protection sociale

Thèmes	Sous-thèmes	Citoyen	Professionnel	Total général
Elle repose sur des fondements en inadéquation avec mes valeurs et idées	Je trouve qu'elle génère de l'assistanat	14%	21%	16%
	Je trouve le système inégalitaire, injuste	7%	11%	8%
	Je ne suis pas d'accord avec le fait de payer pour les autres	7%	4%	6%
	Je ne souhaite pas que les étrangers bénéficient du système	5%	4%	5%
Elle coûte trop cher	Les cotisations et les restes à charges (mutuelles, complémentaires, etc.) coûtent trop cher	22%	13%	20%
	La protection sociale coûte trop cher à l'État	8%	10%	8%
	Je préfère un modèle privé (assurance privée, libre choix de sa protection, etc.)	7%	3%	6%
Elle est vieillissante et plus adaptée aux besoins actuels	Je trouve le modèle obsolète	13%	17%	14%
	La qualité du soin et de l'accompagnement se sont dégradés	11%	13%	11%
	Le manque d'attractivité des professions de la santé et de l'accompagnement	2%	7%	3%
	Je trouve que le modèle épouse trop une logique financière	2%	2%	2%
Elle connaît des dérives	Il y a trop d'abus	15%	14%	14%
	La mauvaise gestion du système (inefficacité, bureaucratie, etc.)	12%	16%	13%
	Le système favorise des soins de confort	1%	1%	1%
Autres		9%	11%	10%
Mais elle représente des valeurs de solid..		3%	3%	3%

Pourquoi ? - Pour les répondants estimant **ne pas être attachés ou pas du tout attachés** au modèle de la protection sociale

Verbatims illustratifs

N°1

(32% des participants)

Elle coûte trop cher

N°2

(32% des participants)

Elle repose sur des fondements en inadéquation avec mes valeurs et idées

N°3

(27% des participants)

Elle est vieillissante et plus adaptée aux besoins actuels

N°4

(27% des participants)

Elle connaît des dérives

« Les cotisations augmentent toujours alors que ça rembourse peu et que l'on doit souscrire à des mutuelles exorbitantes. »

« Je vois que le coût du modèle devient trop important comparé à son financement. Il faudra un jour sûrement le changer pour le rendre viable économique, on peut attendre mais cela fera des dégâts. »

« Notre modèle coûte extrêmement cher à force de proposer gratuitement des soins à des gens qui n'ont jamais cotisé aux détriments de celles et ceux qui travaillent. »

« La sensation que la santé est un dû, que tout est gratuit. »

« Le système de santé français n'a plus les moyens de financer gratuitement les dépenses santé des étrangers arrivant sur le sol français sans contrepartie de travail donc de cotisations. »

« Le modèle repose sur une forte natalité et un taux d'actif élevé. Le vieillissement de la population et le nombre de retraité en augmentation ne permettent plus de garantir le bon fonctionnement du modèle. »

« Il n'est plus tenable compte tenu de l'évolution démographique. »

« C'est un système collectiviste déficitaire injuste et inefficace, qui incite, à la fraude, à l'abus et à la paresse, de plus il est dommageable envers l'économie réelle et participe au déclassement de la France par rapport aux autres pays occidentaux. »

« Peu à peu le système dérive et génère des abus indiscutables soit volontaires ou inconscients, générant une dépense considérable. »

Pourquoi ?

Pour les répondants estimant être attachés ou fortement attachés au modèle de la protection sociale

Thèmes	Sous-thèmes
35%	Elle transpose des valeurs fondamentales <ul style="list-style-type: none"> Le principe de solidarité - 21% Le principe d'égalité - 10% Le principe d'équité - 3% Les valeurs de notre république - 2%
35%	Elle protège tout le monde sans condition <ul style="list-style-type: none"> La garantie pour tous de se faire soigner - 19% Une protection tout au long de la vie, pour faire face aux aléas - 10% Une protection universelle - 7%
29%	Elle repose sur un fonctionnement unique <ul style="list-style-type: none"> La fierté d'un modèle unique au monde et de grande qualité - 10% La qualité du système et de la prise en charge - 8% Le faible reste à charge et la gratuité des soins - 6% La mutualisation des coûts pour répondre aux besoins de chacun - 5% L'histoire sociale dont elle est issue - 1%
9%	Elle est un socle de notre vivre-ensemble <ul style="list-style-type: none"> La justice sociale et l'atténuation des inégalités sociales - 4% Un levier et une preuve de cohésion sociale et de vivre-ensemble - 3% La solidarité intergénérationnelle - 2%
5%	Mais elle fait face à de plus en plus de difficultés <ul style="list-style-type: none"> L'abus du système et l'assistanat - 2% La dégradation de la prise en charge (accompagnement, remboursement, etc.) - 1% La privatisation et la financiarisation du modèle - 1% Le vieillissement d'un modèle qui a besoin de se renouveler - 1% La fraude - 1%

Enseignements clés :

- L'incarnation de valeurs fondamentales (35%) est identifiée comme la principale raison d'attachement, portée notamment par les principes de solidarité (21%) et d'égalité (10%).
- La garantie de soins pour tous (35%) constitue une raison d'attachement majeure, les participants saluant une protection universelle et sans condition.
- La fierté d'un modèle unique au monde, reconnu pour la qualité des soins et de la prise en charge, est citée par 29% des répondants.
- 5% des participants réaffirment leur attachement tout en soulignant les difficultés croissantes du système actuel.

Comparaison :

- L'attachement au système et ses valeurs (solidarité) est plus marqué en Bretagne et Pays de la Loire.

Note de lecture : 21% des 38 299 citoyens et professionnels ayant précisé pourquoi ils s'estiment être attachés ou fortement attachés au modèle de protection sociale évoquent spontanément le principe de solidarité comme explication de leur attachement.

Pourquoi ? - Pour les répondants estimant être attachés ou fortement attachés au modèle de la protection sociale

Thèmes	Sous-thèmes	Citoyen	Professionnel	Total général
Elle transpose des valeurs fondamentales	Le principe de solidarité	21%	22%	21%
	Le principe d'égalité	9%	13%	10%
	Le principe d'équité	3%	5%	3%
	Les valeurs de notre république	2%	2%	2%
	Le principe de fraternité	0%	1%	0%
Elle protège tout le monde sans condition	La garantie pour tous de se faire soigner	17%	27%	19%
	Une protection tout au long de la vie, pour faire face aux aléas	12%	4%	10%
	Une protection universelle	6%	8%	7%
Elle repose sur un fonctionnement unique	La fierté d'un modèle unique au monde et de grande qualité	10%	6%	10%
	La qualité du système et de la prise en charge	8%	7%	8%
	Le faible reste à charge et la gratuité des soins	5%	6%	6%
	La mutualisation des coûts pour répondre aux besoins de chacun	6%	4%	5%
	L'histoire sociale dont elle est issue	2%	1%	1%
	La mixité du modèle (public - privé, sécurité sociale - mutuelles)	0%	0%	0%
Elle est un socle de notre vivre-ensemble	La justice sociale et l'atténuation des inégalités sociales	4%	5%	4%
	Un levier et une preuve de cohésion sociale et de vivre-ensemble	3%	2%	3%
	La solidarité intergénérationnelle	2%	1%	2%
Mais elle fait face à de plus en plus de difficultés	L'abus du système et l'assistantat	2%	2%	2%
	La dégradation de la prise en charge (accompagnement, remboursement, etc.)	1%	2%	1%
	Le vieillissement d'un modèle qui a besoin de se renouveler	1%	1%	1%
	La privatisation et la financiarisation du modèle	1%	1%	1%
	La fraude	1%	0%	1%
	L'augmentation des déserts médicaux	0%	1%	0%
	Le manque d'attractivité des professions de santé et de l'accompagnement	0%	0%	0%
Autre	-----	0%	0%	0%

Pourquoi ? - Pour les répondants estimant être attachés ou fortement attachés au modèle de la protection sociale

Verbatims illustratifs

N°1

(35% des participants)

Elle transpose des valeurs fondamentales

N°2

(35% des participants)

Elle protège tout le monde sans condition

N°3

(29% des participants)

Elle repose sur un fonctionnement unique

N°4

(9% des participants)

Elle est un sode de notre vivre-ensemble

« C'est un mécanisme (couteux certes) essentiel pour la solidarité nationale. Chacun doit pouvoir recevoir selon ses besoins. »

« Un système qui repose sur des valeurs de solidarité, sur une mutualisation des risques. Encore un des meilleurs mais en déclin et en danger. »

« Cela fait partie des valeurs d'entraide, de solidarité qui sont importantes pour moi »

« Parce que c'est ce qui permet à des milliers de gens de bénéficier d'une couverture, de soins. »

« Il est important que l'ensemble de la population, quelle que soit ses ressources ou sa nationalité d'origine, puisse être soignée. »

« on a une chance incroyable de pouvoir être soigné gratuitement dans notre pays, de pouvoir être soutenu financièrement lors des accidents de la vie. »

« C'est l'une des caractéristiques de notre société qui me rend le plus fier. »

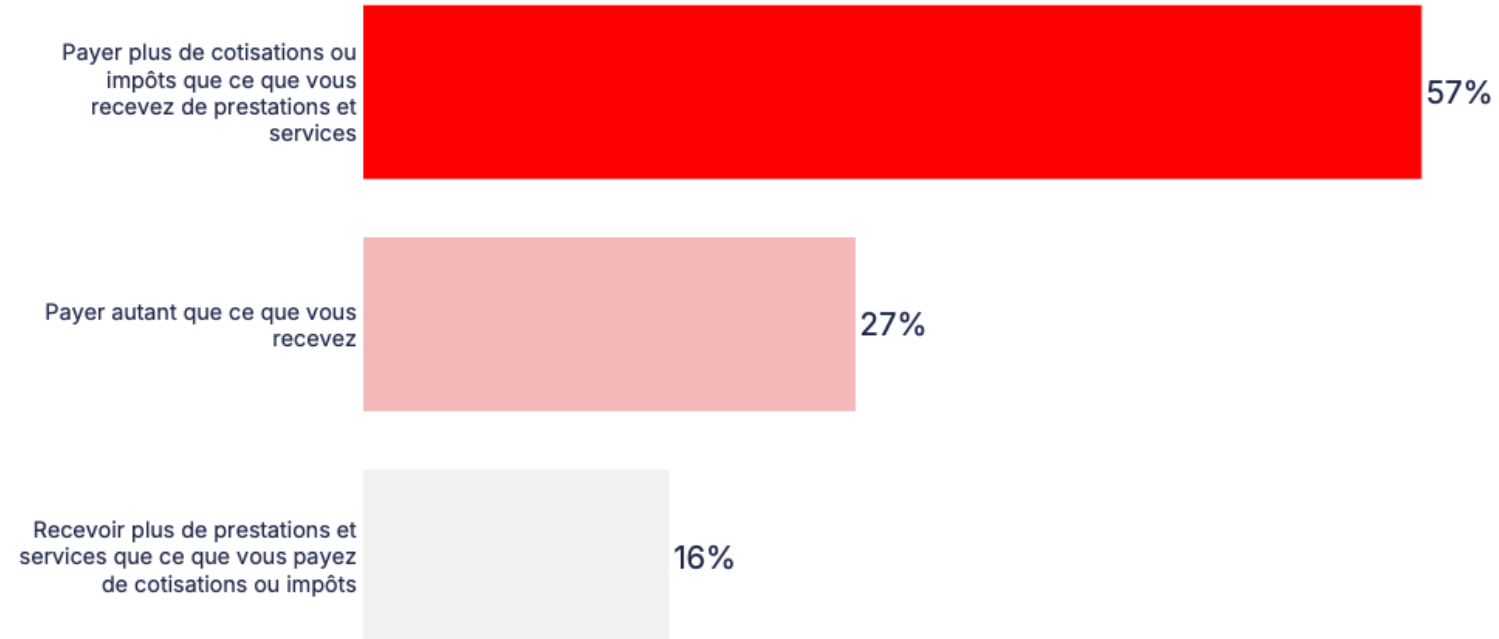
« En France nous bénéficions d'une redistribution qui bénéficie à tous mais surtout à ceux qui sont dans le besoin. »

« Car c'est un modèle quasiment unique dans le monde, perfectible, mais qui a le mérite d'exister et d'inspirer : c'est un élément de fierté nationale. »

« C'est là tout l'intérêt du vivre ensemble, de faire 'société'. Chacun de nous peut se trouver à un moment de sa vie dans une situation qui nécessite le soutien du collectif. [...] »

« Quand j'avais 20 ans on m'avait dit que le cotisais pour les vieux, à présent c'est à mon tour d'être vieux. »

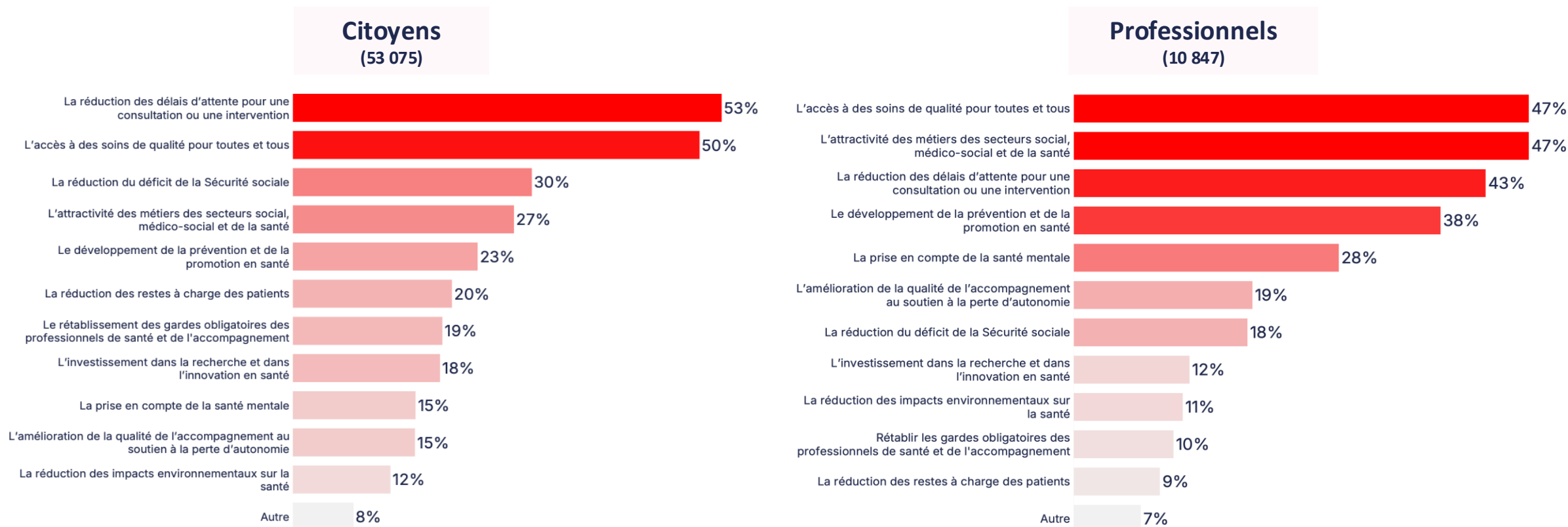
Vous pensez...



Enseignements clés :

Une majorité de citoyens estime contribuer au système plus qu'elle ne reçoit de prestations. 57% déclarent payer plus de cotisations et d'impôts que ce qu'ils estiment recevoir en prestations et services. À l'inverse, 16% considèrent recevoir plus qu'ils payent. Ils sont seulement 27% à considérer être dans un équilibre entre ce qui est payé et ce qui est reçu.

Pour améliorer le système de santé et de protection sociale, quelles devraient être les 3 priorités immédiates des pouvoirs publics ?



Enseignements clés :

Pour les citoyens, les priorités des pouvoirs publics doivent se concentrer sur l'accès aux soins, notamment la réduction des délais (53%) et l'accès à des soins de qualité pour tous (50%) devant la réduction du déficit de la Sécurité sociale (30%). Les professionnels placent l'accès aux soins en tête (47%), à égalité avec l'attractivité des métiers (47%). La réduction des délais d'attente arrive en 3^{ème} position pour les professionnels (43%)

Comparaison :

- Les hommes sont plus nombreux à prioriser le déficit de la sécurité sociale (36% vs 23% des femmes)
- Les plus jeunes priorisent davantage la santé mentale que le déficit de la sécurité sociale (33% vs 22%)

Autre, précisez ? Pour améliorer le système de santé et de protection sociale, quelles devraient être les 3 priorités immédiates des pouvoirs publics ? (1/2)

Thèmes	Sous-thèmes
29%	Réorganiser l'offre de soin sur le territoire et repenser les droits et obligations des professionnels <ul style="list-style-type: none"> Augmenter les effectifs du personnel médical - 8% Réduire la lourdeur administrative - 5% Lutter contre les déserts médicaux - 5% Revaloriser le métier de soignant - 4% Contraindre l'installation et les pratiques des médecins (contre le financement de leurs études) - 4% Mieux organiser le système pour réduire les dépenses (coordination, partage des compétences, etc.) - 3% Améliorer la formation des professionnels de santé - 2% Développer la médecine de ville pour désengorger les urgences - 1% Laisser plus de liberté et plus de pouvoirs aux professionnels de santé - 1% Supprimer l'Agence Régionale de Santé (ARS) - 1% Renforcer le respect et l'écoute des soignants - 1%
28%	Responsabiliser et mieux encadrer les pratiques des citoyens et professionnels <ul style="list-style-type: none"> Mieux contrôler les fraudes - 9% Responsabiliser les usagers sur les dépenses de santé et informer sur leurs coûts - 6% Renforcer les contrôles des arrêts maladies et autres versements de prestations sociales - 5% Réduire les dépenses inutiles et faire des économies - 4% Plafonner les dépassements d'honoraires - 4% Limiter le gaspillage et la surconsommation médicamenteuse - 3% Encadrer, voire supprimer le tiers payant qui occulte le coût de la santé - 1%
26%	Limitier l'accès à la protection sociale pour certaines populations et certains soins <ul style="list-style-type: none"> Supprimer l'AME et l'accès des non-français à la protection sociale - 14% Supprimer la gratuité des soins (CMU) et les réserver uniquement aux cotisants - 9% Rendre obligatoire une cotisation pour toutes et tous - 3% Supprimer le remboursement de certains soins et médicaments (cure, esthétique, etc.) - 3%

Enseignements clés :

- Près d'un tiers des 4 488 participants priorise la nécessité de réorganiser l'offre de soin. Pour cela, le renforcement des moyens humains (8%), la réduction de la lourdeur administrative (5%), et la lutte contre les déserts médicaux (5%) sont identifiés comme des leviers d'amélioration nécessaires.
- La responsabilisation des pratiques citoyennes et professionnelles est également abordée par près d'un tiers des participants : 9% des participants réclament un meilleur contrôle des fraudes, 5% une meilleure responsabilisation des usagers sur les dépenses de santé, et 6% un durcissement des contrôles sur les arrêts maladies.
- La suppression de l'AME apparaît comme la priorité la plus fortement exprimée (14%) suivi de la remise en cause de la gratuité des soins pour tous (CMU) (9%).

NB : le nombre de répondants est faible, les chiffres sont à interpréter avec prudence.

Autre, précisez ? Pour améliorer le système de santé et de protection sociale, quelles devraient être les 3 priorités immédiates des pouvoirs publics ? (2/2)

Thèmes	Sous-thèmes
12%	Réajuster le modèle économique de la protection sociale <ul style="list-style-type: none"> Augmenter les impôts et les cotisations, notamment des plus riches, et supprimer les exonérations - 4% Augmenter le reste à charge des patients - 4% Limiter la financiarisation et la privatisation du système de santé - 3% Réduire l'influence des lobbies (pharmaceutiques, alimentaires ...) - 2% Baisser les cotisations - 1%
10%	Refondre le modèle de protection sociale <ul style="list-style-type: none"> Aller vers le 100% Sécu (supprimer les mutuelles et complémentaires santé) - 5% Privatiser le système de protection sociale - 3% Refondre totalement le modèle de protection sociale pour l'adapter à la société d'aujourd'hui - 2% Supprimer la tarification à l'acte - 1%
9%	Responsabiliser et mieux encadrer les pratiques des citoyens et professionnels <ul style="list-style-type: none"> Augmenter les budgets alloués à la santé et à l'accompagnement (plus de moyens, plus de lits, etc.) - 4% Améliorer l'écoute des patients et la qualité des soins prodigués - 2% Améliorer la prise en charge du handicap et des plus fragiles (enfants, retraités, etc.) - 2% Mieux rembourser les soins médicamenteux et certaines spécialités (dent, optique, etc.) - 1% Améliorer la prise en compte de la santé mentale - 1%
5%	Renforcer la prévention <ul style="list-style-type: none"> Renforcer la politique de prévention - 4% Lutter contre les produits nocifs pour la santé (taxe) - 1% Réduire les impacts environnementaux sur la santé - 1%
3%	Mieux rembourser les soins non-médicamenteux <ul style="list-style-type: none"> Rembourser la médecine douce (prouvée ou non prouvée scientifiquement) - 3%
6%	Autres

Enseignements clés :

- 12% des répondants souhaitent réajuster le modèle économique, notamment en augmentant certains impôts (4%).
- 10% des répondants souhaitent refondre le modèle de protection sociale. Cela inclut le passage au 100 % Sécu (5%), la privatisation du système (3%) ou une refonte totale pour l'adapter à la société actuelle (2%).
- 9% demandent de responsabiliser et mieux encadrer les pratiques.
- 3% attendent un meilleur remboursement des soins non-médicamenteux, ce qui se traduit par une demande de remboursement de la médecine douce.

Autre, précisez ? - Pour améliorer le système de santé et de protection sociale, quelles devraient être les 3 priorités immédiates des pouvoirs publics ?

Thèmes	Sous-thèmes	Citoyen	Professionnel	Total général
Réorganiser l'offre de soin sur le territoire et repenser les droits et obligations des professionnels	Augmenter les effectifs du personnel médical	7%	12%	8%
	Revaloriser le métier de soignant	3%	11%	4%
	Réduire la lourdeur administrative	4%	8%	5%
	Lutter contre les déserts médicaux	5%	5%	5%
	Mieux organiser le système pour réduire les dépenses (coordination, partage des compétences, etc.)	3%	6%	3%
	Contraindre l'installation et les pratiques des médecins (contre le financement de leurs études)	4%	3%	4%
	Améliorer la formation des professionnels de santé	2%	3%	2%
	Laisser plus de liberté et plus de pouvoirs aux professionnels de santé	1%	4%	1%
	Développer la médecine de ville pour désengorger les urgences	1%	2%	1%
	Supprimer l'Agence Régionale de Santé (ARS)	1%	2%	1%
Renforcer le respect et l'écoute des soignants	0%	2%	1%	
Responsabiliser et mieux encadrer les pratiques des citoyens et professionnels	Mieux contrôler les fraudes	11%	4%	10%
	Responsabiliser les usagers sur les dépenses de santé et informer sur leurs coûts	5%	9%	6%
	Renforcer les contrôles des arrêts maladies et autres versements de prestations sociales	5%	5%	5%
	Réduire les dépenses inutiles et faire des économies	4%	5%	4%
	Plafonner les dépassements d'honoraires	4%	2%	4%
	Limiter le gaspillage et la surconsommation médicamenteuse	4%	3%	3%
Encadrer, voire supprimer le tiers payant qui occulte le coût de la santé	1%	1%	1%	
Limiter l'accès à la protection sociale pour certaines populations et certains soins	Supprimer l'AME et l'accès des non-français à la protection sociale	16%	4%	14%
	Supprimer la gratuité des soins (CMU) et les réserver uniquement aux cotisants	10%	4%	9%
	Rendre obligatoire une cotisation pour toutes et tous	4%	2%	3%
	Supprimer le remboursement de certains soins et médicaments (cure, esthétique, etc.)	3%	2%	3%
Réajuster le modèle économique de la protection sociale	Augmenter les impôts et les cotisations, notamment des plus riches, et supprimer les exonérations	4%	3%	4%
	Augmenter le reste à charge des patients	4%	4%	4%
	Limiter la financiarisation et la privatisation du système de santé	2%	3%	3%
	Réduire l'influence des lobbies (pharmaceutiques, alimentaires ...)	2%	1%	2%
	Baisser les cotisations	1%		1%

Autre, précisez ? - Pour améliorer le système de santé et de protection sociale, quelles devraient être les 3 priorités immédiates des pouvoirs publics ?

N°1

(29% des participants)

Réorganiser l'offre de soin sur le territoire et repenser les droits et obligations des professionnels

N°2

(28% des participants)

Responsabiliser et mieux encadrer les pratiques des citoyens et professionnels

N°3

(26% des participants)

Limiter l'accès à la protection sociale pour certaines populations et certains soins

N°4

(12% des participants)

Réajuster le modèle économique de la protection sociale

Verbatims illustratifs

« Placer les soignants au centre des discussions sur le fonctionnement du système de santé, écouter les besoins et arrêter de parler de dépenses, mais plutôt d'investissement. »

« Investir massivement dans les hôpitaux : ouvrir des lits, recruter et former du personnel, et mettre fin à la tarification à l'activité. »

« Laisser les médecins soigner comme il l'entendent (moins de contrôle des ARS, CNOM...) »

« Responsabiliser la population pour que la médecine ne soit plus un objet de consommation mais bien un service indispensable. »

« Encadrer la prescription médicale et l'arrêt de travail pour limiter la surconsommation médicale. »

« Éviter les dépassements d'honoraires, qui deviennent excessifs et créent des disparités ainsi qu'une méfiance vis-à-vis du monde médical [...] »

« Ne plus octroyer l'aide médicale aux personnes qui ne cotisent pas ou qui ne se trouvent pas légalement sur le territoire français. L'AME doit être réservée aux soins urgents. »

« Que les bénéficiaires de la CMU ne soient pas plus avantagés que les travailleurs. »

« Avoir un plan de financement sur plusieurs années, modulé en fonction de l'évolution de la population et des besoins, anticipant des mouvements de salarié (retraite, arrivée). »

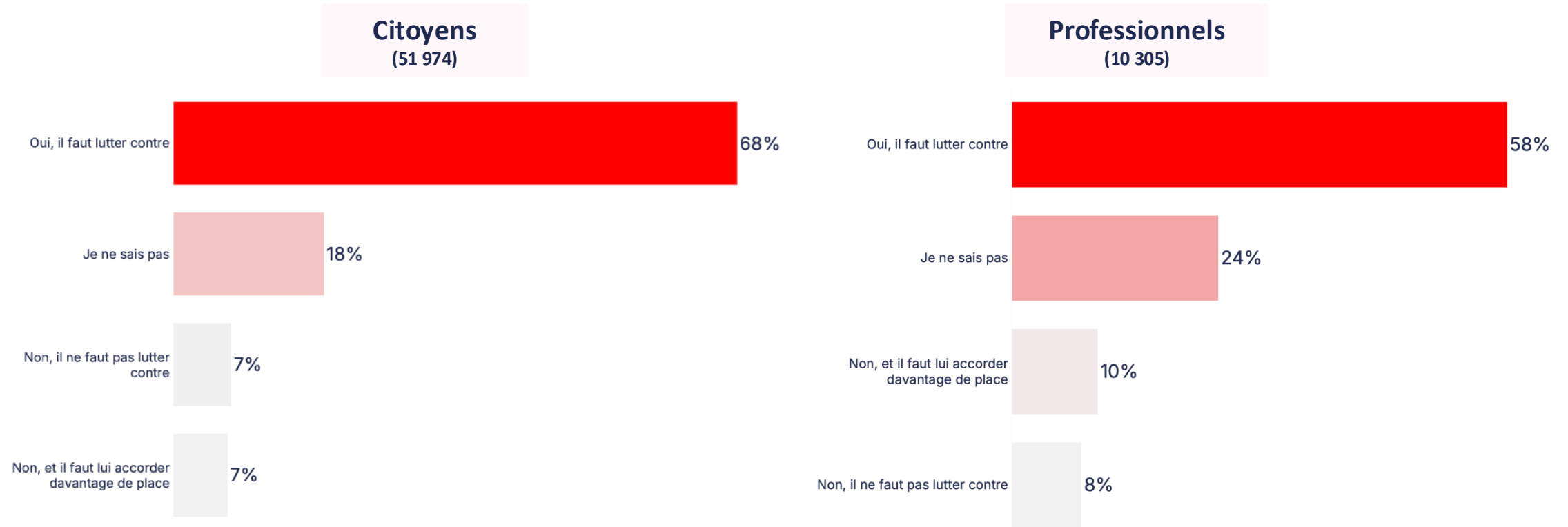
« Encourager les recettes plutôt que réduire les dépenses : refonder notre système fiscal pour que les plus hauts revenus soient plus mis à contribution. »



Organisation et financement du système : vos priorités

Cette deuxième partie présente les priorités exprimées par les citoyens et les professionnels pour mieux organiser et financer le système de protection sociale, afin d'en assurer la pérennité.

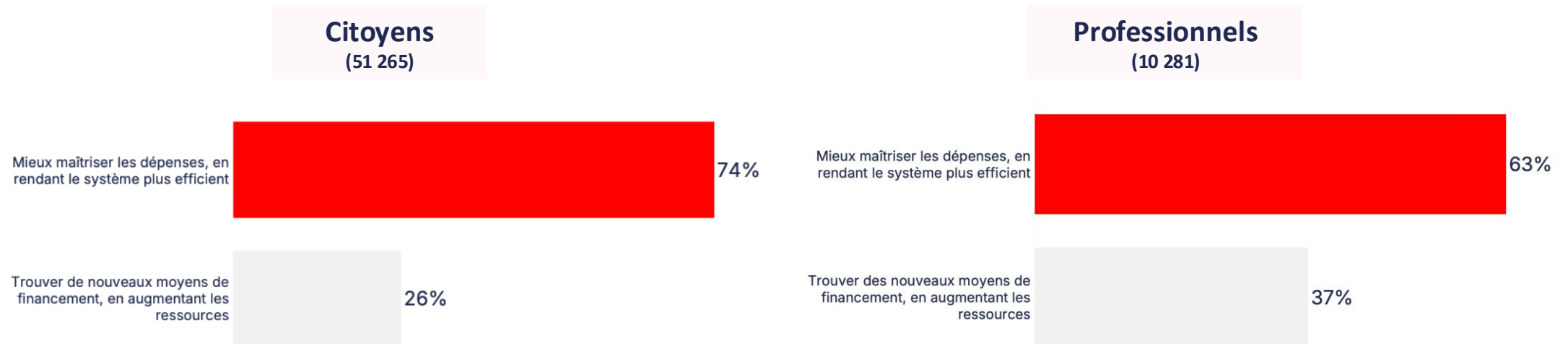
Faut-il lutter contre la financiarisation du système de santé et de protection sociale ?



Enseignements clés :

Une majorité de citoyens (68%) et de professionnels (58%) se déclare opposée à la financiarisation du système. Cette position devance largement les avis favorables (7 % et 10% respectivement) ou l'absence d'opposition (7% et 8% respectivement), tandis qu'une part significative des répondants ne se prononce pas (18% et 24% respectivement).

À votre avis, faut-il plutôt...



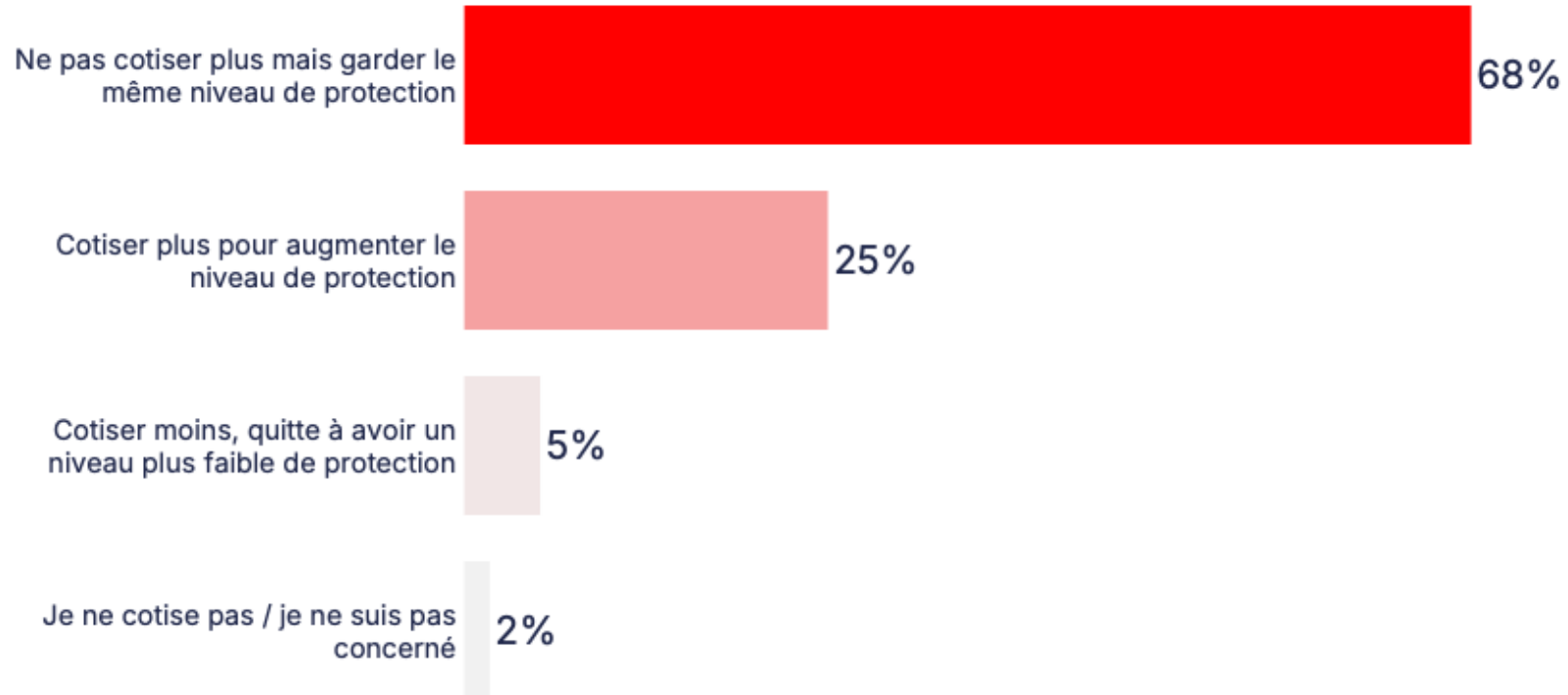
Enseignements clés :

Une large majorité de citoyens (74%) et de professionnels (63%) privilégient la maîtrise des dépenses sur l'augmentation des recettes pour équilibrer le budget de la sécurité sociale. Cette préférence est cohérente avec la volonté des citoyens et des professionnels de ne pas voir les cotisations augmenter.

Comparaison :

- Les jeunes sont plus nombreux que leurs aînés à préférer trouver de nouveaux moyens de financements, particulièrement les étudiants en filière de santé et d'accompagnement (54% vs 37% en moyenne)

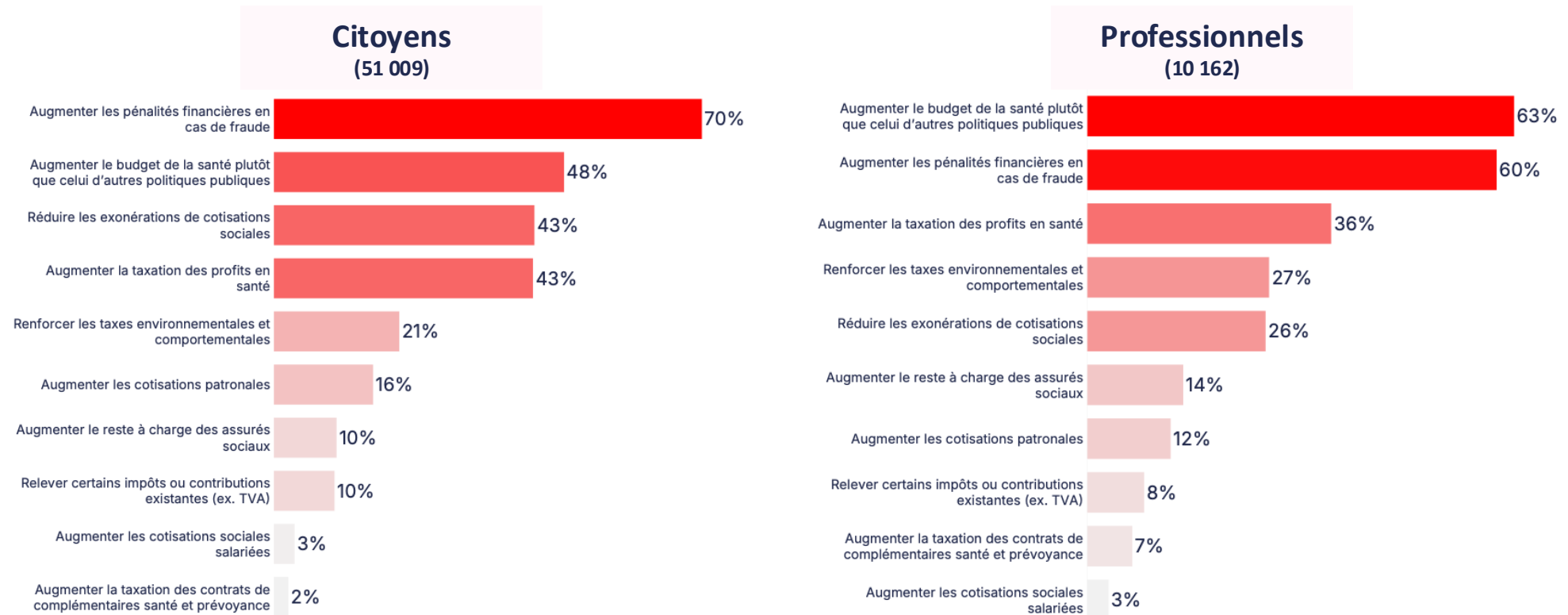
Personnellement, préféreriez-vous :



Enseignements clés :

La majorité des participants (68%) souhaite continuer à cotiser tout en conservant le même niveau de protection, reflétant leur attachement à la protection sociale. Une minorité accepte d'augmenter ses cotisations pour renforcer la protection (25%), et très peu souhaitent cotiser moins au risque de réduire leur niveau de protection (5%).

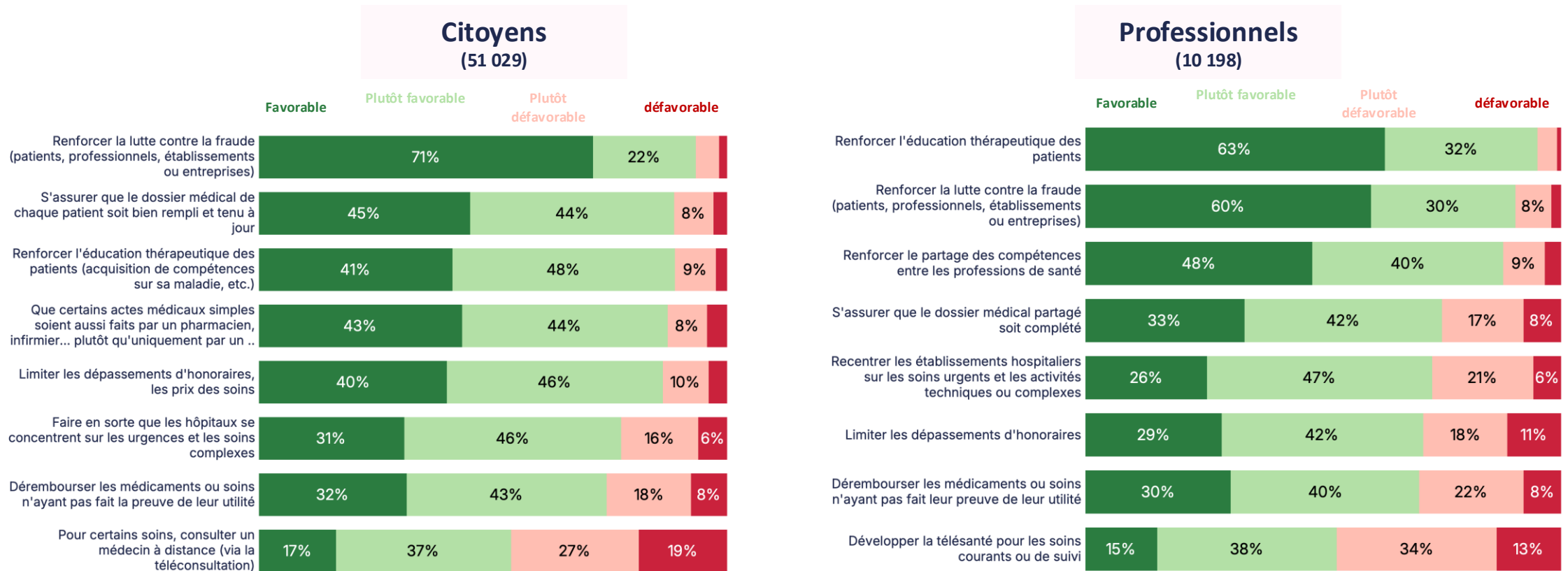
Quelles doivent être les 3 priorités pour augmenter les financements de santé ?



Enseignements clés :

Les citoyens privilégient l'augmentation des pénalités financières en cas de fraude (70%) et le renforcement du budget santé (48%). Les professionnels aussi, à hauteur de 63%, sont en faveur d'une augmentation du budget santé et 60% se déclarent pour l'accroissement des pénalités financières en cas de fraude. Si la réduction des exonérations des cotisations sociales est davantage soutenue par les citoyens (43% contre 26% pour les professionnels), les professionnels ciblent plutôt en priorité la taxation des profits en santé (36%). Le souhait d'une taxation des contrats de complémentaires santé et prévoyance reste, quant à elle, marginale pour les deux groupes (10% et 2% respectivement).

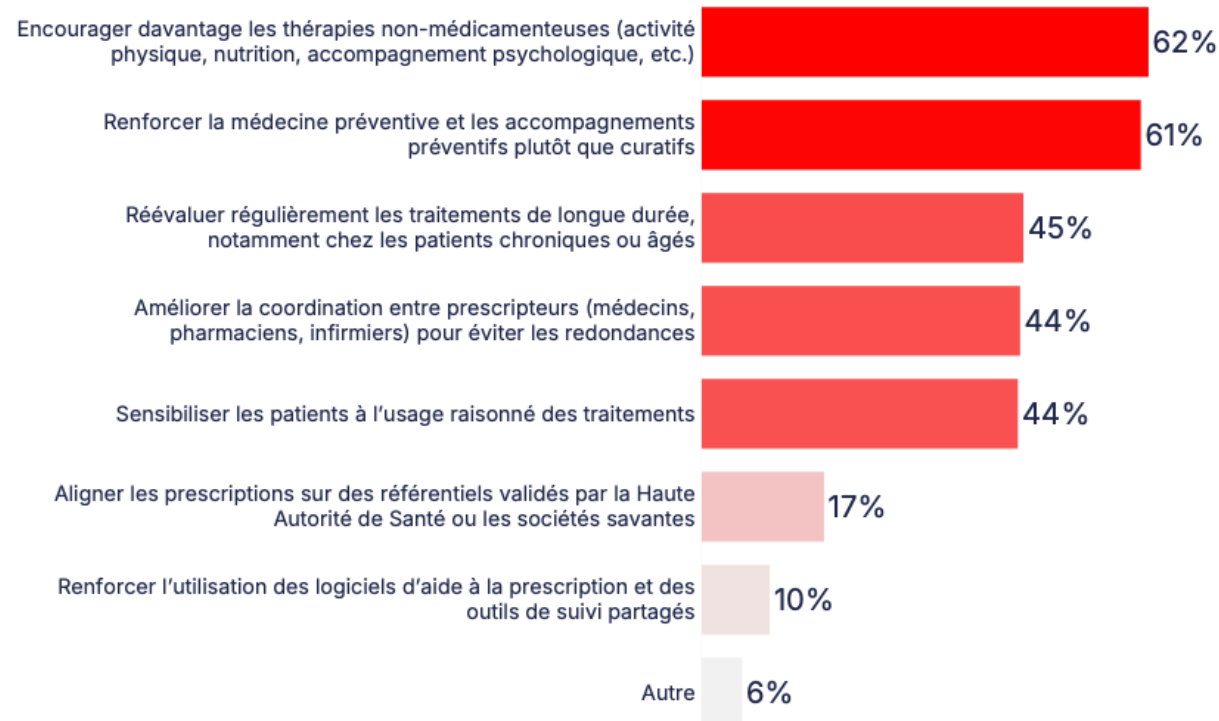
Donnez votre avis sur les évolutions suivantes pour mieux maîtriser les dépenses de santé :



Enseignements clés :

Les citoyens et les professionnels sont globalement favorables à l'ensemble des évolutions organisationnelles proposées. Seule la téléconsultation semble faire davantage débat avec 47% des professionnels et 46% des citoyens qui y sont plutôt défavorables ou défavorables. Les citoyens placent la lutte contre la fraude (93%) en priorité des évolutions à mener contre l'éducation thérapeutique du côté des professionnels (95%).

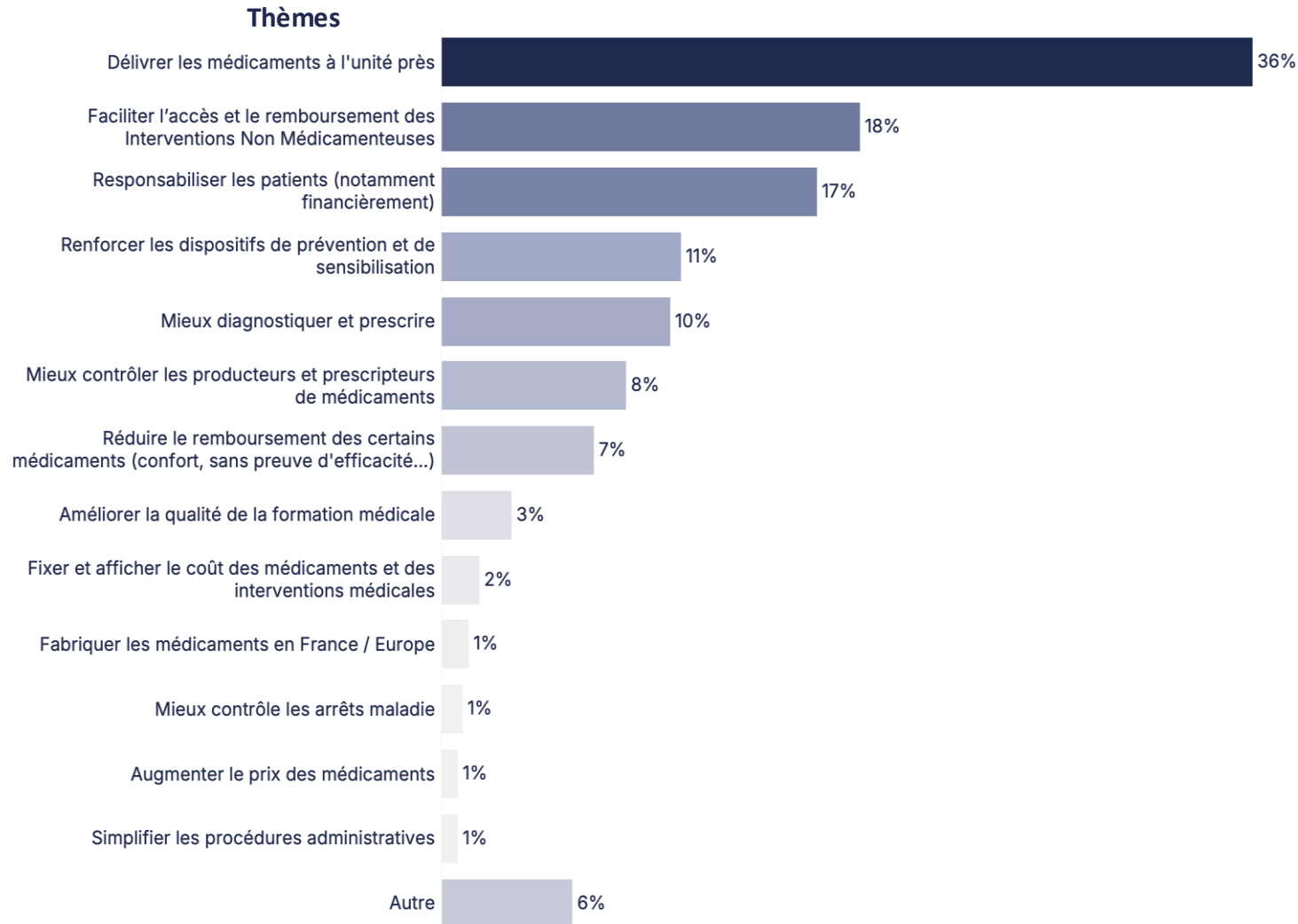
Selon vous, quelles mesures devraient être immédiatement mises en œuvre pour réduire le recours aux médicaments – lorsque c'est possible ?



Enseignements clés :

Les professionnels privilégient deux leviers principaux pour réduire le recours aux médicaments : l'encouragement des thérapies non-médicamenteuses (62%) d'une part et le renforcement de la médecine préventive (61%). Les professionnels valorisent ensuite un trio de mesures axées sur : la réévaluation des traitements longs (45%), une meilleure coordination entre prescripteurs pour éviter les redondances (44%) et la sensibilisation des patients à l'usage raisonné des traitements (44%). En revanche, le renforcement de l'utilisation de logiciels d'aide à la prescription n'est pas vu comme une mesure à mettre en œuvre immédiatement (10%).

Autre, précisez ? - Quelles mesures devraient être immédiatement mises en œuvre pour réduire le recours aux médicaments ?



Enseignements clés :

Des mesures complémentaires ont été proposées par les professionnels pour réduire le recours aux médicaments.

Une mesure se détache : « Délivrer des médicaments à l'unité près » (36%) pour limiter le gaspillage et la consommation.

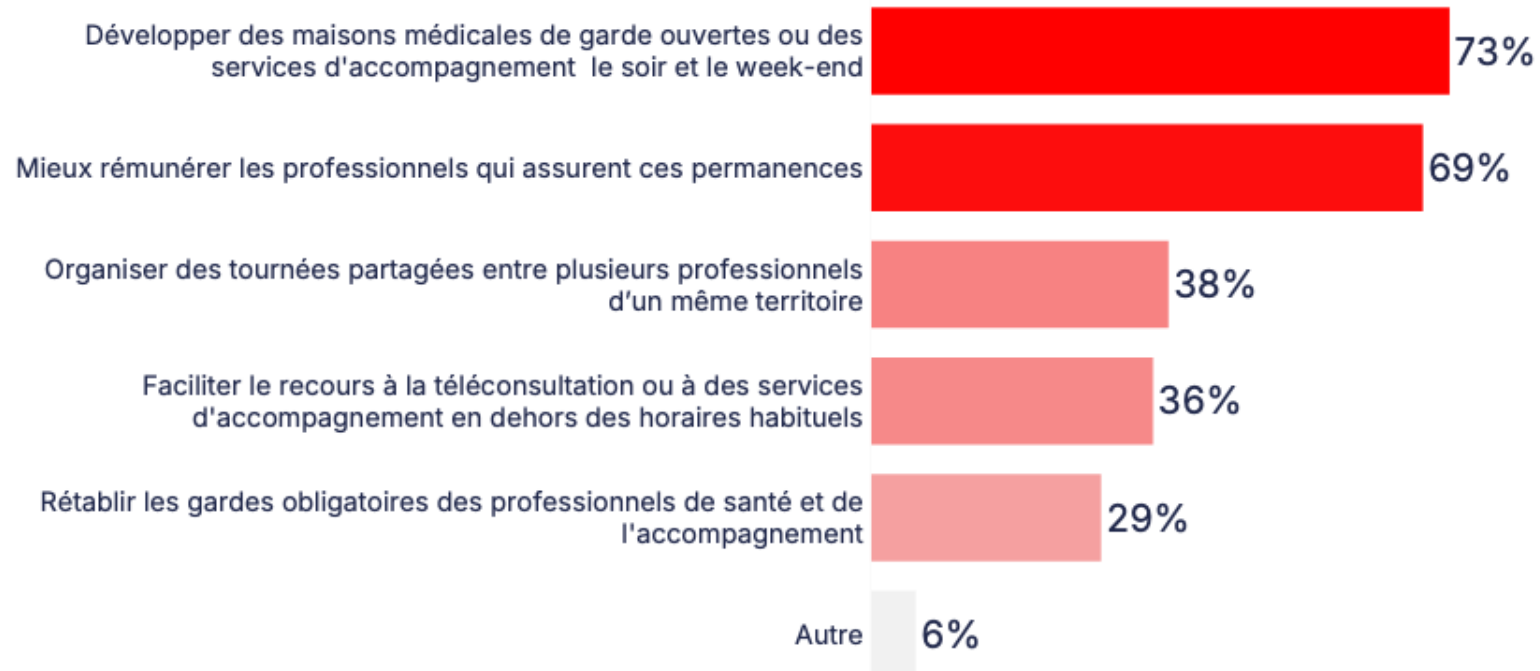
D'autres mesures sont proposées par les professionnels :

- Faciliter l'accès aux interventions non médicamenteuses (18%)
- Responsabiliser les patients, notamment sur le plan financier (17 %).
- Renforcer la prévention et la sensibilisation (11%)
- Améliorer les pratiques de diagnostic et de prescription (10%)

Enfin, un contrôle accru des producteurs et prescripteurs de médicaments (8%) ou la réduction du remboursement de certains médicaments jugés « de confort » (7%) sont également proposés par les professionnels. La mesure visant à augmenter le prix des médicaments est marginale.

NB : le nombre de répondants est faible, les chiffres sont à interpréter avec prudence.

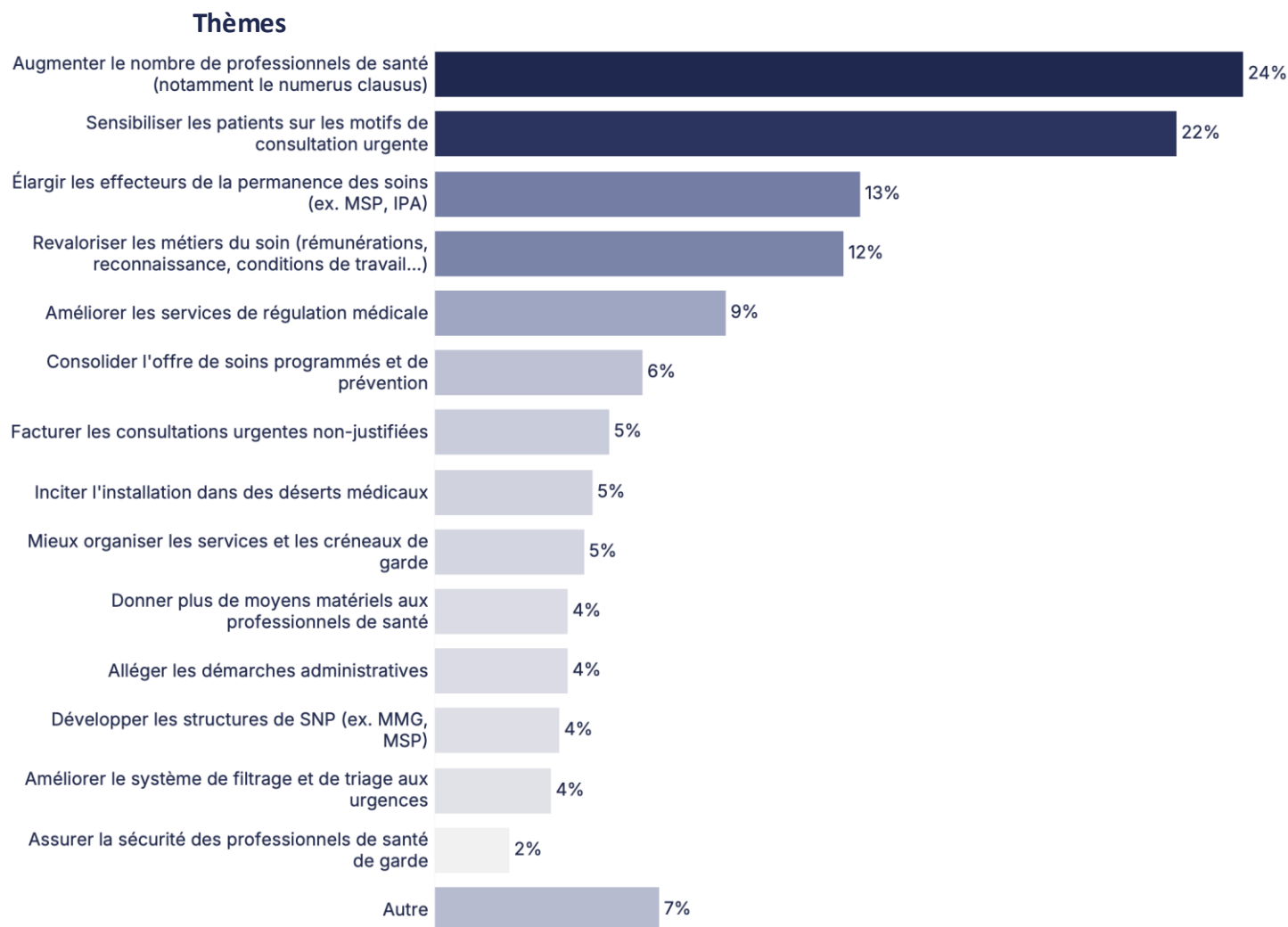
Selon vous, comment améliorer la permanence de l'accès aux soins et de l'accompagnement (en soirée, les jours fériés et le week-end) ?



Enseignements clés :

Les professionnels privilégient deux mesures principales pour améliorer la permanence et l'accès aux soins et de l'accompagnement : développer des maisons médicales de garde ou des services d'accompagnement le soir et le week-end (73%) et mieux rémunérer les professionnels qui assurent ces permanences (69%). D'autres mesures sont beaucoup moins prioritaires comme celles visant à organiser des tournées partagées entre professionnels (38%), à faciliter le recours à la téléconsultation (36%) ou encore à rétablir les gardes obligatoires (29%).

Autre, précisez ? Comment améliorer la permanence de l'accès aux soins et de l'accompagnement ?



Enseignements clés :

Des mesures complémentaires ont été proposées par les professionnels pour améliorer la permanence de l'accès aux soins et de l'accompagnement.

Deux mesures ressortent dans l'expression des professionnels :

- Augmenter le nombre de professionnels de santé (24%)
- Sensibiliser les patients sur les motifs de consultation urgente (22%).

D'autres actions sont proposées par les professionnels, notamment de :

- Élargir les effecteurs de la permanence des soins (13%)
- Améliorer les services de régulation médicale (12%).

Inciter l'installation dans des déserts médicaux n'est cité que par 5% des répondants à la question.

À noter que quelques propositions mettent en relief la nécessité de mieux assurer la sécurité des professionnels de santé de garde.

NB : le nombre de répondants est faible, les chiffres sont à interpréter avec prudence.

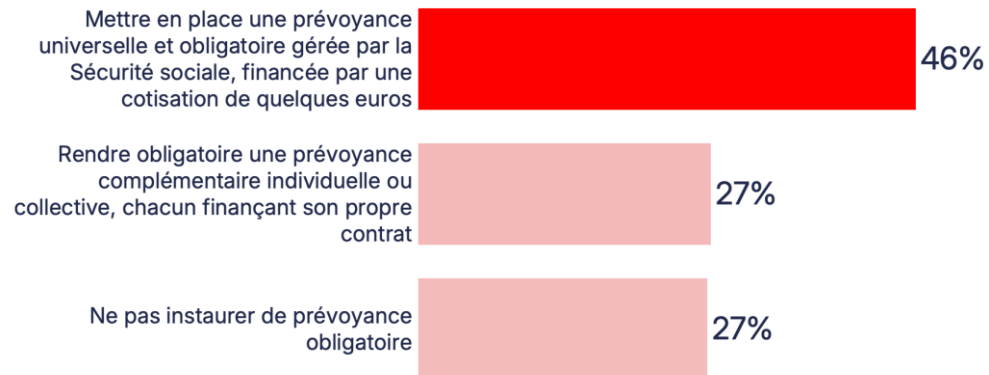


Adapter la santé et mieux accompagner les grands défis d'aujourd'hui : vos solutions

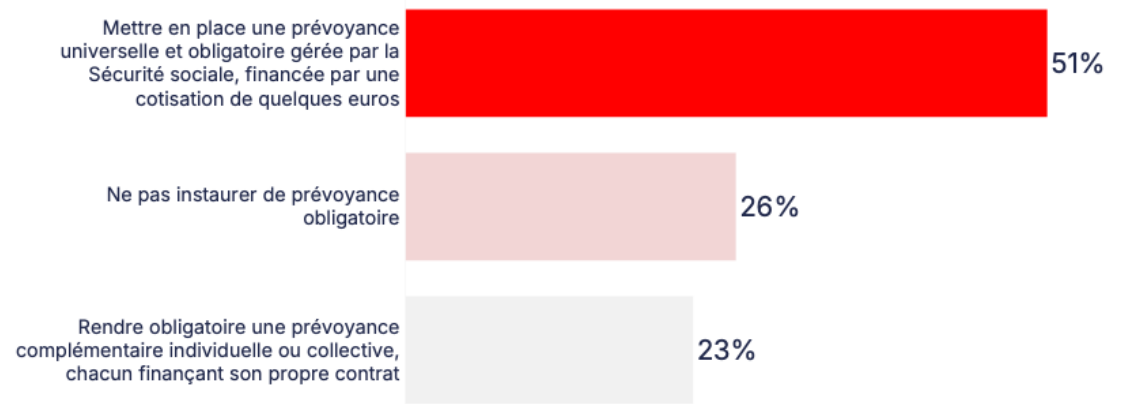
Cette troisième partie est consacrée aux solutions : citoyens et professionnels y expriment leurs priorités pour anticiper les défis d'aujourd'hui et de demain et mieux y faire face.

À votre avis, faut-il plutôt...

Citoyens (28 769)



Professionnels (9 670)



Enseignements clés :

Près de la moitié des citoyens (46%) et des professionnels (51%) sont favorables à la mise en place d'une prévoyance universelle et obligatoire financée par une augmentation légère des cotisations. Cette solution devance fortement l'opposition à l'instauration d'une prévoyance obligatoire (27% des citoyens et 26% des professionnels) ou à la mise en place d'une prévoyance complémentaire individuelle (27% des citoyens et 23% des professionnels).

Comparaison :

- Les professionnels en libéral sont moins favorables à l'instauration d'une prévoyance obligatoire (34% vs 26% en moyenne).
- Les répondants de plus de 65 ans sont plus nombreux que les plus jeunes à favoriser une prévoyance individuelle (34% des +80ans vs 21% des 30 à 44ans)

Pour améliorer la prise en charge et l'accompagnement des personnes en situation de handicap, quelles devraient être les 3 priorités ?



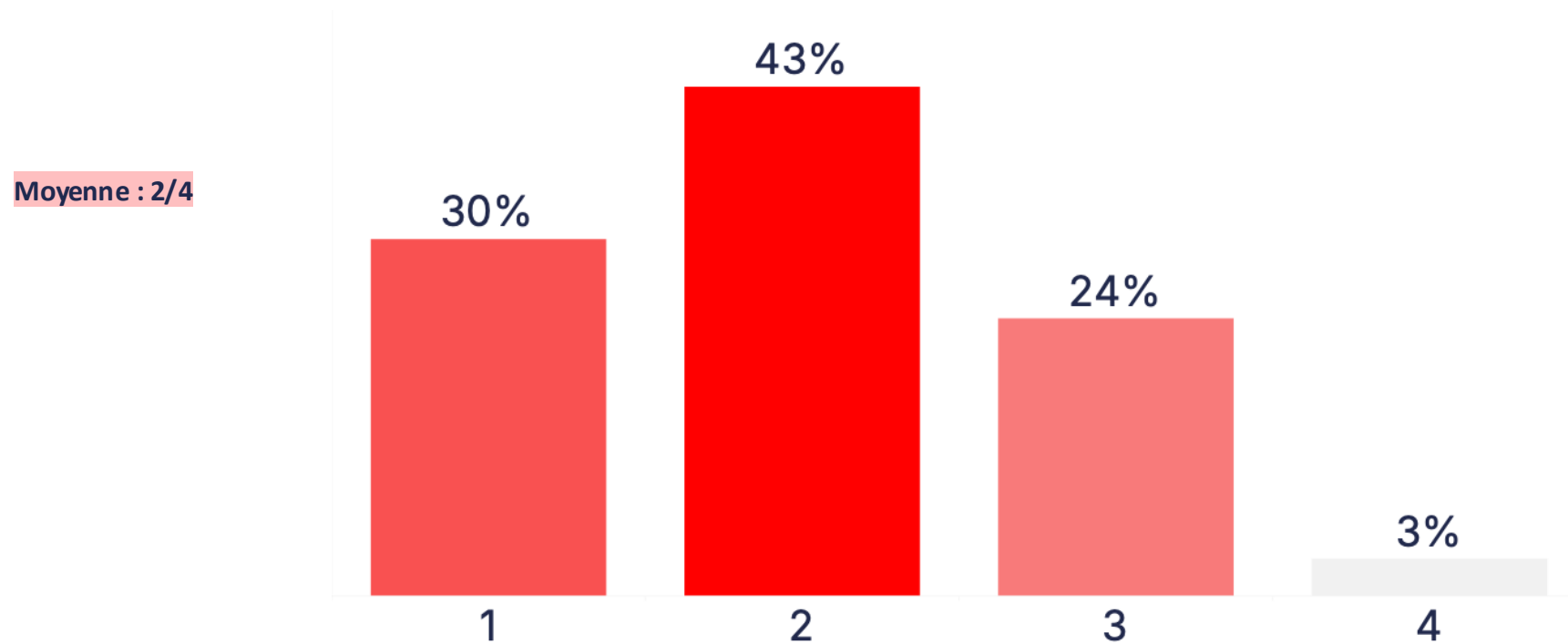
Enseignements clés :

Citoyens et professionnels s'accordent sur les mêmes priorités pour améliorer la prise en charge et l'accompagnement des personnes en situation de handicap. Le soutien aux aidants s'impose comme la priorité majeure commune, privilégiée par 52% des citoyens et 63% des professionnels, suivi du renforcement de l'accès à l'emploi et du maintien dans l'emploi pour les personnes en situation de handicap (respectivement 48% et 40%).

Si les citoyens placent en troisième position l'adaptation des aides financières aux besoins réels des personnes (pour 44%), les professionnels proposent eux de faciliter l'accès aux droits et aux prestations (39%).

Personnellement, comment vous sentez-vous préparé à une situation de perte d'autonomie ?

Échelle de 1 (pas du tout préparé) à 4 (très bien préparé)



Enseignements clés :

73% des citoyens se sentent mal préparés face à une situation de perte d'autonomie, et même 3 répondants sur 10 déclarent ne se sentir pas du tout préparés. Seuls 3% des citoyens déclarent se sentir très bien préparés.

Pourquoi ?

Pour les répondants estimant **ne pas être préparés ou pas du tout préparés** à une situation de perte d'autonomie

Thèmes	Sous-thèmes
63%	<p>Freins psychologiques ou liés à l'âge et à l'état physique actuel</p> <ul style="list-style-type: none"> Je n'y pense pas et je ne l'anticipe pas - 24% Je refuse d'y penser et je ne m'imagine pas en situation de perte d'autonomie - 14% Je suis en bonne santé donc je ne me sens pas concerné - 13% Je suis jeune, ça me paraît loin - 9% C'est une situation que j'aurai beaucoup de mal à gérer psychologiquement - 4%
22%	<p>Freins liés à un manque d'information et d'accompagnement</p> <ul style="list-style-type: none"> Je manque d'informations et de visibilité sur les dispositifs existants - 12% Je ne saurais pas vers quel organisme me tourner - 3% La complexité administrative et les dossiers difficiles à compléter - 3% Peu de prévention à la perte d'autonomie (sujet tabou) - 2% Le manque d'accompagnement des personnes en situation de perte d'autonomie - 1% Je n'ai pas d'assurance adaptée - 1%
15%	<p>Freins organisationnels</p> <ul style="list-style-type: none"> Mon logement et mon quotidien ne sont pas adaptés à une perte d'autonomie - 9% Les services et organismes d'accompagnement ne sont pas adaptés - 3% J'habite loin des services - 2% J'attends l'autorisation au droit à mourir - 1% Je préfère mourir plutôt que devenir dépendant - 1%
7%	<p>Freins financiers</p> <ul style="list-style-type: none"> Je n'ai pas les moyens financiers suffisants - 5% Les contrats et prestations sont trop chers - 2%
1%	Autres

Enseignements clés :

- 63% des répondants font état de freins psychologiques : ils n'y pensent pas (24%), refusent de l'anticiper (14%), ou se sentent suffisamment en bonne santé pour ne pas être concernés (13%).
- 22% des répondants pointent différents freins liés à un manque d'information et d'accompagnement : le manque de visibilité sur les aides existantes (12%).
- 15% rencontrent des freins organisationnels : le fait d'avoir un logement inadapté à une perte d'autonomie (9%), suivi par des services d'accompagnement jugés également inadaptés (3%).
- 7% évoquent des freins financiers, comme le manque de moyens (5%).

Comparaison :

- Les freins psychologiques sont plus marqués chez les Français de l'étranger, en Outre-mer et en Corse.

Pourquoi ?

Pour les répondants estimant **ne pas être préparés ou pas du tout préparés** à une situation de perte d'autonomie

Verbatims illustratifs

N°1

(63% des citoyens)

**Freins psychologiques
ou liés à l'âge et à l'état physique actuel**

« C'est une situation à laquelle on ne se prépare pas tant qu'on n'y est pas confronté, même si l'expérience parentale nous donne à réfléchir. »
« Actuellement en bonne santé et menant une vie saine, je ne me projette pas dans cette éventualité. »
« C'est le genre de situation qui s'anticipe difficilement, et cela fait peur. »

N°2

(22% des citoyens)

**Freins liés à un manque
d'information et d'accompagnement**

« Le paysage de l'autonomie manque de clarté : il existe une pléthore d'organismes, mais il est difficile de savoir lesquels contacter, pour quoi et comment les identifier ! »
« Manque de lisibilité et visibilité des dispositifs - effet millefeuille auquel on ne comprend pas grand-chose. »
« Ce sujet reste encore tabou dans notre société, ce qui entraîne peu de sensibilisation tout au long de notre vie active et, par conséquent, peu de préparation. »

N°3

(15% des citoyens)

Freins organisationnels

« Mon logement n'est pas adapté (étage, escalier, baignoire). »
« Peu ou pas de services de soins et d'aide à domicile en milieu rural. »
« Ma ville et ses transports publics ne sont pas adaptés »
« Manque de structures de soins à domicile et des revenus inappropriés. »

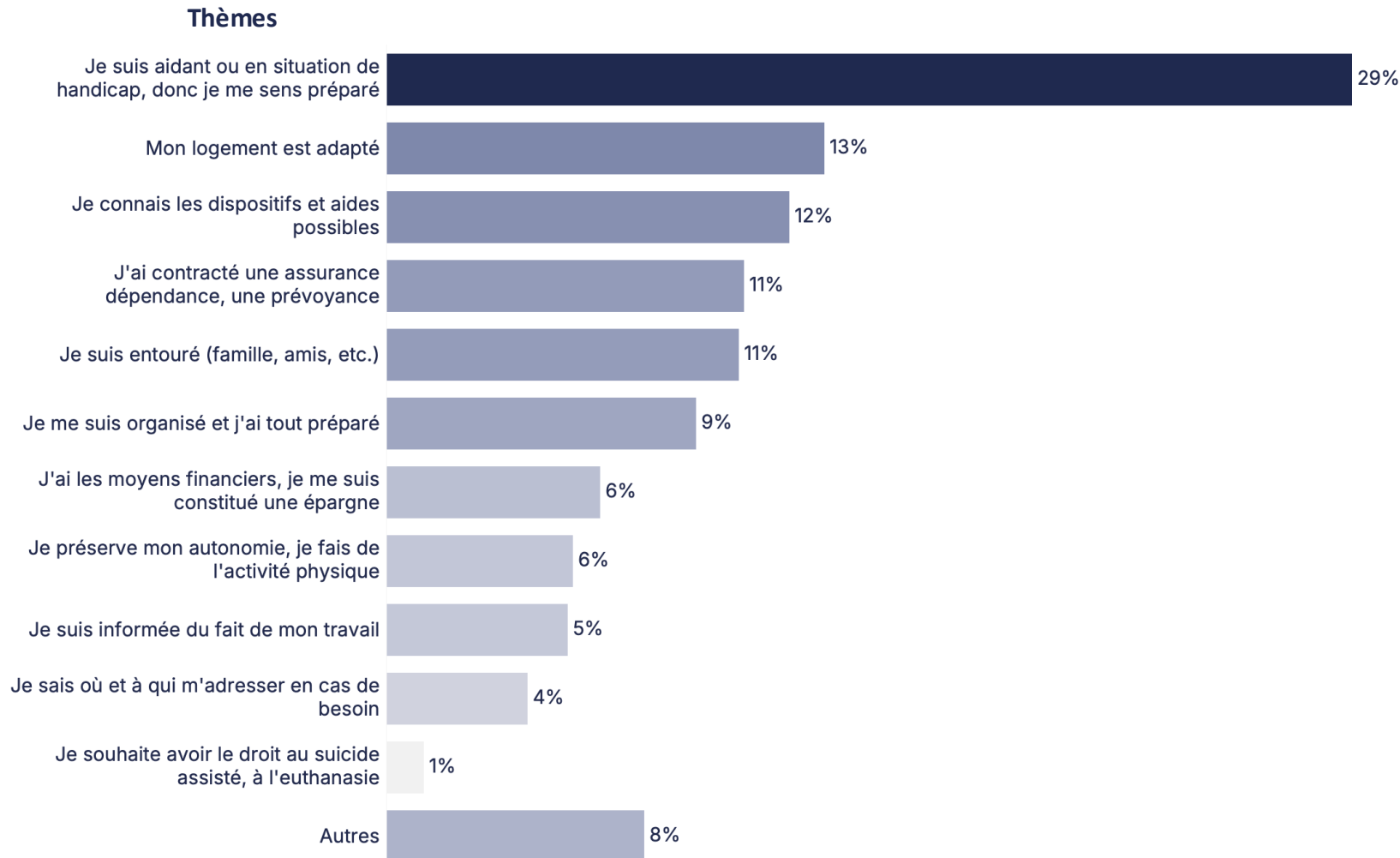
N°4

(7% des citoyens)

Freins financiers

« L'assistance en cas de perte d'autonomie coûte cher. Je ne sais pas si j'aurai assez d'argent pour financer mon aide quotidienne. »
« Financièrement, je ne pense pas avoir suffisamment épargné pour être bien protégée. Je ne gagne pas assez pour couvrir d'éventuels futurs soins, ma complémentaire est pratiquement inexistante sur le sujet, et je gagne probablement trop pour prétendre à des aides. »

Pourquoi ? Pour les répondants estimant être bien préparés ou très bien préparés à une situation de perte d'autonomie



Enseignements clés :

- L'expérience personnelle est la première raison citée par les répondants pour évoquer leur bonne préparation à la perte d'autonomie (29%)
- 13% des répondants peuvent s'appuyer sur un logement déjà adapté, et 12% sur leur connaissance des dispositifs et aides possibles.
- Certains répondants mettent en avant la dimension financière en ayant contracté une assurance dépendance, une prévoyance (11%) ou en s'étant constitué une épargne (6%).
- Pouvoir compter sur son entourage (famille, ami) est également déterminant pour 11% des répondants.

Pourquoi ?

Pour les répondants estimant être **bien préparés** ou **très bien préparés** à une situation de perte d'autonomie

Verbatims illustratifs

N°1

(29% des citoyens)

Je suis aidant ou en situation de handicap, donc je me sens préparé

« Je suis moi-même aidante depuis 2018 pour mes parents. Je fais partie de groupes d'aidants en ligne et j'essaie de visibiliser le sujet et m'informer au maximum. »

« Parce que je suis handicapé définitivement et que je sais déjà à 55 ans ce que c'est que d'avoir besoin d'aide pour les tâches quotidiennes. »

N°2

(13% des citoyens)

Mon logement est adapté

« J'ai aménagé mon logement pour pouvoir y rester le plus longtemps possible en vieillissant. »

« Choix logement adapté en cas d'éventuelle perte d'autonomie et à proximité des services: transports en commun, médecin pharmacie... »

N°3

(12% des citoyens)

Je connais les dispositifs et aides possibles

« Je connais les démarches à effectuer pour demander de l'aide personnalisée à l'autonomie. »

« Mon ancienne profession me permet d'être très au courant des dispositifs en place et des démarches à effectuer. »

N°4

(11% des citoyens)

J'ai contracté une assurance dépendance, une prévoyance

« Depuis l'âge de 62 ans j'ai souscrit à un contrat de semi-dépendance et totale dépendance. »

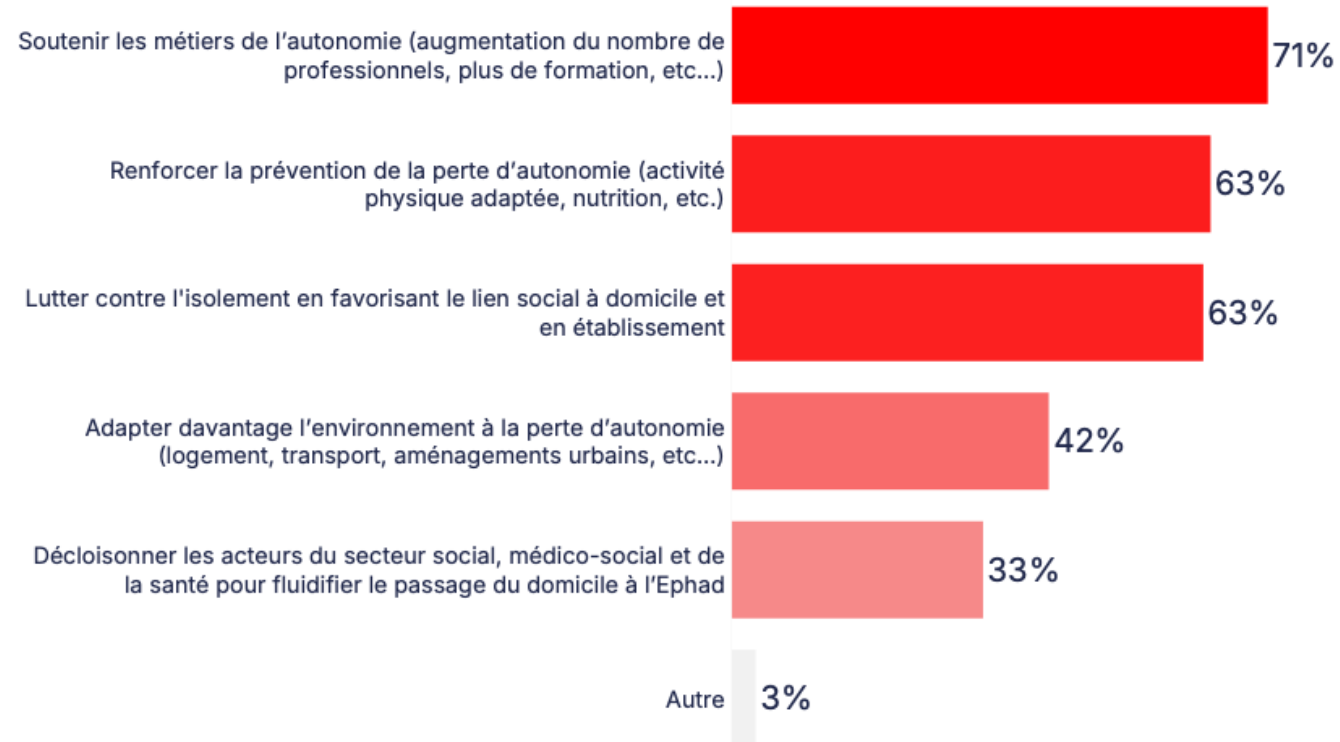
« Je cotise depuis plus de 30 ans à une assurance personnelle dépendance pour éviter de contraindre mes proches en aidants. »

« Je me suis préparé financièrement depuis longtemps avec deux assurances dépendance [...] »

« J'ai une prévoyance protection autonomie dès une dépendance GIR 4. »

« J'ai déjà souscrit à une prévoyance pour mon métier au vu des risques de perte d'autonomie encourus »

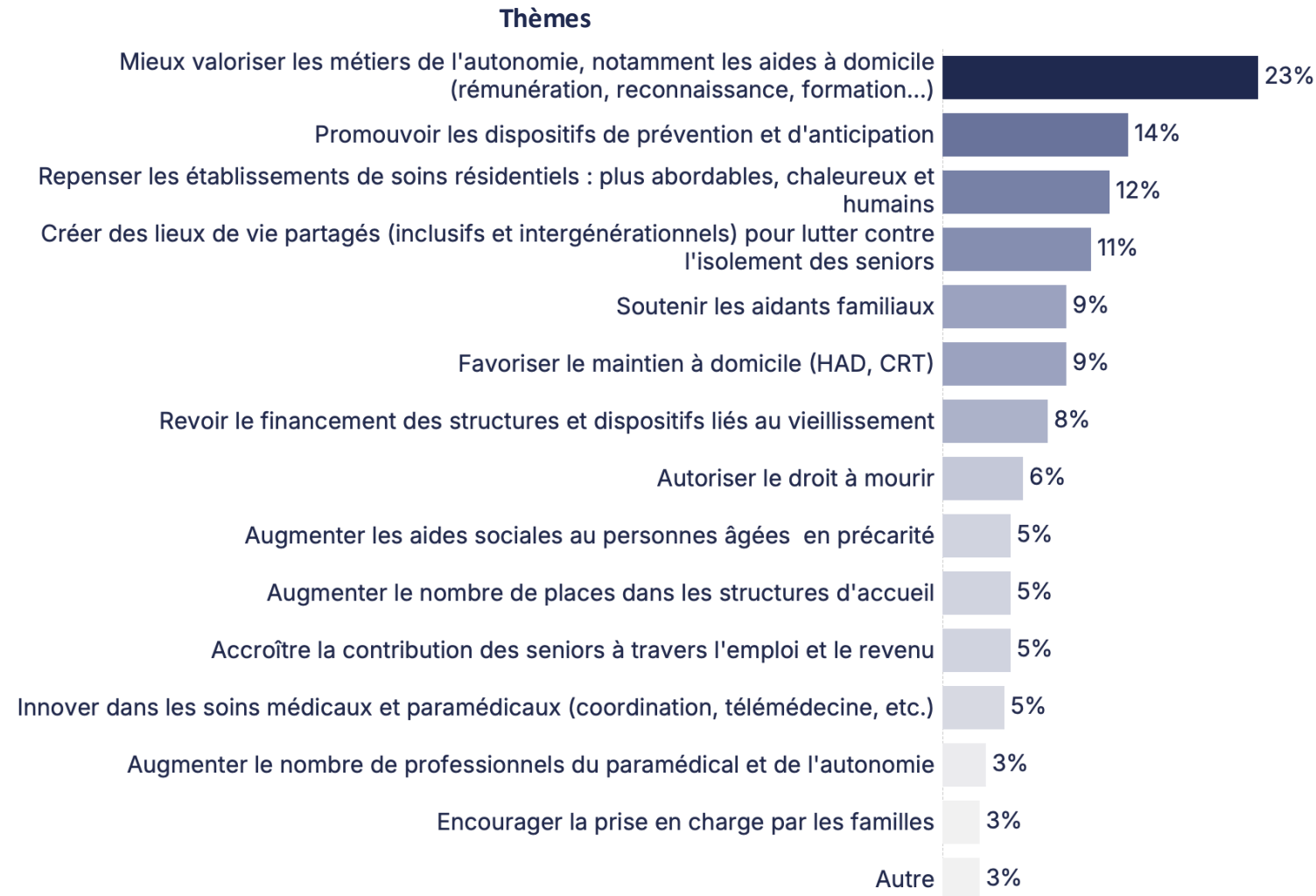
Selon vous, quelles devraient être les actions mises en place pour l'accompagnement du vieillissement et de la perte d'autonomie ?



Enseignements clés :

Les professionnels identifient en priorité le soutien aux métiers de l'autonomie (71%), le renforcement de la prévention de la perte d'autonomie (63%) et la lutte contre l'isolement social (63%). Ces enjeux devancent l'adaptation de l'environnement au vieillissement et à la perte d'autonomie (42%) et le décloisonnement des acteurs du secteur (33%), traduisant l'attente des professionnels à privilégier d'abord des leviers humains et relationnels dans l'accompagnement du vieillissement et de la perte d'autonomie, plutôt que des mesures organisationnelles ou en matière d'aménagement du territoire.

Autre, précisez ? Quelles devraient être les actions mises en place pour l'accompagnement du vieillissement et de la perte d'autonomie ?



Enseignements clés :

- Lorsqu'ils ont été invités à proposer des actions pour mieux accompagner le vieillissement et la perte d'autonomie, les professionnels souhaitent mieux valoriser les métiers de l'autonomie (23 %), en précisant que cela doit s'opérer principalement par des revalorisations salariales.
- La prévention revient également, bien que déjà priorisée dans la question précédente.
- Ils évoquent également les lieux de vie des personnes âgées, et souhaitent des établissements plus abordables, chaleureux, humains, et de nouveaux habitats partagés, plus inclusifs et intégrant une dimension intergénérationnelle (11 %).
- Enfin, 6 % des répondants proposent l'autorisation du droit à mourir.

NB : le nombre de répondants est faible, les chiffres sont à interpréter avec prudence.

Autre, précisez ?

Quelles devraient être les actions mises en place pour l'accompagnement du vieillissement et de la perte d'autonomie ?

Verbatims illustratifs

N°1

(23% des professionnels)

Mieux valoriser les métiers de l'autonomie, notamment les aides à domicile

« Valoriser les intervenants à domicile tant par le salaire que les formations offertes aux personnels pour les faire évoluer dans leur pratique. »
 « Créer des emplois attractifs financièrement et reconnus socialement d'aide aux personnes en perte d'autonomie. »

N°2

(14% des professionnels)

Promouvoir les dispositifs de prévention et d'anticipation

« Faire un bilan de santé complet tous les 3 ans. »
 « Mieux rémunérer les actions de prévention et de promotion de la santé. »
 « Communiquer sur la perte d'autonomie qui reste tabou chez les personnes âgées »

N°3

(12% des professionnels)

Repenser les établissements de soins résidentiels

« Développer des lieux de vie différents des EPHAD, plus petits, plus chaleureux, moins médicalisé. »
 « Créer des structures pour les personnes n'ayant pas l'âge requis pour entrer en EPHAD, mais qui ont une perte d'autonomie s'apparentant à un vieillissement précoce. »

N°4

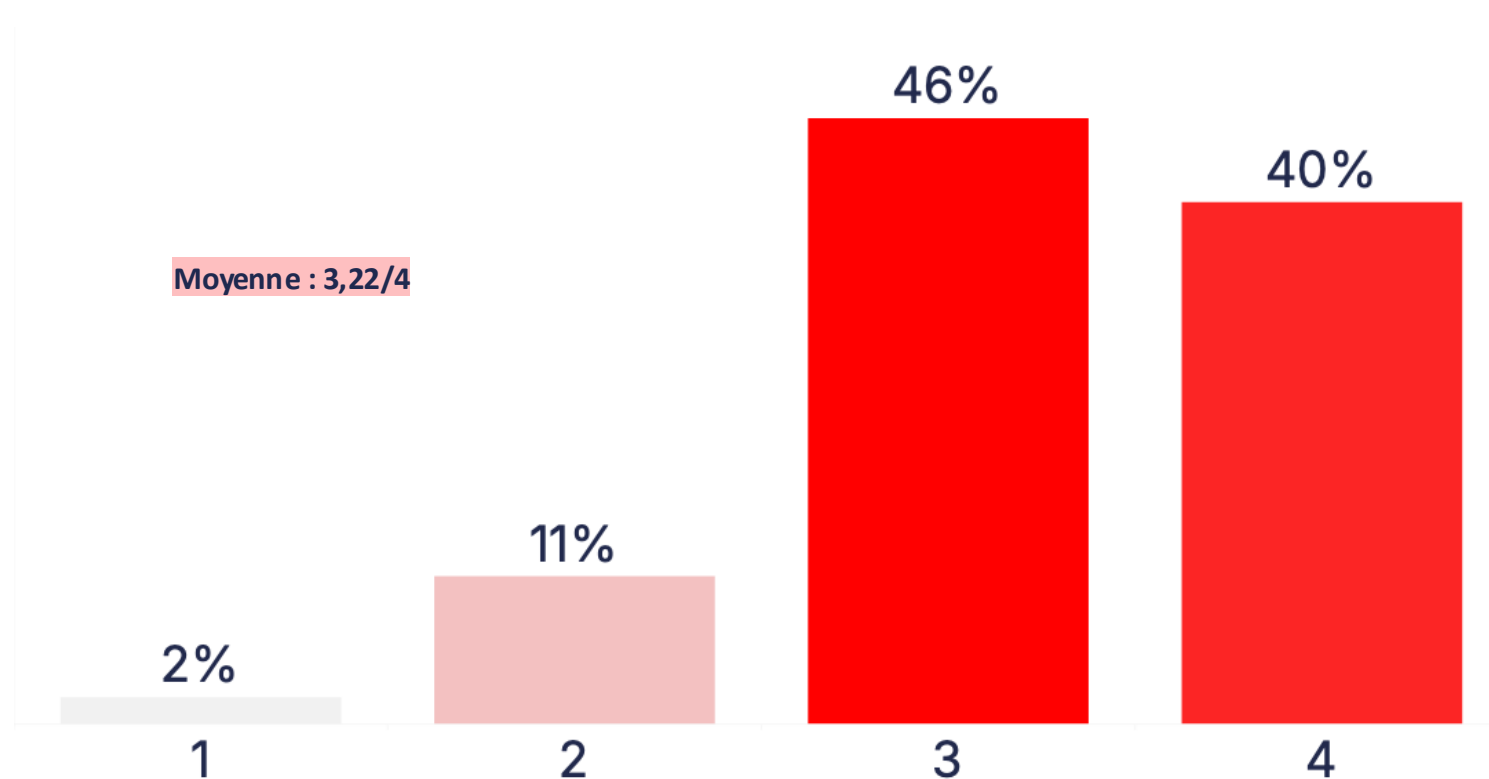
(11% des professionnels)

Créer des lieux de vie partagés

« Collectiviser les lieux de vie en mêlant plusieurs générations qui s'entraident. »
 « Mélanger les générations (crèches, périscolaire, maisons de retraite) afin que ces dernières redeviennent de véritables lieux de vie, empreints de joie, et non des mouroirs infâmes, assimilables à des services hospitaliers déguisés et déprimants. »
 « Créer des lieux de vie à l'échelle communale rurale, intergénérationnels. »

À votre avis... quel est l'impact de l'environnement sur la santé ?

Échelle de 1 (très faible) à 4 (très fort)



Enseignements clés :

Les citoyens sont très largement sensibilisés à l'impact de l'environnement sur la santé, 86% attribuant une note de 3 ou 4 sur 4. Une minorité estime cet impact très faible (2% pour une note de 1 sur 4).

Comparaison :

- Les moins de 44 ans sont plus sensibilisés à l'impact de l'environnement sur la santé et attribuent plus largement la note de 4/4 sur les plus de 65 ans (57% pour les 29-44ans vs 21% pour les +80ans)

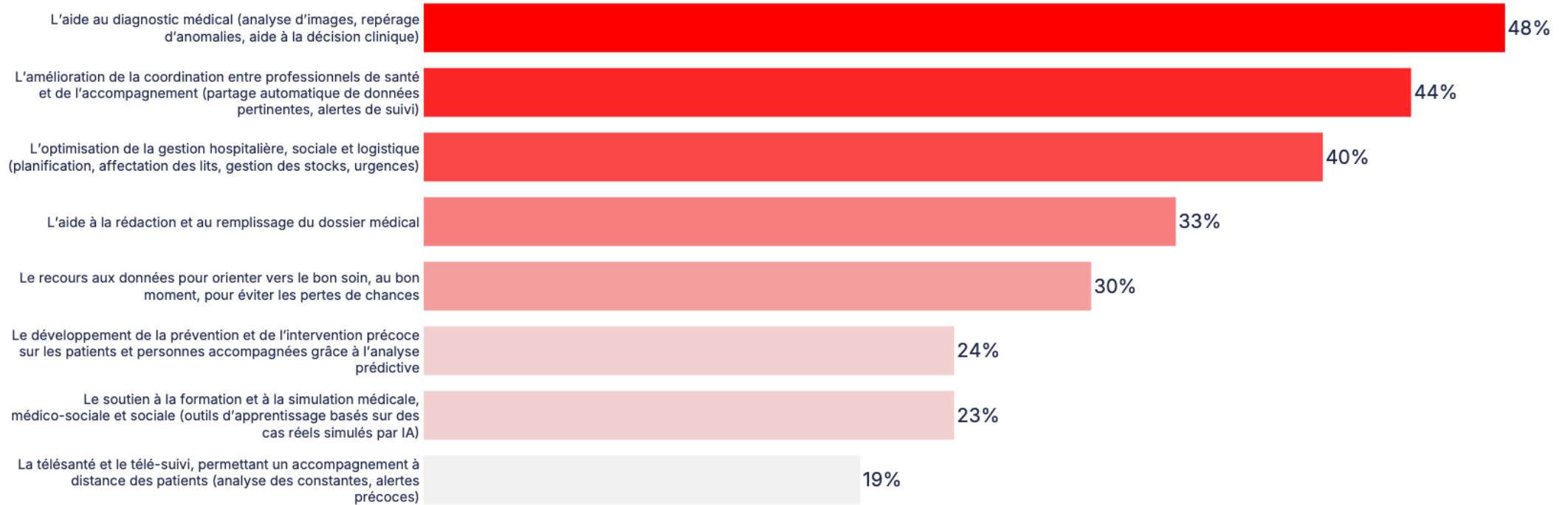
Selon vous, quelles devraient être les 3 actions prioritaires des pouvoirs publics pour mieux protéger la santé de ces menaces ?



Enseignements clés :

Citoyens et professionnels partagent largement la même priorité : la réduction de l'exposition aux pesticides, perturbateurs endocriniens et produits chimiques (72% pour les citoyens et 73% pour les professionnels) et mieux contrôler la qualité de l'eau et des sols (44% et 38%). On note quelques nuances dans les autres priorités pour les pouvoirs publics. Les professionnels demandant davantage à être sensibilisés et formés à la santé environnementale (23% contre 16% pour les citoyens), alors que les citoyens insistent plus sur la prévention des risques professionnels liés aux expositions toxiques (28% contre 21% pour les professionnels).

En quoi l'intelligence artificielle pourrait-elle le plus modifier vos pratiques ?



Enseignements clés :

Près de la moitié des professionnels répondants estiment que l'intelligence artificielle (IA) modifierait leurs pratiques, principalement sur 3 aspects : via l'aide au diagnostic médical (48%), l'amélioration de la coordination entre professionnels de santé et de l'accompagnement (44%) et l'optimisation de la gestion hospitalière, sociale et logistique (40%).

1 personne sur 3 indiquent que l'IA peut venir en aide à la rédaction et au remplissage du dossier médical et aider à mieux orienter les patients vers le bon soin en utilisant les données de santé.

Comparaison :

- Le secteur sanitaire voit dans l'IA principalement une aide au diagnostic médical (51%)
- Tandis que le médico-social et social y voient une opportunité d'améliorer la coordination (respectivement 48% et 44%)

Si vous vouliez changer certaines habitudes pour protéger votre santé, de quoi auriez-vous besoin ?

Thèmes	Sous-thèmes
60%	Les besoins exprimés en termes de modalités <ul style="list-style-type: none"> Conseils et accompagnement - 41% Sensibilisation, incitation et information - 7% Soutien et aides publiques - 4%
32%	Les besoins exprimés en termes de champs de prévention <ul style="list-style-type: none"> Sédentarité et pratiques sportives - 12% Alimentation et nutrition - 10% Santé mentale et bien-être - 9% Risques environnementaux et pollutions - 3% Addiction - 3%
7%	Autres leviers d'actions <ul style="list-style-type: none"> Leviers individuels - 3% Accessibilité et délais des services médicaux - 2%
5%	Je n'ai besoin de rien <ul style="list-style-type: none"> Rien, je n'ai besoin de rien - 4% Je suis suffisamment informé - 1%
3%	Autres

Enseignements clés :

- Pour changer leurs habitudes, 60% des répondants expriment un besoin d'appui : en particulier, 41% réclament davantage de conseils et d'accompagnement.
- Les attentes ciblent ensuite des champs de prévention précis (32%) : notamment la lutte contre la sédentarité et les pratiques sportives (12%), l'alimentation (10%) et la santé mentale et le bien-être (9%), les risques environnementaux (3%) et les addictions.
- Seuls 5% des répondants déclarent n'avoir besoin de rien ou se sentir suffisamment informés.

Si vous vouliez changer certaines habitudes pour protéger votre santé, de quoi auriez-vous besoin ?

Verbatims illustratifs

N°1

(60% des citoyens)

**Les besoins exprimés
en termes
de modalités****N°2**

(32% des citoyens)

**Les besoins exprimés en termes de
champs de prévention****N°3**

(7% des citoyens)

**Autres leviers
d'actions**

« D'une incitation, pour aller dans le bon sens, pourquoi pas un mail hebdomadaire avec des conseils. »
« J'aimerais être conseillé et accompagné individuellement pour savoir ce que je dois mettre en place dans mon quotidien pour favoriser mon hygiène de vie et ma santé. »

« Un meilleur étiquetage des produits alimentaires sur leur origine ou leur qualité nutritionnelle. »
« Des lois du travail plus strictes appliquées, permettant de mieux respecter le ratio vie privée/vie professionnelle, et limiter le stress professionnel. »
« Prise en charge des centres d'accompagnement pour l'arrêt des adduction type tabac alcool drogue »

« Davantage de volonté personnelle. »
« Certainement d'un peu plus de motivation quotidienne pour maintenir une façon de mieux vivre adoptée [...]

Si vous vouliez changer certaines habitudes pour protéger votre santé, de quoi auriez-vous besoin ?

Verbatims pépites

« Étendre les affichages de type "nutriscore" à des produits non alimentaires (produits d'entretien, de beauté ...) afin d'informer le consommateur sur les niveaux de pollution engendrés. »

« Une reconnaissance des médecines complémentaires comme la naturopathie qui permettrait d'avoir un accent mis sur la prévention, l'écoute et un accompagnement soutenu tout en respectant le cadre de la médecine conventionnelle. Une véritable alliance thérapeutique entre le corps médical et les médecines naturelles. »

« Un RDV annuel obligatoire chez le médecin. J'ai tendance à ne pas y aller (encore jeune), je ne prends pas ce temps. Mais quid d'une maison médicale regroupant tous les corps de métier, et une invitation automatique sur une journée pour faire un check-up complet ? Dentiste, médecin, vue, prise de sang, audition, etc... Invitation envoyée annuellement, ou rappel dans un premier temps avant de se coordonner avec les entreprises. Tout regrouper au même endroit, sur une journée, plutôt que de se battre individuellement sur Doctolib pour chaque consultation [...] »

« un livret de conseils et incitations qui incitent à se maintenir en bonne santé, diffusé à toutes les familles tous les 10 ans avec les préconisations incitatives, ou parfois obligatoires à respecter pour rester, en bonne santé, et consulter, le moins possible, les professionnels de santé, au moins pendant toute la vie professionnelle. »

« Avoir une sécurité sociale de l'alimentation qui encourage la consommation de produits sains, avec des conseils nutritionnels, des menus de cuisine chaque semaine... »

Nota bene : les verbatims pépites correspondent à des idées rares qui sont **différenciantes par leur forme ou leur contenu**. Ces verbatims se distinguent par plusieurs critères, tels que la longueur, le vocabulaire utilisé, la présence de marqueurs de projection ou d'autorité, ou encore l'usage de verbes d'action.

Quelles sont les actions que vous mettez en place ou que vous pourriez mettre en place pour renforcer la prévention auprès de vos patients ?

Thèmes	Sous-thèmes
59%	Les modalités d'action mises en place <ul style="list-style-type: none"> • Accompagnement individuel - 25% • Sensibilisation et information - 23% • Stratégies « aller vers » - 12% • Ateliers collectifs ou de groupe - 7% • Coordination et parcours santé - 6% • Prévention de la santé au travail (risque professionnels, trouble musculosquelettiques, etc.) - 1%
47%	Les actions mises en place par champs de prévention <ul style="list-style-type: none"> • Activité physique - 22% • Santé mentale et bien-être - 14% • Alimentation et nutrition - 12% • Addictions et comportements à risques - 11% • Prévention du vieillissement et de la perte d'autonomie - 4% • Risques environnementaux et pollutions - 3% • Prévention de la santé au travail (risque professionnels, trouble musculosquelettiques, etc.) - 2%
19%	Les leviers d'action "institutionnels" <ul style="list-style-type: none"> • Organisation du système de santé - 11% • Politiques de prévention ciblées - 6% • Meilleur accès à la prévention - 4%
7%	Autres

Enseignements clés :

- Les modalités d'action préconisées par les professionnels pour renforcer la prévention auprès des patients reposent principalement sur l'accompagnement individuel (25%) et sur l'information et la sensibilisation (23%), ou encore le fait d'aller directement au contact des patients (12%).
- Les actions ciblent ensuite des champs de prévention précis (47%), telles que l'activité physique adaptée (22%), la santé mentale et le bien-être (14%), l'alimentation et la nutrition (12%) ou encore les addictions et comportements à risques (11%).
- Des leviers d'action « institutionnels » sont également identifiés pour renforcer la prévention, notamment une meilleure organisation du système de santé (11%) et la mise en place de politiques de prévention ciblées (6%).

Quelles sont les actions que vous mettez en place ou que vous pourriez mettre en place pour renforcer la prévention auprès de vos patients ?

Verbatims illustratifs

N°1

(59% des professionnels)

Les modalités d'action mises en place

N°2

(47% des professionnels)

Les actions mises en place par champs de prévention

N°3

(19% des professionnels)

Les leviers d'action "institutionnels"

« Unité transversale d'éducation thérapeutique intégrant des ateliers d'éducation physique, de cuisine, de nutrition, accessibles à tous les patients quelle que soit leur pathologie d'adressage. »

« Actions d'aller-vers les publics concernés. »

« Mise en place de coordinations avec des acteurs de l'accompagnement social et de la santé pour outiller au mieux des habitants en fragilité. »

« Les accompagner pour mettre en place des activités physiques ou inciter à en faire pour prévenir l'isolement ou la grande sédentarité. »

« Je réponds aux questions dans le domaine de l'hygiène de vie et je me suis formée en ce sens afin de pouvoir éventuellement les réorienter si [...]. »

« Pérenniser les contrats locaux de santé. Faire enfin des actions programmes probants avec des évaluations correctement faites. »

« Rémunération des actions préventives à partir de l'évaluation de leurs impacts. »

Quelles sont les actions que vous mettez en place ou que vous pourriez mettre en place pour renforcer la prévention auprès de vos patients ?

Verbatims pépites

« Visites obligatoires à certains âges clés de la vie, accompagnées d'un bilan biologique et/ou d'imagerie adaptée, avec mises à jour des vaccinations, interrogatoire détaillé sur les habitudes de vie, les facteurs de risque etc. Les médecins seraient mieux rémunérés pour ces visites et on pourrait conditionner le remboursement complet de soins futurs à la réalisation de ces bilans obligatoires afin d'encourager les patients à y adhérer. »



« Un Compte Personnel Epargne-Santé-Social 5 Risques (Maladie-Maternité/paternité-A.T/M.P-Retraite-Dépendance) permet au patient titulaire de faire ses choix de prévention (optimisation/complémentation nutritionnelle, bilans biologiques de dépistage: vit D, arrêt de travail préventif avant burn-out...) et d'en assumer personnellement la charge financière. »

« Prévoir des vidéos interactives ou des interfaces que les gens peuvent consulter en attendant leur rdv ou opérations ou après l'examen pour comprendre et connaître ce qu'il va se passer et savoir ce qu'ils peuvent mettre en place pour aller mieux. »

« Projet "une seule santé" sur un territoire de proximité pour que chacun porte attention à toutes les santés : environnementale, animale, végétale, humaine santé et santé sociale. »

« Pour moi, le plus efficace, c'est les petits vans, qui se déplacent de ville en ville, de lieu en lieu dans une même ville pour permettre un accès à tout le monde à la même information. Les personnes devront suivre les recommandations HAS dans ce petit van et proposer un accompagnement et des activités sur un thème (diabète, écran, lecture, etc.). »

Nota bene : les verbatims pépites correspondent à des idées rares qui sont **différenciantes par leur forme ou leur contenu**. Ces verbatims se distinguent par plusieurs critères, tels que la longueur, le vocabulaire utilisé, la présence de marqueurs de projection ou d'autorité, ou encore l'usage de verbes d'action.

Selon vous, que faudrait-il faire pour mieux prendre soin de la santé mentale ? (1/2)

Thèmes	Sous-thèmes
41%	L'accès au soin et qualité de la prise en charge <ul style="list-style-type: none"> Améliorer la prise en charge et l'accompagnement des troubles psychiques - 9% Augmenter le nombre de spécialistes (psychologues, psychiatres, etc.) - 9% Faciliter l'accès aux spécialistes de la santé mentale - 7% Augmenter le nombre de structures et les capacités d'accueil - 5% Rembourser les soins en santé mentale (psychologues, psychothérapie, etc.) - 5% Former davantage les soignants à la santé mentale - 5% Développer une vraie politique de la santé mentale et y allouer davantage de moyens financiers - 4% Accompagner les aidants - 1% Développer la recherche médicale - 1% Renforcer l'écoute et le temps alloué par le médecin traitant à la santé mentale de ses patients - 1%
29%	La prévention, sensibilisation et la lutte contre la stigmatisation <ul style="list-style-type: none"> Améliorer l'information et la sensibilisation du public - 8% Sensibiliser dès le plus jeune âge (à l'école) - 6% Améliorer la détection des troubles de santé mentale - 6% Lutter contre la stigmatisation et lever le tabou autour de la santé mentale en en parlant davantage - 6% Développer la prévention autour de la santé mentale - 5%
24%	Les modes de vie & bien-être individuel <ul style="list-style-type: none"> Limiter l'accès aux écrans et aux réseaux sociaux - 6% Réduire la charge mentale et le stress - 4% Encourager le lien social - 4% Promouvoir une qualité de vie saine et équilibré (hygiène, temps pour soi, etc.) - 4% Promouvoir l'activité physique - 3% Lutter contre l'isolement - 2% Apprendre à prendre soin de soi et des autres - 2% Lutter contre les addictions (drogue et alcool) - 2% Promouvoir la méditation et pratiques de bien-être - 1%

Enseignements clés :

- Pour mieux prendre soin de la santé mentale, 41% des répondants préconisent un meilleur accès à des soins de qualité et une meilleure prise en charge. Cela inclut l'amélioration de la prise en charge et de l'accompagnement des troubles psychiques (9%) ainsi que l'augmentation du nombre de spécialistes (9%) et la facilitation de l'accès à ces mêmes spécialistes (7%).
- La prévention et la sensibilisation rassemblent 29% des idées formulées. Les attentes principales sont d'informer le grand public (8%), de sensibiliser les enfants dès l'école (6%), d'améliorer la détection des troubles (6%) et de lever les tabous (6%).
- L'amélioration des modes de vie et du bien-être personnel est également citée par 24% des participants, avec notamment l'enjeu de limiter l'accès aux écrans et aux réseaux sociaux.

Selon vous, que faudrait-il faire pour mieux prendre soin de la santé mentale ? (2/2)

Thèmes	Sous-thèmes
12%	Les facteurs sociaux <ul style="list-style-type: none"> Développer les espaces d'écoute et renforcer l'écoute interpersonnelle - 5% Maintenir un climat social et économique sain - 5% Remettre l'humain au cœur de la société - 2% Protéger les enfants du harcèlement - 1%
7%	La santé mentale dans le milieu professionnel <ul style="list-style-type: none"> Améliorer les conditions de travail - 5% Former des citoyens et des collaborateurs dans les entreprises - 1% Renforcer l'intervention de la médecine du travail - 1%
5%	Absence de proposition / Sans avis <ul style="list-style-type: none"> Absence d'opinion / Je ne sais pas - 4% Oui - 1%
2%	Le changement de paradigme en santé mentale <ul style="list-style-type: none"> Éviter de médicamenter à tout prix - 1% Rendre les métiers de la santé mentale plus attractifs - 1% Développer la médecine douce (prouvée ou non prouvée scientifiquement) - 1%
1%	Responsabiliser davantage les hommes et femmes politiques

Enseignements clés :

- L'action sur l'environnement social est évoquée par 12% des répondants. Cela se traduit par le développement de lieux d'écoute (5%) et la nécessité de maintenir un climat économique et social sain (5%).
- La santé au travail est citée par 7% des personnes interrogées. Elles insistent très majoritairement sur l'amélioration concrète des conditions de travail (5%).
- Une minorité de citoyens (2%) appellent à changer de paradigme en santé mentale, en évitant notamment de médicamenter à tout prix.
- Enfin 1% des répondants demandent de responsabiliser davantage les hommes et femmes politiques sur le thème de la santé mentale.

Selon vous, que faudrait-il faire pour mieux prendre soin de la santé mentale ?

Verbatims illustratifs

N°1
 (41% des citoyens) **L'accès au soin et qualité de la prise en charge**

« Rendre l'accès aux professionnels de santé mentale plus facile et plus rapide. Rembourser, même partiellement, certains psychothérapeutes. Les psychiatres et pédopsychiatres sont aujourd'hui quasiment inaccessibles [...]. »

N°2
 (29% des citoyens) **La prévention, sensibilisation & lutte contre la stigmatisation**

« Démocratiser la psychologie ! Rendre les consultations pour détection et apaisement de troubles psychologiques moins taboues et beaucoup moins onéreuses, dès le plus jeune âge auprès de tous les parents. »
 « Mieux informer la population sur les solutions de proximité existantes et qui peuvent moins "effrayer" que de parler de consulter un psychiatre et d'envisager une hospitalisation en psychiatrie. »

N°3
 (24% des citoyens) **Les modes de vie & bien-être individuel**

« Favoriser une meilleure hygiène de vie : instaurer des temps et des lieux de sieste et de repos, imposer la pratique d'une activité physique, et retirer du marché les produits et aliments reconnus pour leur impact cancérigène. »
 « Diminuer les facteurs de stress de la vie professionnelle et quotidienne. »

N°4
 (5% des citoyens) **Les facteurs sociaux**

« Ce serait bien de développer des centres d'écoute où chacun pourrait se rendre afin d'exprimer ses malaises. »
 « Lutter activement contre toutes les formes de harcèlements, scolaires ou au travail [...]. »



Vos idées pour aller plus loin et vous engager

Cette dernière partie donne la parole aux citoyens et aux professionnels, invités à partager librement leurs idées pour améliorer le système et leurs attentes pour les générations futures.

Selon vous, que faudrait-il faire pour mieux prendre soin de la santé mentale ?

Verbatims pépites

« Faire un grand plan national Santé Mentale des Jeunes, en développant des collectifs de soutien, en soutenant la recherche sur les troubles trop peu connus mais néanmoins très répandus comme le trouble Borderstress (syndrome du stress post traumatique avec dysrégulations émotionnelle) et en créant des centres spécialisés. »

« Associer les entreprises dans la prévention et lutte contre burn-out. Augmenter les cotisations des entreprises enregistrant un nombre élevé de burn-out via les arrêts de travail avec ce motif d'arrêt de travail. Sensibiliser les médecins généralistes sur la détection du burn-out pour éviter des prescriptions à tort d'arrêts maladie. »

« Il faut vivre dans un pays responsable, dont la priorité est le vivre ensemble, de façon durable en symbiose avec la nature. [...] Il faut instaurer une commission d'autorisation des produits sur le marché, avant qu'ils ne soient commercialisés. Afin de s'assurer de leur respect de l'environnement et de notre santé, mais également de leur utilité réelle. Pourquoi continuer à vendre des ustensiles de cuisine contenant du plastique, alors que le métal pourrait être utilisé à la place ? »

« Instaurer des indicateurs de santé mentale et de conséquence de cette santé (arrêt maladie, etc.) dans les entreprises selon des directives bien précises (contenu de questionnaire obligatoire, consultation d'un psychologue de certains employés par échantillonnage et régulièrement, etc.) avec obligation de publication (au frais des entreprises pour les plus grandes, et par solidarité en-dessous d'un certain seuil de chiffre d'affaires ou de nombre d'employés). »

« Mettre en place un dispositif de prévention et de dépistage des jeunes, dès l'entrée au collège et Lycée pour aider les familles, dans un suivi de santé mentale pour des jeunes fragilisés, avec un dispositif de soutien local. »

Nota bene : les verbatims pépites correspondent à des idées rares qui sont **différenciantes par leur forme ou leur contenu**. Ces verbatims se distinguent par plusieurs critères, tels que la longueur, le vocabulaire utilisé, la présence de marqueurs de projection ou d'autorité, ou encore l'usage de verbes d'action.

Vous souhaitez améliorer notre système de santé et de protection sociale :

Vos idées : (1/3)

Thèmes	Sous-thèmes
28%	Lutter contre la fraude, le gaspillage et la maîtrise des dépenses <ul style="list-style-type: none"> Mieux contrôler les fraudes - 11% Responsabiliser les citoyens et professionnels - 7% Délivrer des médicaments à l'unité - 4% Mieux maîtriser les dépenses de santé - 4% Renforcer les contrôles des arrêts maladie - 3% Dérembourser les soins et médecines « de confort » (médecine douce, cure thermale, etc..) - 2% Sensibiliser au prix des soins - 1% Arrêter le gaspillage des ressources - 1%
23%	Renforcer la prévention dans toutes ses dimensions <ul style="list-style-type: none"> Développer la prévention - 12% Inciter à pratiquer une activité physique - 3% Mieux communiquer, informer et sensibiliser - 2% Lutter contre les pesticides, la pollution et soigner notre environnement - 2% Favoriser une alimentation plus saine - 2% Améliorer les conditions de travail et prévenir le stress - 2% Lutter contre les produits nocifs - 1% Rembourser l'ensemble des soins et médicaments de médecine douce prouvés ou non-prouvés scientifiquement - 1% Renforcer les contrôles, les dépistages (cancer...) et la vaccination - 1%
19%	Garantir l'accès aux soins pour toutes et tous <ul style="list-style-type: none"> Renforcer l'accès aux soins pour tous (maison de santé, médecine de ville, rdv facile, etc.) - 6% Contraindre l'installation et le choix des pratiques des professionnels de santé - 6% Supprimer les dépassements d'honoraires (secteurs 2 et 3) - 4% Désengorger les urgences - 2% Améliorer le remboursement des soins (dents, optiques, semelles, etc.) - 1% Réduire les délais d'attente - 1%

Enseignements clés :

- La maîtrise des dépenses et la lutte contre le gaspillage ressort le domaine d'action prioritaire (28%) : les répondants ciblent d'abord le contrôle des fraudes (11%) et la responsabilité des citoyens et des professionnels (7%).
- Le renforcement de la prévention arrive en deuxième position des priorités (23 %). La proposition la plus fréquemment citée consiste à développer la prévention de manière générale (12 %). Cette volonté se décline en actions concrètes, telles que l'encouragement à la pratique sportive, la promotion d'une alimentation équilibrée, ou la réduction de l'exposition aux pesticides.
- Garantir l'accès aux soins est le troisième domaine d'action : certains évoquent les maisons de santé, la médecine de ville (6%), d'autres réclament l'obligation d'installation des professionnels dans certaines zones (6%) et d'autres demandant la suppression des dépassements d'honoraires (6%)

Vous souhaitez améliorer notre système de santé et de protection sociale :

Vos idées : (2/3)

Thèmes	Sous-thèmes
15%	Revaloriser les métiers de la santé, du social et du médico-social <ul style="list-style-type: none"> Augmenter les effectifs et la formation des professionnels de santé - 9% Mieux rémunérer les professionnels - 3% Mieux valoriser les métiers - 2% Écouter davantage les patients - 1% Améliorer les conditions de travail des professions du social et médico-social - 1%
12%	Réajuster le financement <ul style="list-style-type: none"> Taxer les hauts revenus, les pollueurs, les plus riches - 4% Augmenter les budgets de santé - 2% Augmenter les financements des hôpitaux publics - 2% Augmenter les cotisations et impôts et réduire les exonérations - 2% Faire contribuer l'ensemble de la population - 1%
12%	Réorganiser le système de santé <ul style="list-style-type: none"> Simplifier les démarches administratives - 4% Aller vers le 100% Sécu (supprimer les mutuelles et complémentaires santé) - 4% Revoir le rôle et la participation des mutuelles - 2% Améliorer la coordination entre acteurs - 1% Réorganiser ou supprimer le système des ARS - 1% Mettre fin au système de médecin traitant et privilégier les équipes traitantes et le transfert de compétences aux autres professions - 1%
11%	Revoir le périmètre de la protection sociale <ul style="list-style-type: none"> Supprimer l'AME - 4% Supprimer le tiers-payant, la CMU, le « tout gratuit » - 3% Réserver la protection sociale aux seuls cotisants - 2% Privatiser et mettre en place un système par capitalisation - 1% Réformer le système des retraites (reculer ou abaisser l'âge de départ, suppression âge légal...) - 1%

Enseignements clés :

- La revalorisation des métiers de la santé, du social et du médico-social est une attente pour 15% des répondants. L'effort doit d'abord porter sur l'augmentation des effectifs (9%).
- 12% des répondants citent des mesures de nature pour ajuster le modèle de financement du système comme taxer davantage les hauts revenus et les pollueurs (4%)
- La réorganisation du système de santé est également vue comme un levier d'action (12%), notamment en simplifiant les démarches administratives (4%)
- Revoir le périmètre actuel de la protection sociale est préconisé par 11% des répondants, avec des mesures comme la suppression de l'AME (4%) ou la suppression du tiers-payant et de la CMU (3%)

Vous souhaitez améliorer notre système de santé et de protection sociale :

Vos idées : (3/3)

Thèmes	Sous-thèmes
9%	Préserver le caractère public et non lucratif du système <ul style="list-style-type: none"> Renouer avec les valeurs fondatrices - 3% Limiter la privatisation et la financiarisation des services publics - 2% Sortir de la logique de profit, de bénéfice, de rentabilité - 2% Réduire les profits et le pouvoir des laboratoires pharmaceutiques (lobbies) - 2%
6%	Améliorer la gouvernance <ul style="list-style-type: none"> Renforcer la volonté politique - 4% Renforcer l'autonomie des professionnels de santé et leur place dans la gouvernance - 1% Renforcer la démocratie en santé - 1% Améliorer la transparence du système (mutuelle, budget, etc..) - 1%
5%	Adapter la prise en charge <ul style="list-style-type: none"> Mieux former les professionnels de santé (notamment aux problèmes spécifiques des femmes) - 2% Améliorer la prise en charge en santé mentale - 2% Améliorer l'accompagnement et le suivi des patients - 2%
4%	Développer le numérique et la recherche <ul style="list-style-type: none"> Investir davantage dans la recherche publique et mieux encadrer la recherche privée - 2% Déployer l'IA pour mieux accompagner les professionnels - 1% Systématiser l'utilisation des outils numériques et de « mon espace santé » - 1%
3%	Adapter le système au vieillissement <ul style="list-style-type: none"> Développer les soins à domicile (aides financières, obligation de réaliser des visites à domicile, etc.) - 1% Accompagner la dépendance et la perte d'autonomie - 1% Anticiper les évolutions démographiques et le vieillissement - 1%
1%	Aucune idée
3%	Autres

Enseignements clés :

- La défense d'un système public et non lucratif est portée par 9% des participants. Ils demandent de renouer avec les valeurs fondatrices, de sortir de la logique de profit ou de réduire l'influence de l'industrie pharmaceutique et des lobbies.
- Les répondants font émerger une multiplicité d'idées : renforcer la volonté politique (4%), renforcer l'autonomie des professionnels (2%), mieux former les professionnels (notamment aux spécificités des femmes) (2%), investir davantage dans la recherche publique (2%), etc.

Vous souhaitez améliorer notre système de santé et de protection sociale :

Vos idées : (1/2)

Thèmes	Sous-thèmes	Citoyen	Professionnel	Total général
Maîtriser les dépenses et lutter contre le gaspillage	Mieux contrôler les fraudes	12%	8%	11%
	Responsabiliser les citoyens et professionnels	7%	7%	7%
	Délivrer des médicaments à l'unité	4%	4%	4%
	Mieux maîtriser les dépenses de santé	4%	3%	4%
	Renforcer les contrôles des arrêts maladie	3%	4%	3%
	Dérembourser les soins et médecines "de confort"(médecine douce, cure thermale, etc..)	2%	1%	2%
	Sensibiliser au prix des soins	1%	1%	1%
	Arrêter le gaspillage des ressources	1%	1%	1%
Renforcer la prévention	Développer la prévention	11%	21%	12%
	Inciter à pratiquer une activité physique	3%	3%	3%
	Lutter contre les pesticides, la pollution et soigner notre environnement	2%	2%	2%
	Mieux communiquer, informer et sensibiliser	2%	2%	2%
	Favoriser une alimentation plus saine	2%	2%	2%
	Améliorer les conditions de travail et prévenir le stress	2%	2%	2%
	Lutter contre les produits nocifs	1%	1%	1%
	Rembourser l'ensemble des soins et médicaments de médecine douce prouvés ou non-prouvés scientifiquement	1%	1%	1%
	Renforcer les contrôles, les dépistages (cancer...) et la vaccination	1%	1%	1%
Garantir l'accès aux soins pour toutes et tous	Renforcer l'accès aux soins pour tous (maison de santé, médecine de ville, rdv facile, etc.)	6%	5%	6%
	Contraindre l'installation et le choix des pratiques des professionnels de santé	6%	4%	6%
	Supprimer les dépassements d'honoraires (secteurs 2 et 3)	4%	4%	4%
	Désengorger les urgences	3%	3%	3%
	Réduire les délais d'attente	1%	2%	1%
	Améliorer le remboursement des soins (dents, optiques, semelles, etc.)	1%	1%	1%
	Réduire les cotisations et le coût pour les travailleurs	0%	0%	0%
Revaloriser les métiers de la santé, du social et du médico-social	Augmenter les effectifs et la formation des professionnels de santé	9%	8%	9%
	Mieux rémunérer les professionnels	3%	8%	3%
	Mieux valoriser les métiers	2%	3%	2%
	Écouter davantage les patients	1%	1%	1%
	Améliorer les conditions de travail des professions du social et médico-social	0%	2%	1%
Réorganiser le système de santé	Simplifier les démarches administratives	4%	6%	4%
	Aller vers le 100% Sécu (supprimer les mutuelles et complémentaires santé)	4%	3%	4%
	Revoir le rôle et la participation des mutuelles	2%	3%	2%
	Améliorer la coordination entre acteurs	1%	2%	1%
	Réorganiser ou supprimer le système des ARS	1%	2%	1%
	Mettre fin au système de médecin traitant et privilégier les équipes traitantes et le transfert de compétences aux autres professi..	1%	0%	1%
	Renforcer la collaboration public / privé	0%	0%	0%
	Surveiller et encadrer l'utilisation de Doctolib	0%		0%

Vous souhaitez améliorer notre système de santé et de protection sociale :

Vos idées : (1/2)

Thèmes	Sous-thèmes	Citoyen	Professionnel	Total général
Réajuster le financement	Taxer les hauts revenus, les pollueurs, les plus riches	4%	3%	4%
	Augmenter les budgets de santé	2%	3%	2%
	Augmenter les financements des hôpitaux publics	2%	2%	2%
	Augmenter les cotisations et impôts et réduire les exonérations	2%	1%	2%
	Faire contribuer l'ensemble de la population	2%	1%	1%
	Augmenter le reste à charge	1%	1%	1%
	Créer une taxe sur le numérique, les robots et l'IA	0%	0%	0%
Revoir le périmètre de la protection sociale	Supprimer l'AME	5%	3%	4%
	Supprimer le tiers-payant, la CMU, le "tout gratuit"	3%	2%	3%
	Réserver la protection sociale aux seuls cotisants	3%	1%	2%
	Réformer le système des retraites (reculer ou abaisser l'âge de départ, suppression âge légal...)	1%	0%	1%
	Privatiser et mettre en place un système par capitalisation	1%	0%	1%
	Légaliser le droit à mourir dans la dignité	0%	0%	0%
	Arrêter les campagnes de vaccination obligatoire	0%	0%	0%
Créer une sécurité sociale alimentaire	0%	0%	0%	
Préserver le caractère public et non lucratif du système	Renouer avec les valeurs fondatrices	3%	2%	3%
	Limiter la privatisation et la financiarisation des services publics	2%	2%	2%
	Sortir de la logique de profit, de bénéfice, de rentabilité	2%	2%	2%
	Réduire les profits et le pouvoir des laboratoires pharmaceutiques (lobbies)	2%	1%	2%
Adapter la prise en charge	Mieux former les professionnels de santé (notamment aux problèmes spécifiques des femmes)	2%	3%	2%
	Améliorer la prise en charge en santé mentale	1%	3%	2%
	Améliorer l'accompagnement et le suivi des patients	1%	2%	2%
	Renforcer l'aide et l'accompagnement des aidants	0%	1%	0%
Améliorer la gouvernance	Renforcer la volonté politique	3%	5%	4%
	Renforcer l'autonomie des professionnels de santé et leur place dans la gouvernance	1%	1%	1%
	Renforcer la démocratie en santé	1%	1%	1%
	Améliorer la transparence du système (mutuelle, budget, etc..)	1%	0%	1%
Développer le numérique et la recherche	Investir davantage dans la recherche publique et mieux encadrer la recherche privée	2%	2%	2%
	Déployer l'IA pour mieux accompagner les professionnels	1%	1%	1%
	Systématiser l'utilisation des outils numériques et de "mon espace santé"	1%	0%	1%
	Favoriser la téléconsultation mais de manière encadrée	0%	1%	0%
Adapter le système au vieillissement	Développer les soins à domicile (aides financières, obligation de réaliser des visites à domicile, etc.)	1%	2%	1%
	Accompagner la dépendance et la perte d'autonomie	1%	1%	1%
	Anticiper les évolutions démographiques et le vieillissement	1%	1%	1%
	Améliorer les conditions de vie en Ehpad et leurs accès	0%	1%	0%
Aucune idée	Aucune idée	0%		0%
Autre	Autre	3%		3%

Vous souhaitez améliorer notre système de santé et de protection sociale :

Vos idées :

Verbatims illustratifs

N°1

(28% des participants)

Lutter contre la fraude, le gaspillage et la maîtrise des dépenses

« Il est urgent de supprimer les abus, mieux contrôler les dépenses, réorganiser ce système : nous avons la chance d'avoir des spécialistes, des hôpitaux, et de pouvoir nous faire soigner en France... ne perdons pas cette richesse. »
 « Ne pas donner systématiquement des boîtes entières de médicament à la pharmacie mais seulement ce dont j'ai besoin par rapport à l'ordonnance. »

N°2

(23% des participants)

Renforcer la prévention dans toutes ses dimensions

« Favoriser très tôt des préventions de dépistage pour limiter les prises en charges lourdes et coûteuses. »
 « Encourager massivement la prévention santé physique et mentale dès le plus jeune âge pour rendre les citoyens acteurs de leur santé [...] »
 « Une meilleure prise en compte, par les pouvoirs publics, des facteurs nuisibles à la santé (sucre, perturbateurs endocriniens, pesticides,.....) »

N°3

(19% des participants)

Garantir l'accès aux soins pour toutes et tous

« Augmenter l'offre médicale et hospitalière pour réduire les délais d'attente de consultations et la prise en charge en soins (interventions chirurgicales par exemple). »
 « Réguler les choix d'installation des professionnels en fonction des besoins identifiés des territoires. »

N°4

(15% des participants)

Revaloriser les métiers de la santé, du social et du médico-social

« Augmenter le salaire des paramédicaux et augmenter leur nombre pour ne plus avoir cette sensation d'être "dépassé" physiquement et psychologiquement ! »
 « Valoriser les métiers indispensables (ASH, AS, IDE, etc.) pour notre système de santé (plus de reconnaissance, revalorisation salariale, prise en compte de la parole). »

Vous souhaitez améliorer notre système de santé et de protection sociale :

Vos idées :

Verbatims pépites

« Plus de coordination entre les différents services d'un hôpital pour diminuer le nombre de déplacements d'un patient. Définir un référent d'un patient qui s'occupe de coordonner le parcours du patient au sein de l'hôpital en prévoyant les rendez-vous pour minimiser le nombre de déplacements et le nombre d'actes médicaux. »

« Permettre aux personnes atteintes de maladie chronique de s'absenter X jours par an sans perte de congés ou salaire pour leur rdv ou traitements médicaux sans passer par un arrêt (ex : les femmes enceintes qui peuvent adapter leurs horaires sans perte de salaire et ont des jours pour leur rdv ou aux parents qui ont des jours enfant-malade). »

« Instituer, sur le modèle de la répartition des pharmacies, une "maison médicale par chef-lieu de canton" proposant suffisamment de généralistes et des spécialistes (cardiologue, kinésithérapeute, gynécologue...) qui pourraient tourner sur plusieurs maisons du secteur. Restituer les médecins se déplaçant à domicile si nécessaire. »

« Créer le métier de coordinateur de suivi de la personne accédant avec autorisation du patient à toutes les données médico-sociales (connaissance médicale ET Social), afin de soulager les aidants et permettre une prise en charge claire et efficace des personnes en perte d'autonomie ou en situation de handicap, invalidité. »

« Rendre obligatoire la centralisation des actes et des prescriptions dans un carnet de santé numérique national, et sa consultation par les professionnels de santé, pour éviter le "butinage" des consultations, sécuriser les délivrances de médicaments par les pharmaciens. En Espagne, que je connais bien, on se présente en pharmacie avec sa carte de sécurité sociale, et le pharmacien accède directement à la prescription faite par le médecin. La France a plus de 10 ans de retard en numérique. »

Nota bene : les verbatims pépites correspondent à des idées rares qui sont **différenciantes par leur forme ou leur contenu**. Ces verbatims se distinguent par plusieurs critères, tels que la longueur, le vocabulaire utilisé, la présence de marqueurs de projection ou d'autorité, ou encore l'usage de verbes d'action.

Vous souhaitez améliorer notre système de santé et de protection sociale :

Un vœu, un espoir pour les générations futures : (1/3)

Thèmes	Sous-thèmes
22%	<p>Renforcer la prévention</p> <ul style="list-style-type: none"> Préserver et respecter l'environnement pour réduire l'impact sur la santé - 7% Développer la prévention - 4% Développer l'éducation à la santé - 4% Favoriser une alimentation plus saine - 3% Lutter contre les pollutions, pesticides, perturbateurs endocriniens - 1% Inciter à pratiquer une activité physique - 1% Communiquer et sensibiliser sur les comportements à risques - 1% Limitier les écrans et réseaux sociaux - 1% Améliorer les conditions de travail et prévenir le stress - 1% Renforcer l'accès et rembourser les médecines douces et alternatives - 1%
18%	<p>Garantir l'accès aux soins pour toutes et tous</p> <ul style="list-style-type: none"> Faciliter et améliorer l'accès aux soins partout, pour toutes et tous - 9% Renforcer l'égalité dans l'accès à la santé - 3% Réduire les délais d'attente - 2% Améliorer le remboursement des soins (dents, optiques, semelles, etc.) - 1% Diminuer les maladies chroniques (telles que les cancers) - 1% Désengorger les urgences - 1% Supprimer les dépassements d'honoraires - 1% Favoriser l'accès aux spécialistes - 1%
16%	<p>Faire vivre les valeurs de la protection sociale (solidarité, égalité, etc.) et recentrer la société sur l'humain</p> <ul style="list-style-type: none"> Renouer avec les valeurs fondatrices : égalité, solidarité, justice sociale - 5% Préserver le lien social et remettre l'humain au cœur de la société - 4% Développer le respect, la bienveillance - 2% Améliorer la prise de conscience de la chance d'avoir ce système - 2% Vivre dans un monde apaisé et serein - 2% Lutter contre l'individualisme, l'égoïsme - 1%

Enseignements clés :

- Le vœu prioritaire porte sur le renforcement de la prévention, exprimé par 22% des participants : ils souhaitent préserver l'environnement (7%), développer la prévention (4%) et l'éducation à la santé (4%).
- La garantie d'un accès aux soins pour toutes et tous représente un vœu important pour 18% des participants. Cette attente se traduit avant tout par le souhait d'un accès facilité partout sur le territoire (9%), ainsi que par un désir d'égalité face à la santé (3%).
- Enfin, 16% des répondants souhaitent faire vivre les valeurs de la protection sociale et recentrer la société sur l'humain (16%). Ils veulent renouer avec les principes de solidarité et de justice sociale (5%) et restaurer le lien social en remettant l'humain au centre de la société (4%).

Vous souhaitez améliorer notre système de santé et de protection sociale :

Un vœu, un espoir pour les générations futures : (2/3)

Thèmes	Sous-thèmes
14%	Préserver le caractère public et non lucratif du système <ul style="list-style-type: none"> Préserver notre système de protection sociale - 10% Limiter la privatisation et la financiarisation des services publics - 3% Réduire les profits et le pouvoir des laboratoires pharmaceutiques (lobbies) - 1%
12%	Maîtriser les dépenses et lutter contre le gaspillage <ul style="list-style-type: none"> Responsabiliser les citoyens et professionnels - 4% Lutter contre les fraudes et renforcer les contrôles - 3% Retrouver un système plus efficace - 2% Mieux gérer l'argent public - 1% Arrêter l'assistanat - 1% Arrêter le gaspillage des ressources - 1% Sensibiliser au prix des soins - 1%
9%	Revaloriser les métiers de la santé, du social et du médico-social <ul style="list-style-type: none"> Augmenter les effectifs et la formation des professionnels de santé - 4% Mieux valoriser les métiers - 2% Mieux rémunérer les professionnels - 1% Écouter davantage les patients - 1% Améliorer les conditions de travail des professionnels - 1%
8%	Réajuster le financement <ul style="list-style-type: none"> Investir dans la recherche - 2% Équilibrer le budget de la protection sociale - 2% Augmenter les budgets de santé - 2% Augmenter les financements des hôpitaux publics - 2% Augmenter les cotisations et impôts et réduire les exonérations - 1% Taxer les hauts revenus, les pollueurs, les plus riches - 1%

Enseignements clés :

- La préservation du caractère public et non lucratif du système arrive en tête des vœux des répondants (limitation de la privatisation et financiarisation des services publics, réduction des profits et lobbies...) (14%).
- La maîtrise des dépenses et la lutte contre le gaspillage est appelée de leurs vœux par 12% des répondants (responsabilité des citoyens et professionnels, lutte contre les fraudes et renforcement des contrôles,...)
- 9% des participants espèrent une revalorisation des métiers, passant surtout par l'augmentation des effectifs et une revalorisation et rémunération.
- 8% réclament un réajustement du financement du modèle, notamment en investissant dans la recherche (2%).

Vous souhaitez améliorer notre système de santé et de protection sociale :

Un vœu, un espoir pour les générations futures : (3/3)

Thèmes	Sous-thèmes
7%	Adapter la prise en charge <ul style="list-style-type: none"> Améliorer l'accompagnement et le suivi des patients - 4% Améliorer l'accès et la prise en charge de la santé mentale - 2% Mieux accompagner et inclure les personnes en situation de handicap - 1%
4%	Réorganiser le système de santé <ul style="list-style-type: none"> Simplifier les démarches administratives - 1% Aller vers le 100% Sécu (supprimer les mutuelles et complémentaires santé) - 1% Renforcer la volonté politique - 1% Revoir le rôle et la participation des mutuelles - 1% Mettre fin au système de médecin traitant et privilégier les équipes traitantes et le transfert de compétences aux autres professions - 1%
3%	Améliorer la prise en charge du vieillissement <ul style="list-style-type: none"> Vivre longtemps en bonne santé - 1% Accompagner la dépendance et la perte d'autonomie - 1%
3%	Je ne sais pas, bon courage <ul style="list-style-type: none"> Retrouver de l'espoir - 1% Je n'ai plus d'espoir - 1% Bon courage, bonne chance - 1%
2%	Revoir le périmètre de la protection sociale <ul style="list-style-type: none"> Arrêter de rembourser les soins pour les non-résidents, non-français – 1%
3%	Autres

Comparaison :

- Les répondants du secteur social sont plus nombreux à faire le vœu de l'accès aux soins pour tous (14% vs 10% en moyenne) et à vouloir renouer avec les valeurs fondatrices (10% vs 5%)
- Les Français de l'étranger expriment de plus fortes attentes de lien social et de retour à l'humain dans leur expérience du système de santé.

Vous souhaitez améliorer notre système de santé et de protection sociale :

Un vœu, un espoir pour les générations futures (1/2)

Thèmes	Sous-thèmes	Citoyen	Professionnel	Total général
Renforcer la prévention	Développer la prévention	11%	21%	12%
	Favoriser une alimentation plus saine	2%	2%	2%
	Inciter à pratiquer une activité physique	3%	3%	3%
	Améliorer les conditions de travail et prévenir le stress	2%	2%	2%
	Renforcer les contrôles, les dépistages (cancer...) et la vaccination	1%	1%	1%
	Lutter contre les produits nocifs	1%	1%	1%
	Lutter contre les pesticides, la pollution et soigner notre environnement	2%	2%	2%
	Mieux communiquer, informer et sensibiliser	2%	2%	2%
	Rembourser l'ensemble des soins et médicaments de médecine douce prouvés ou non-prouvés scientifiquement	1%	1%	1%
Garantir l'accès aux soins pour toutes et tous	Réduire les délais d'attente	1%	2%	1%
	Améliorer le remboursement des soins (dents, optiques, semelles, etc.)	1%	1%	1%
	Désengorger les urgences	3%	3%	3%
	Contraindre l'installation et le choix des pratiques des professionnels de santé	6%	4%	6%
	Renforcer l'accès aux soins pour tous (maison de santé, médecine de ville, rdv facile, etc.)	6%	5%	6%
	Supprimer les dépassements d'honoraires (secteurs 2 et 3)	4%	4%	4%
	Réduire les cotisations et le coût pour les travailleurs	0%	0%	0%
Préserver le caractère public et non lucratif du système	Limiter la privatisation et la financiarisation des services publics	2%	2%	2%
	Réduire les profits et le pouvoir des laboratoires pharmaceutiques (lobbies)	2%	1%	2%
	Renouer avec les valeurs fondatrices	3%	2%	3%
	Sortir de la logique de profit, de bénéfice, de rentabilité	2%	2%	2%
Maîtriser les dépenses et lutter contre le gaspillage	Responsabiliser les citoyens et professionnels	7%	7%	7%
	Arrêter le gaspillage des ressources	1%	1%	1%
	Sensibiliser au prix des soins	1%	1%	1%
	Dérembourser les soins et médecines "de confort"(médecine douce, cure thermale, etc..)	2%	1%	2%
	Mieux contrôler les fraudes	12%	8%	11%
	Délivrer des médicaments à l'unité	4%	4%	4%
	Mieux maîtriser les dépenses de santé	4%	3%	4%
	Renforcer les contrôles des arrêts maladie	3%	4%	3%
Revaloriser les métiers de la santé, du social et du médico-social	Augmenter les effectifs et la formation des professionnels de santé	9%	8%	9%
	Mieux valoriser les métiers	2%	3%	2%
	Mieux rémunérer les professionnels	3%	8%	3%
	Écouter davantage les patients	1%	1%	1%
	Améliorer les conditions de travail des professions du social et médico-social	0%	2%	1%

Vous souhaitez améliorer notre système de santé et de protection sociale :

Un vœu, un espoir pour les générations futures (2/2)

Thèmes	Sous-thèmes			
Réajuster le financement	Augmenter les budgets de santé	2%	3%	2%
	Augmenter les financements des hôpitaux publics	2%	2%	2%
	Taxer les hauts revenus, les pollueurs, les plus riches	4%	3%	4%
	Augmenter les cotisations et impôts et réduire les exonérations	2%	1%	2%
	Faire contribuer l'ensemble de la population	2%	1%	1%
	Augmenter le reste à charge	1%	1%	1%
	Créer une taxe sur le numérique, les robots et l'IA	0%	0%	0%
Adapter la prise en charge	Améliorer l'accompagnement et le suivi des patients	1%	2%	2%
	Mieux former les professionnels de santé (notamment aux problèmes spécifiques des femmes)	2%	3%	2%
	Améliorer la prise en charge en santé mentale	1%	3%	2%
	Renforcer l'aide et l'accompagnement des aidants	0%	1%	0%
Réorganiser le système de santé	Simplifier les démarches administratives	4%	6%	4%
	Aller vers le 100% Sécu (supprimer les mutuelles et complémentaires santé)	4%	3%	4%
	Améliorer la coordination entre acteurs	1%	2%	1%
	Mettre fin au système de médecin traitant et privilégier les équipes traitantes et le transfert de compétences aux autres professi..	1%	0%	1%
	Revoir le rôle et la participation des mutuelles	2%	3%	2%
	Réorganiser ou supprimer le système des ARS	1%	2%	1%
	Renforcer la collaboration public / privé	0%	0%	0%
	Surveiller et encadrer l'utilisation de Doctolib	0%		0%
Revoir le périmètre de la protection sociale	Légaliser le droit à mourir dans la dignité	0%	0%	0%
	Supprimer le tiers-payant, la CMU, le "tout gratuit"	3%	2%	3%
	Privatiser et mettre en place un système par capitalisation	1%	0%	1%
	Supprimer l'AME	5%	3%	4%
	Réserver la protection sociale aux seuls cotisants	3%	1%	2%
	Réformer le système des retraites (reculer ou abaisser l'âge de départ, suppression âge légal...)	1%	0%	1%
	Arrêter les campagnes de vaccination obligatoire	0%	0%	0%
	Créer une sécurité sociale alimentaire	0%	0%	0%
Améliorer la gouvernance	Renforcer la volonté politique	3%	5%	4%
	Renforcer l'autonomie des professionnels de santé et leur place dans la gouvernance	1%	1%	1%
	Renforcer la démocratie en santé	1%	1%	1%
	Améliorer la transparence du système (mutuelle, budget, etc..)	1%	0%	1%

Vous souhaitez améliorer notre système de santé et de protection sociale :

Un vœu, un espoir pour les générations futures

Verbatims illustratifs

N°1

(28% des participants)

Renforcer la prévention

« J'aimerais que davantage de prévention santé soit mise en place au travail, à l'école et dans la vie quotidienne, afin d'éviter l'apparition des maladies, aussi bien à l'échelle individuelle que collective, grâce à des actions visant à préserver la santé des populations. »

« Un environnement plus sain pour une amélioration du bien être et de la santé des êtres humains. »

N°2

(23% des participants)

Garantir l'accès aux soins pour toutes et tous

« Une uniformité de la prise en charge médical sur l'ensemble du territoire. Renforcer l'attractivité des zones blanches pour faciliter l'accès aux soins dans ces zones. »

« Une égalité d'accès à la santé comme le prévoyaient les fondateurs de la sécurité sociale en 1945. »

« L'accès aux soins pour chacun peu importe où l'on soit en France (DOM et TOM compris). »

N°3

(19% des participants)

Faire vivre les valeurs de la protection sociale et recentrer la société sur l'humain

« Maintenir un régime solidaire. On cotise en fonction de ce qu'on a et on bénéficie en fonction de ce dont on a besoin. »

« Qu'il y ait beaucoup plus d'humanité, beaucoup plus d'empathie envers les patients et envers l'ensemble du personnel soignant. »

N°4

(15% des participants)

Préserver le caractère public et non lucratif du système

« Que la santé ne soit plus une marchandise liée à une forme de profit, que la recherche soit tournée en faveur de l'humain et plus avec une visée mercantile. »

Maintenir et améliorer notre système de santé et de protection sociale qui demeure, avec ses défauts et insuffisances un des meilleurs du monde. »

Vous souhaitez améliorer notre système de santé et de protection sociale : Un vœu, un espoir pour les générations futures

Verbatims pépites

« Que les robots règlent des taxes et des CSG et autres comme les humains, 1 robot [doit être] pour l'entreprise une charge financière à l'identique qu'un humain, afin de trouver un équilibre à l'ensemble de notre système. Le seul souci en serait la cohérence de production avec les autres régions du monde, mais devons les prendre pour exemple ? »

« Revoir le système scolaire pour éduquer les enfants au grand air, en étant moins assis, avec moins de devoirs à la maison et plus près de la nature. Que les activités artistiques, de plein air et sportives soient en dehors de l'école mais obligatoires, sous forme d'ateliers tournants au départ et possibilité de se spécialiser ensuite. Que les activités physiques soient prises en charges pour tous, y compris les adultes et obligatoires, afin de baisser les taux de maladies civilisationnelles, les cancers et les maladies mentales. »

« Simplifier les accès aux études médicales : une faculté de médecine, une de pharmacie, une d'odontologie, une école de sage-femme, une école de kiné et ne plus mélanger les concours . Des cours oraux par des enseignants qui enseignent . Arrêt des DVD déshumanisants. N'ouvrir les domaines de la Santé qu'aux individus motivés avec 3 mois d'été en première et post bac en Ephad ou autre pour pouvoir postuler une candidature dans une faculté de soignant. »

« Un système universel de santé de prévoyance de perte d' autonomie et de retraite déconnecté d' une approche commerciale mais mutualisant les ressources permettant à tous quel que soit son niveau de revenu de pouvoir en bénéficier. »

« Une sécurité sociale du 21ème siècle mettant en sécurité les citoyens tant sur la santé, que sur le logement, l'alimentation et avec un financement reposant sur les cotisations sociales et sur des revenus du capital. Sécurité sociale du 21ème portée dans le cadre d'une démocratie sociale et en aucun cas par des IP ou des assurances. »

Nota bene : les verbatims pépites correspondent à des idées rares qui sont **différenciantes par leur forme ou leur contenu**. Ces verbatims se distinguent par plusieurs critères, tels que la longueur, le vocabulaire utilisé, la présence de marqueurs de projection ou d'autorité, ou encore l'usage de verbes d'action.

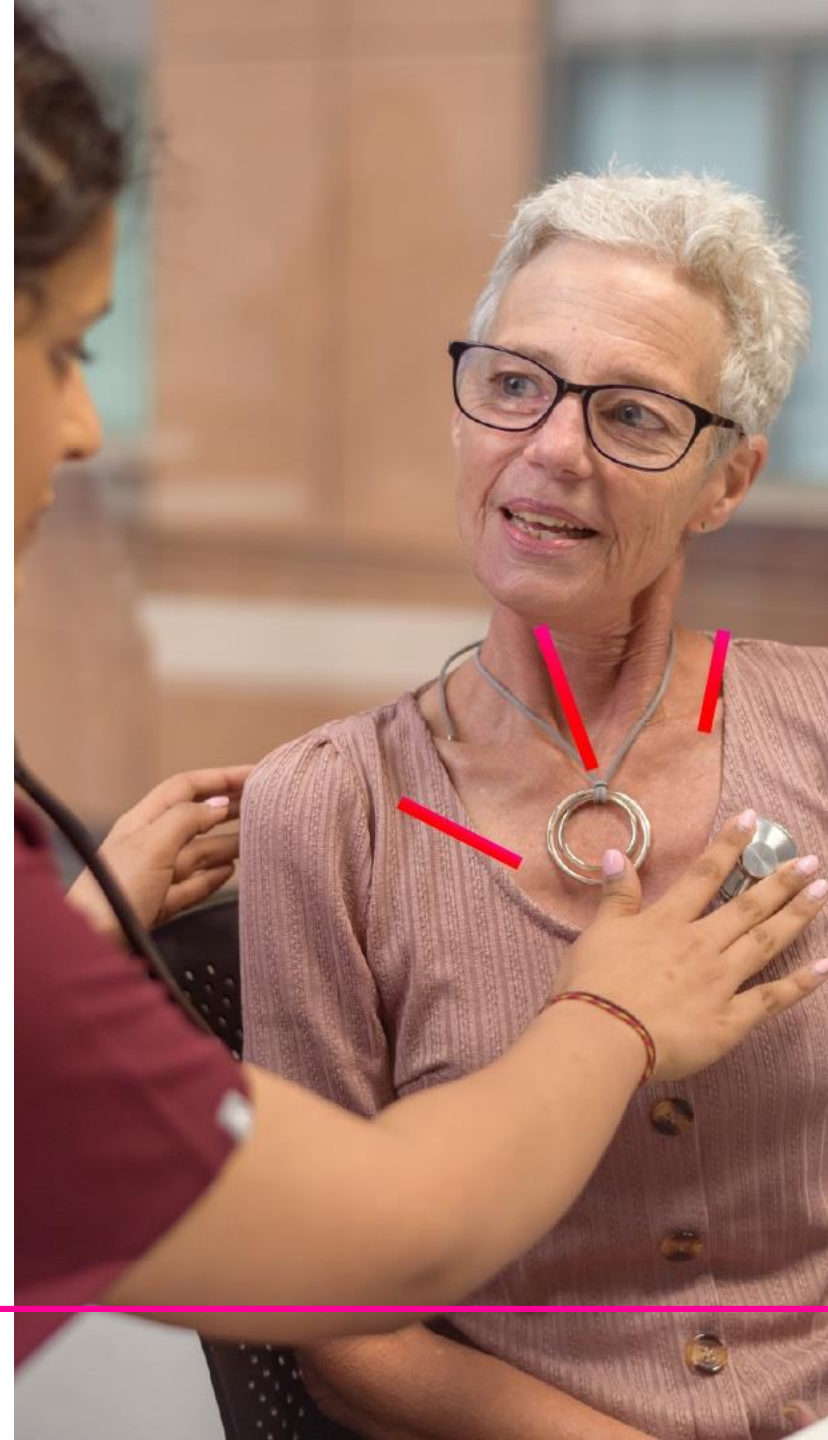
L'analyse comparative selon les profils de répondants

Focus sur les jeunes et les outre-mer

**États Généraux
de la Santé
et de la Protection
Sociale**



sur placedelasante.fr



Focus sur les jeunes et les outre-mer

Comparaison des résultats selon la typologie des répondants

États Généraux
de la Santé
et de la Protection
Sociale



sur placedelasante.fr



Focus sur les répondants jeunes (15-29 ans)

1. Une vision de la solidarité plus proactive que celle de leurs aînés :

37%

des 15-29 ans accepteraient de **cotiser davantage pour une meilleure protection** (contre 22% chez les 65-79 ans)

41%

d'entre-eux préfèrent **l'augmentation des financements plutôt que la maîtrise des dépenses** (contre 26% en moyenne)

Top 5 des priorités à adresser aux pouvoirs publics

- 1 L'accès à des soins de qualité pour tous
- 2 La réduction des délais d'attente
- 3 La prise en compte de la santé mentale
- 4 L'attractivité des métiers du sanitaire, médico-social et social
- 5 La réduction du déficit de la Sécurité sociale

*Parce qu'elle [la protection sociale] représente des **valeurs de solidarité, de proximité et d'universalité** qui sont essentielle pour **lutter contre les inégalités** (citoyen de 15 à 29 ans)*

Focus sur les répondants jeunes (15-29 ans)

2. La santé mentale : le marqueur générationnel

3^e

priorité nationale pour les 15-29 ans, loin devant les préoccupations liées au déficit - à contrario de leurs aînés

Top 5 des actions pour mieux prendre en compte la santé mentale

- 1 Rembourser les soins en santé mentale
- 2 Faciliter l'accès aux spécialistes en santé mentale
- 3 Lutter contre la stigmatisation des maladies psychiques
- 4 Améliorer la prise en charge en santé mentale
- 5 Améliorer l'information et la prévention en santé mentale

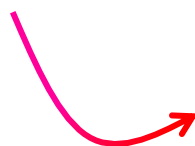
C'est le point de rupture le plus net avec les autres catégories d'âge. Pour les jeunes, la santé mentale est une priorité centrale

"Un meilleur accompagnement global, tout au long de ma vie (à l'école, puis par les conseillers d'insertion, par les différentes institutions, ne pas avoir peur de vivre à la rue) : avoir confiance en les institutions et en l'avenir" (citoyenne de 15 à 29 ans)

Êtes-vous attaché à notre modèle de protection sociale ?

Échelle de 1 (pas attaché du tout) à 4 (fortement attaché)

	15 à 29 ans	30 à 44 ans	45 à 64 ans	65 à 79 ans	80 ans et plus	Total général
1	6%	5%	3%	1%	1%	2%
2	9%	8%	5%	4%	4%	5%
3	35%	28%	28%	30%	35%	30%
4	51%	59%	65%	65%	60%	63%



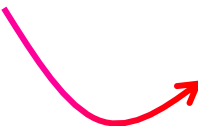
		15 à 29 ans	30 à 44 ans	45 à 64 ans	65 à 79 ans	80 ans et plus	Total général
Elle protège tout le monde sans condition	La garantie pour tous de se faire soigner	18%	21%	18%	16%	13%	17%
	Une protection tout au long de la vie, pour faire face aux aléas	12%	13%	12%	11%	14%	12%
	Une protection universelle	8%	6%	6%	6%	6%	6%
Elle transpose des valeurs fondamentales	Le principe de solidarité	16%	20%	23%	21%	17%	21%
	Le principe d'égalité	9%	9%	8%	9%	8%	9%
	Les valeurs de notre république	4%	4%	2%	2%	1%	2%
	Le principe d'équité	3%	3%	3%	2%	1%	3%
Elle repose sur un fonctionnement unique	Le principe de fraternité	1%	1%	0%	0%	0%	0%
	La fierté d'un modèle unique au monde et de grande qualité	15%	12%	10%	10%	10%	10%
	La qualité du système et de la prise en charge	4%	6%	7%	8%	12%	8%
	Le faible reste à charge et la gratuité des soins	10%	7%	6%	5%	5%	6%
	La mutualisation des coûts pour répondre aux besoins de chacun	6%	5%	6%	6%	4%	6%
Elle est un socle de notre vivre-ensemble	L'histoire sociale dont elle est issue	2%	2%	1%	1%	2%	2%
	La mixité du modèle (public - privé, sécurité sociale - mutuelles)	0%	0%	0%	0%	1%	0%
	La justice sociale et l'atténuation des inégalités sociales	9%	5%	3%	3%	3%	4%
Mais elle fait face à de plus en plus de difficultés	Un levier et une preuve de cohésion sociale et de vivre-ensemble	5%	4%	3%	3%	2%	3%
	La solidarité intergénérationnelle	1%	1%	3%	3%	2%	2%
	L'abus du système et l'assistanat	2%	2%	2%	2%	3%	2%
	La dégradation de la prise en charge (accompagnement, remboursement, ...)	2%	1%	1%	1%	1%	1%
	La privatisation et la financiarisation du modèle	1%	1%	1%	1%	0%	1%
	Le vieillissement d'un modèle qui a besoin de se renouveler	1%	1%	1%	1%	1%	1%
	La fraude	0%	1%	1%	1%	1%	1%
L'augmentation des déserts médicaux		0%	0%	0%	0%	0%	
Autre	Le manque d'attractivité des professions de santé et de l'accompagnement...		0%	0%	0%	0%	0%
	NULL		0%	0%	0%	0%	0%

Pour améliorer le système de santé et de protection sociale, quelles devraient être les 3 priorités immédiates des pouvoirs publics ?

	15 à 29 ans	30 à 44 ans	45 à 64 ans	65 à 79 ans	80 ans et plus	Total général
La réduction des délais d'attente pour une consultation ou une intervention	52%	54%	54%	52%	52%	53%
L'accès à des soins de qualité pour toutes et tous	59%	54%	50%	50%	46%	50%
La réduction du déficit de la Sécurité sociale	22%	20%	27%	33%	41%	30%
L'attractivité des métiers des secteurs social, médico-social et de la santé	31%	35%	29%	25%	22%	27%
Le développement de la prévention et de la promotion en santé	21%	22%	22%	24%	22%	23%
La réduction des restes à charge des patients	19%	20%	20%	20%	17%	20%
L'investissement dans la recherche et dans l'innovation en santé	19%	15%	16%	20%	23%	18%
La prise en compte de la santé mentale	33%	26%	16%	11%	9%	15%
Le rétablissement des gardes obligatoires des professionnels de santé et de l'accompagnement	7%	11%	18%	21%	23%	19%
L'amélioration de la qualité de l'accompagnement au soutien à la perte d'autonomie	8%	9%	16%	16%	19%	15%
La réduction des impacts environnementaux sur la santé	13%	13%	12%	13%	9%	12%
Autre	7%	10%	9%	6%	6%	8%

À votre avis, faut-il :

	15 à 29 ans	30 à 44 ans	45 à 64 ans	65 à 79 ans	80 ans et plus	Total général
Mieux maîtriser les dépenses, en rendant le système plus efficient	59%	62%	74%	77%	83%	74%
Trouver de nouveaux moyens de financement, en augmentant les ressources	41%	38%	26%	23%	17%	26%



Personnellement, préféreriez-vous :

	15 à 29 ans	30 à 44 ans	45 à 64 ans	65 à 79 ans	80 ans et plus	Total général
Ne pas cotiser plus mais garder le même niveau de protection	43%	57%	69%	73%	73%	68%
Cotiser plus pour augmenter le niveau de protection	37%	34%	25%	22%	21%	25%
Cotiser moins, quitte à avoir un niveau plus faible de protection	8%	8%	5%	4%	4%	5%
Je ne cotise pas / je ne suis pas concerné	13%	2%	1%	1%	1%	2%

Quelles doivent être les 3 priorités pour augmenter les financements de santé ?

	15 à 29 ans	30 à 44 ans	45 à 64 ans	65 à 79 ans	80 ans et plus	Total général
Augmenter les pénalités financières en cas de fraude	55%	60%	70%	73%	78%	70%
Augmenter le budget de la santé plutôt que celui d'autres politiques publiques	64%	61%	49%	43%	41%	48%
Augmenter la taxation des profits en santé	28%	42%	44%	44%	35%	43%
Réduire les exonérations de cotisations sociales	24%	29%	39%	50%	51%	43%
Renforcer les taxes environnementales et comportementales	28%	25%	21%	19%	16%	21%
Augmenter les cotisations patronales	28%	21%	17%	14%	11%	16%
Relever certains impôts ou contributions existantes (ex. TVA)	11%	8%	9%	11%	14%	10%
Augmenter le reste à charge des assurés sociaux	9%	10%	10%	11%	12%	10%
Augmenter les cotisations sociales salariées	6%	4%	3%	3%	4%	3%
Augmenter la taxation des contrats de complémentaires santé et prévoyance	4%	5%	2%	2%	2%	2%

Selon vous, que faudrait-il faire pour mieux prendre soin de la santé mentale ?

		15 à 29 ans	30 à 44 ans	45 à 64 ans	65 à 79 ans	80 ans et plus	Total général
L'accès au soin et qualité de la prise en charge	Améliorer la prise en charge ..	14%	12%	9%	8%	6%	9%
	Faciliter l'accès aux spécialis..	17%	10%	7%	5%	4%	7%
	Augmenter le nombre de spé..	6%	8%	9%	9%	7%	9%
	Rembourser les soins en san..	18%	14%	5%	3%	1%	5%
	Former davantage les soigna..	5%	6%	5%	5%	3%	5%
	Augmenter le nombre de str..	3%	3%	5%	6%	4%	5%
	Développer une vraie politi..	6%	5%	5%	4%	3%	4%
	Accompagner les aidants	1%	1%	1%	2%	2%	1%
	Développer la recherche méd..	1%	1%	1%	1%	2%	1%
	Renforcer l'écoute et le temp..	1%	1%	1%	1%	1%	1%
La prévention, sensibilisation & lutte contre la stigmatisation	Améliorer l'information et la ..	13%	11%	8%	7%	8%	8%
	Lutter contre la stigmatisati..	15%	11%	6%	4%	2%	6%
	Sensibiliser dès le plus jeune..	10%	8%	7%	5%	5%	6%
	Développer la prévention au..	8%	6%	5%	5%	5%	5%
	Améliorer la détection des tr..	3%	4%	6%	7%	7%	6%

Les modes de vie & bien-être individuel	limiter l'accès aux écrans et ..	5%	6%	6%	6%	7%	6%
	Promouvoir une qualité de vi..	5%	6%	4%	3%	3%	4%
	Réduire la charge mentale et..	2%	4%	5%	4%	4%	4%
	Encourager le lien social	4%	3%	4%	4%	4%	4%
	Promouvoir l'activité physiq..	4%	4%	4%	3%	3%	3%
	Lutter contre l'isolement	1%	1%	2%	3%	4%	2%
	Apprendre à prendre soin de ..	2%	2%	2%	2%	2%	2%
	Lutter contre les addictions (..	1%	1%	1%	2%	3%	2%
	Promouvoir la méditation et ..		1%	1%	0%	0%	1%
	Les facteurs sociaux	Développer les espaces d'éco..	6%	5%	6%	5%	4%
Maintenir un climat social et ..		5%	6%	5%	4%	4%	5%
Remettre l'humain au coeur ..		1%	3%	3%	2%	1%	2%
Protéger les enfants du harc..		1%	1%	1%	0%	0%	1%
La santé mentale dans le milieu professionnel	Améliorer les conditions de t..	8%	11%	7%	3%	2%	5%
	Former des citoyens et des c..	2%	3%	2%	1%	0%	1%
	Renforcer l'intervention de l..	0%	1%	1%	0%	0%	1%
Absence de proposition / Sans avis	Absence d'opinion / Je ne sai..	1%	2%	3%	5%	9%	4%
	Oui	1%	0%	1%	1%	1%	1%
	Absence de proposition / San..	0%	0%	0%	0%	0%	0%

Focus Outre-mer

1. Un attachement au modèle de protection sociale nuancée, mais une volonté plus forte d'augmenter les budgets dédiés à la santé

85%

des répondants d'Outre-mer **se disent « attachés » ou « fortement attachés »** à notre modèle de protection sociale (vs 93% pour l'ensemble des répondants à la consultation) et **13% se disent « peu attachés »** contre 6% en moyenne

Donner plus de moyens financiers, humains, matériels pour développer les recrutements dans le milieu de la santé, afin de développer un service de qualité pour la santé et ainsi réduire le délai d'attente (citoyenne, Guadeloupe)

32%

des répondants d'Outre-mer préfèrent **l'augmentation des financements plutôt que la maîtrise des dépenses** (contre 26% en moyenne)

Top 3 des leviers de financements :

- 1 Augmenter le budget de la santé (68% des répondants d'Outre-mer vs 48% en moyenne)
- 2 Augmenter les pénalités en cas de fraude (58% vs 70%)
- 3 Augmenter la taxation des profits en santé (31% vs 43%)

Focus Outre-mer

2. Une vraie sensibilité à la prévention, la santé mentale et à l'impact de l'environnement

56%

des répondants d'Outre-mer **estiment que l'impact de l'environnement sur la santé est « très fort »** (contre 40% en Hexagone)

11%

des répondants d'Outre-mer proposent de **lutter contre la stigmatisation et de lever le tabou pour améliorer la santé mentale** (contre 6% en Hexagone)

34%

des répondants d'Outre-mer **demandent à mieux prévenir les maladies liées au climat**

30%

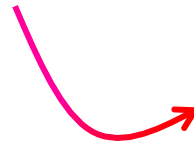
des répondants d'Outre-mer placent le **développement de la prévention dans le top 3** des priorités à adresser aux pouvoirs publics (contre 23% en Hexagone)

Les répondants d'Outre-mer ont une vision globale des impacts de l'environnement sur la santé

Êtes-vous attaché à notre modèle de protection sociale ?

Échelle de 1 (pas attaché du tout) à 4 (fortement attaché)

	Régions d'Hexagone	Régions et collectivités d'outre-mer (DROM-COM)	Total général
1	2%	3%	2%
2	5%	13%	5%
3	29%	41%	30%
4	63%	44%	63%



		Régions d'Hexagone	Régions et collectivités d'outre-mer (DROM-COM)	Total général
Elle transpose des valeurs fondamentales.	Le principe de solidarité	21%	25%	21%
	Le principe d'égalité	9%	7%	9%
	Le principe d'équité	3%	3%	3%
	Les valeurs de notre république	2%	3%	2%
	Le principe de fraternité	0%	1%	0%
Elle repose sur un fonctionnement.	La fierté d'un modèle unique au monde et de grande qualité	10%	14%	10%
	Le faible reste à charge et la gratuité des soins	5%	13%	5%
	La qualité du système et de la prise en charge	8%	7%	8%
	La mutualisation des coûts pour répondre aux besoins de chacun	6%	5%	6%
	L'histoire sociale dont elle est issue	2%	1%	2%
	La mixité du modèle (public - privé, sécurité sociale - mutuelles)	0%		0%
Elle protège tout le monde sans condition	La garantie pour tous de se faire soigner	17%	15%	17%
	Une protection tout au long de la vie, pour faire face aux aléas	12%	7%	12%
	Une protection universelle	6%	3%	6%
Elle est un socle de notre vivre-ensemble	La justice sociale et l'atténuation des inégalités sociales	4%	3%	4%
	Un levier et une preuve de cohésion sociale et de vivre-ensemble	3%	3%	3%
	La solidarité intergénérationnelle	2%	1%	2%
Mais elle fait face à de plus en plus de difficultés	La dégradation de la prise en charge (accompagnement, remboursement, etc.)	1%	3%	1%
	L'abus du système et l'assistanat	2%	1%	2%
	La fraude	1%	1%	1%
	La privatisation et la financiarisation du modèle	1%		1%
	Le vieillissement d'un modèle qui a besoin de se renouveler	1%		1%
	L'augmentation des déserts médicaux	0%	1%	0%
	Le manque d'attractivité des professions de santé et de l'accompagnement	0%		0%
	Autre	NULL	0%	

Pour améliorer le système de santé et de protection sociale, quelles devraient être les 3 priorités immédiates des pouvoirs publics ?

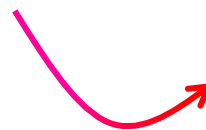
	Régions d'Hexagone	Régions et collectivités d'outre-mer (DROM-COM)	Total général
La réduction des délais d'attente pour une consultation ou une intervention	53%	57%	53%
L'accès à des soins de qualité pour toutes et tous	50%	55%	50%
L'attractivité des métiers des secteurs social, médico-social et de la santé	27%	25%	27%
La réduction du déficit de la Sécurité sociale	30%	17%	30%
Le développement de la prévention et de la promotion en santé	23%	30%	23%
La réduction des restes à charge des patients	20%	22%	20%
La prise en compte de la santé mentale	15%	22%	15%
L'amélioration de la qualité de l'accompagnement au soutien à la perte d'autonomie	15%	18%	15%
L'investissement dans la recherche et dans l'innovation en santé	18%	12%	18%
Le rétablissement des gardes obligatoires des professionnels de santé et de l'accompagnement	19%	11%	19%
La réduction des impacts environnementaux sur la santé	12%	12%	12%
Autre	8%	6%	8%

À votre avis, faut-il :

	Régions d'Hexagone	Régions et collectivités d'outre-mer (DROM-COM)	Total général
Mieux maîtriser les dépenses, en rendant le système plus efficient	74%	68%	74%
Trouver de nouveaux moyens de financement, en augmentant les ressources	26%	32%	26%

Quelles doivent être les 3 priorités pour augmenter les financements de santé ?

	Régions d'Hexagone	Régions et collectivités d'outre-mer (DROM-COM)	Total général
Augmenter les pénalités financières en cas de fraude	70%	58%	70%
Augmenter le budget de la santé plutôt que celui d'autres politiques publiques	47%	68%	48%
Augmenter la taxation des profits en santé	43%	31%	43%
Réduire les exonérations de cotisations sociales	43%	28%	43%
Renforcer les taxes environnementales et comportementales	20%	27%	21%
Augmenter les cotisations patronales	16%	18%	16%
Relever certains impôts ou contributions existantes (ex. TVA)	10%	10%	10%
Augmenter le reste à charge des assurés sociaux	10%	6%	10%
Augmenter la taxation des contrats de complémentaires santé et prévoyance	2%	5%	2%
Augmenter les cotisations sociales salariées	3%	2%	3%



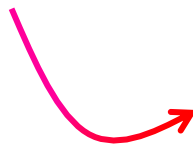
À votre avis... quel est l'impact de l'environnement sur la santé ?

Échelle de 1 (très faible) à 4 (très fort)

	Régions d'Hexagone	Régions et collectivités d'outre-mer (DROM-COM)	Total général
1	2%		2%
2	11%	11%	11%
3	46%	33%	46%
4	40%	56%	40%

Selon vous, quelles devraient être les 3 actions prioritaires des pouvoirs publics pour mieux protéger la santé de ces menaces ?

	Régions d'Hexagone	Régions et collectivités d'outre-mer (DROM-COM)	Total général
Réduire l'exposition aux pesticides, perturbateurs endocriniens et produits chimiques du quotidien	72%	59%	72%
Mieux contrôler la qualité de l'eau et des sols	44%	54%	44%
Renforcer la surveillance et la prévention des maladies liées à la pollution de l'air (ex. particules fines, trafic routier, chauffage, etc.)	31%	27%	31%
Développer la recherche sur les liens entre environnement et santé	30%	26%	30%
Renforcer la qualité des logements (isolation, humidité, chauffage propre, aération)	28%	20%	28%
Renforcer la prévention des risques professionnels liés à des expositions toxiques ou physiques	28%	19%	28%
Mieux prévenir et gérer les maladies liées au climat (allergies, maladies comme la dengue, le paludisme, etc.)	18%	34%	18%
Sensibiliser et former les professionnels de santé à la santé environnementale pour repérer et informer les patients	16%	25%	16%
Adapter le système de santé aux vagues de chaleurs et événements extrêmes (protocoles d'urgence, plan canicule, espaces rafraîchis dans les hôpitaux, etc.)	17%	16%	17%



Selon vous, que faudrait-il faire pour mieux prendre soin de la santé mentale ?

		Régions d'Hexagone	Régions et collectivités d'outre-mer (DROM-COM)	Total général					
L'accès au soin et qualité de la prise en charge	Améliorer la prise en charge et l'accompagnement des troubles psychiques	9%	8%	9%	Les modes de vie & bien-être individuel	limiter l'accès aux écrans et aux réseaux sociaux	6%	4%	6%
	Augmenter le nombre de spécialistes (psychologues, psychiatres, etc.)	9%	5%	9%		Promouvoir l'activité physique	3%	8%	3%
	Faciliter l'accès aux spécialistes de la santé mentale	7%	6%	7%		Encourager le lien social	4%	5%	4%
	Rembourser les soins en santé mentale (psychologues, psychothérapie, etc.)	5%	4%	5%		Promouvoir une qualité de vie saine et équilibré (hygiène, temps pour soi, etc.)	4%	4%	4%
	Augmenter le nombre de structures et les capacités d'accueil	5%	4%	5%		Réduire la charge mentale et le stress	4%	2%	4%
	Développer une vraie politique de la santé mentale et y allouer davantage de moyens financiers (grande cause nationale, mon soutienpsy)	4%	3%	4%		Lutter contre l'isolement	2%	2%	2%
	Former davantage les soignants à la santé mentale	5%	2%	5%		Apprendre à prendre soin de soi et des autres	2%	3%	2%
	Accompagner les aidants	1%	4%	1%		Lutter contre les addictions (drogue et alcool)	2%	1%	2%
	Renforcer l'écoute et le temps alloué par le médecin traitant à la santé mentale de ses patients	1%	2%	1%		Promouvoir la méditation et pratiques de bien-être	1%	1%	1%
	Développer la recherche médicale	1%	1%	1%		Les facteurs sociaux	Développer les espaces d'écoute et renforcer l'écoute interpersonnelle	5%	6%
La prévention, sensibilisation & lutte contre la stigmatisation	Améliorer l'information et la sensibilisation du public	8%	12%	8%	Maintenir un climat social et économique sain		5%	3%	5%
	Lutter contre la stigmatisation et lever le tabou autour de la santé mentale en en parlant davantage	6%	11%	6%	Remettre l'humain au coeur de la société		2%	3%	2%
	Sensibiliser dès le plus jeune âge (à l'école)	6%	8%	6%	Protéger les enfants du harcèlement		1%	0%	1%
	Améliorer la détection des troubles de santé mentale	6%	8%	6%	La santé mentale dans le milieu professionnel	Améliorer les conditions de travail	5%	7%	6%
	Développer la prévention autour de la santé mentale	5%	8%	5%		Former des citoyens et des collaborateurs dans les entreprises	1%	1%	1%
				Renforcer l'intervention de la médecine du travail		1%	0%	1%	

Le narratif des enseignements

États Généraux
de la Santé
et de la Protection
Sociale



sur placedelasante.fr



Le narratif des enseignements

Analyse narrative des contributions

Certaines questions invitaient les répondants à **partager des expériences vécues**. Ces contributions, **riches et souvent détaillées**, témoignent d'un **fort engagement des répondants**, qui ont pris le temps de partager des situations **concrètes, chargées d'émotions et de vécu**. Pour en restituer toute la profondeur, une **analyse narrative** a été menée en **complément de l'analyse sémantique**. Elle permet de proposer une lecture plus incarnée du système, de valoriser l'engagement des répondants et de mettre en lumière les expériences vécues au-delà des catégories.



Une lecture incarnée du système



Une valorisation du temps et de l'engagement des répondants



Une mise en lumière des expériences vécues

Questions concernées :

- Racontez-nous un moment... Où vous vous êtes senti soutenu pour vous faire soigner ou être accompagné (citoyens)
- Racontez-nous un moment... Où vous avez rencontré des difficultés pour vous faire soigner ou être accompagné (citoyens)
- Un vœu, un espoir pour les générations futures (citoyens et professionnels)

La méthode d'analyse :

L'analyse narrative a été réalisée à l'aide d'une **IA générative**, permettant **d'agréger les témoignages** et d'identifier des **récits types**, tout en conservant les mots, les tonalités et les émotions exprimées. Ce travail a été relus, ajusté et validé par une **analyse humaine**.

Toutefois, cette analyse a des limites méthodologiques : elle est **non pondérée**, c'est-à-dire qu'elle ne permet pas de distinguer les **tendances majoritaires des signaux faibles**. Le recours à l'IA peut également entraîner un **lissage des nuances**. Enfin, les contributions longues reposent sur une démarche volontaire des répondants, l'analyse ne prend donc pas en compte la globalité du corpus de réponses.

La protection sociale et le système de santé et d'accompagnement – **une protection pour tous**

Le médecin traitant : un pilier de confiance et de coordination

Pour une grande majorité des participants, le médecin généraliste reste la figure centrale du système de santé, incarnant la proximité et la continuité des soins. Ils louent sa capacité à écouter, à rassurer et à orienter efficacement dans le parcours de santé. C'est souvent grâce à lui que les diagnostics sont posés rapidement et que les situations stressantes sont apaisées. Un participant résume ce sentiment partagé en affirmant : *"Je me sens soutenu par mon médecin traitant, heureusement qu'il y a un cabinet médical près de chez moi"*. D'autres insistent sur la qualité de cette relation humaine, citant par exemple *"Mon médecin traitant qui est très à l'écoute et ne se contente pas comme beaucoup d'encaisser le montant de la consultation"*. Ce lien de confiance est perçu comme le premier maillon indispensable d'une prise en charge réussie.

Un accompagnement précieux lors des étapes clés de la vie

Les témoignages soulignent également la qualité du soutien reçu lors des grands moments de l'existence, qu'il s'agisse de donner la vie ou d'affronter la maladie sur le long terme. La maternité, la pédiatrie, mais aussi la gestion des maladies chroniques ou de la fin de vie sont des périodes où les participants se sentent particulièrement entourés. Ils évoquent avec gratitude la bienveillance des équipes qui prennent le relais du cercle familial. Une participante se souvient ainsi avec émotion : *"Pour chacune de mes 3 grossesses, j'ai été bien prise en charge et bien accompagnée, sachant que mes enfants sont tous nés dans une ville différente"*. Ce sentiment de ne pas être seul face aux événements marquants de la vie ressort comme une grande force du système.

L'hôpital et les spécialistes : des lieux d'excellence qui sauvent des vies

Enfin, l'hôpital public et les cliniques sont massivement reconnus comme des lieux de haute technicité et de dévouement, particulièrement lors des situations critiques. Les participants expriment une profonde reconnaissance envers les spécialistes (chirurgiens, oncologues, cardiologues) et les équipes d'urgence qui, par leur expertise, ont permis de surmonter des épreuves de la vie. L'hôpital est perçu comme un refuge solide où l'on est pris en charge correctement. Un usager témoigne de cette efficacité : *"En 2016, j'ai fait une hémorragie cérébrale et la chaîne des soins et des secours a été excellente et c'est grâce à ça que j'ai non seulement pu vivre, mais bien récupérer"*. Un autre participant ajoute, à propos d'une intervention lourde : *"J'ai été opéré à l'hôpital de Sainte-Musse par un chirurgien cancérologue, ça s'est très bien passé"*. Ces retours confirment que pour les pathologies graves, la confiance dans l'institution hospitalière reste intacte.

La protection sociale comme rempart contre la précarité

En toile de fond de ces parcours de soins, le système de protection sociale français est salué comme un atout inestimable. Les participants expriment un immense soulagement de ne pas avoir à arbitrer entre leur santé et leurs finances, une sécurité qui permet de se concentrer uniquement sur la guérison. Cette solidarité nationale est vécue comme une chance, comme le souligne ce bénéficiaire : *"J'ai été amené par mon parcours de vie à être allocataire du RSA [...] Durant cette période ma prise en charge est complète grâce la CMU et c'est un énorme soulagement. C'est juste inestimable de ne pas avoir à s'inquiéter de pouvoir assurer ses dépenses de santé."*

La protection sociale et le système de santé et d'accompagnement – des difficultés rencontrées 1/2

La porte d'entrée verrouillée : la perte du médecin traitant

Pour beaucoup de participants, le parcours de soins commence désormais par une inquiétude : celle de se retrouver sans médecin référent. Ils décrivent le départ à la retraite de leur généraliste comme un véritable abandon, les laissant démunis face à une administration rigide. Ils racontent les appels téléphoniques en chaîne, essuyant refus sur refus de la part de cabinets saturés. Cette réalité est vécue comme une exclusion brutale, comme en témoigne ce participant : « *Je suis restée plus de deux ans sans médecin généraliste... Notamment parce que mon médecin traitant ne m'avait pas informé de son départ en retraite. Et que la patientèle des généralistes de ma ville est complète.* » Ce n'est plus seulement une difficulté logistique, c'est un sentiment d'insécurité, particulièrement pour les profils fragiles : « *Depuis 2022 je n'ai plus de médecin traitant... Depuis, impossible de retrouver un médecin traitant autour de chez moi. [...] Même en évoquant mes antécédents médicaux lourds certes, mais anciens, personne ne veut me prendre en charge.* »

L'inaccessibilité des spécialistes et la dégradation de la santé

Lorsqu'il s'agit de consulter un spécialiste, les patients font face à un mur temporel. Ils témoignent de délais d'attente devenus la norme : six mois pour un ophtalmologue, un an pour un cardiologue, voire l'impossibilité totale de trouver un professionnel. Un constat amer revient régulièrement : « *Pour obtenir un rendez-vous chez un spécialiste, il faut des mois. Dermato, ORL, cardio, pneumo, ophtalmo, urologue, neurologue sont inaccessibles sauf si on attend des mois.* » Cette attente n'est pas sans conséquence et génère une anxiété légitime face à des risques vitaux potentiels, comme l'exprime cette personne : « *Délai de 6 mois pour obtenir un rdv chez un dermato, malgré une suspicion de mélanome.* »

L'épreuve des Urgences : l'attente et le manque de soutien humain

Faute de médecine de ville disponible, de nombreux participants se rendent aux urgences, parfois décrites comme une expérience traumatisante. Les récits sont unanimes sur la détresse ressentie : des heures, parfois des nuits entières, passées sur un brancard dans un couloir froid, sans intimité. Une expérience déshumanisante résumée par ce témoignage : « *J'ai attendu une nuit entière sur un brancard aux urgences sans couverture, dans le froid, sans qu'on me donne de médicament. Sous effectif du personnel hospitalier.* » Ils décrivent un environnement saturé où la prise en charge, y compris pour les plus vulnérables, semble s'effondrer : « *Les urgences avec mon fils à Paris : attente pendant plusieurs heures dans une salle bondée à la lumière blafarde, avec un bruit de dingue et des parents au bout du rouleau.* »

La protection sociale et le système de santé et d'accompagnement – des difficultés rencontrées 2/2

Le sentiment d'un manque d'orientation et de temps consacré

Au-delà de l'accès, des patients racontent une véritable errance diagnostique, baladés d'un service à l'autre sans coordination, obligés de répéter inlassablement leur histoire. Ils évoquent le sentiment que les professionnels n'ont pas suffisamment de temps à leur accorder pour s'assurer du bon diagnostic notamment dans des cas de pathologies plus rares : « 20 ans d'errance pour poser un diagnostic d'une maladie somatique non mortelle mais dont la non prise en compte génère du handicap. » Quelques participants vont plus loin et décrivent des consultations qu'ils ont vécu comme chronométrées où le professionnel pouvait faire preuve d'un manque d'écoute : « Chez le spécialiste, qui vérifie à la hâte le fonctionnement de votre "organe", vous dit que tout va bien et vous laisse sans explication ou nouvelle piste à explorer alors que le problème pour lequel vous l'avez consulté, perdure. Accueil froid, expéditif et uniquement "technique". »

La barrière financière et la médecine à deux vitesses

Face au manque de professionnels et de moyens dans le secteur public conventionné, les patients se voient contraints de se tourner vers le secteur privé où les dépassements d'honoraire créent parfois un sentiment d'injustice : « Impossible de trouver des spécialistes (qui daignent prendre de nouveaux patients) sans dépassement d'honoraires, donc les remboursements de la sécu et de la mutuelle sont très faibles, et donc très gros reste à charge mais je n'ai pas le choix si je veux être soignée/suivie. » Cette barrière est particulièrement forte pour la santé mentale, laissant certains soins essentiels hors de portée : « Aller voir un psy coûte extrêmement cher, c'est un privilège de pouvoir prendre soin de sa santé mentale. »

La protection sociale et le système de santé et d'accompagnement – un vœu, un espoir pour les générations futures 1/2

L'espoir d'un accès aux soins retrouvé : simplicité et proximité pour tous

Pour les générations futures, les répondants projettent un avenir où trouver un médecin ne serait plus une source d'inquiétude. Ils imaginent un système fluide où chacun, quel que soit son lieu de résidence, pourrait obtenir un rendez-vous avec un généraliste ou un spécialiste dans des délais qui n'altèrent pas leur santé. L'espoir est celui d'un maillage territorial restauré, où la proximité géographique permettrait une prise en charge rapide et efficace. Les citoyens rêvent de ne plus avoir à parcourir des kilomètres pour une urgence ou un accouchement, et souhaitent voir disparaître les zones blanches médicales. L'attente est claire : que demain, l'accès à un professionnel de santé soit une évidence et rassurante pour tous, garantissant une égalité réelle devant le soin.

Préserver le cœur du modèle : l'humain avant la financiarisation

Une aspiration profonde traverse l'ensemble des réponses : celle de maintenir un système de santé qui ne cède pas aux logiques financiarisées. Les participants expriment le vœu que la santé reste un bien commun, protégé des dérives d'une gestion exclusivement financière. Ils espèrent que les valeurs de solidarité, d'humanité et d'égalité, héritées du Conseil National de la Résistance, demeureront le socle de la protection sociale. Il y a un appel fort à mettre de l'humain dans les parcours de soins, à ce que les patients soient considérés dans leur globalité. Pour l'avenir, ils souhaitent que les métiers du soin (infirmiers, aides-soignants, médecins) soient revalorisés et reconnus à leur juste valeur, afin que ceux qui nous soignent puissent le faire avec sérénité et empathie, sans être rattrapés par des logiques de rendement.

Le virage préventif : un environnement et une éducation au service de la santé

De nombreux témoignages lient désormais la santé future à la qualité de notre environnement et à nos modes de vie. L'espoir pour demain est celui d'une société qui agit en amont de la maladie. Les répondants appellent de leurs vœux une lutte déterminée contre les facteurs qui rendent malades : les pesticides, la pollution de l'air et de l'eau, ou encore la "malbouffe". Ils imaginent pour leurs enfants une éducation à la santé renforcée dès l'école, intégrant l'alimentation saine et la pratique sportive régulière comme des piliers du quotidien. Il y a aussi une forte attente concernant la santé mentale, particulièrement chez les jeunes, avec l'espoir qu'elle soit mieux prévenue et prise en charge, notamment face aux risques liés aux écrans et aux addictions. L'idée dominante est qu'un système de santé pérenne est avant tout un système qui permet à sa population de rester en bonne santé le plus longtemps possible.

La protection sociale et le système de santé et d'accompagnement – un vœu, un espoir pour les générations futures 2/2

Garantir la pérennité financière : responsabilité et moyens pour l'hôpital

Si l'attachement au système est fort, la conscience de sa fragilité financière est tout aussi présente. Les citoyens expriment le souhait d'un équilibre retrouvé, non par le rationnement, mais par une meilleure gestion et une responsabilité partagée. Ils espèrent une lutte plus efficace contre les fraudes et les abus, qu'ils viennent des usagers ou des professionnels, et une responsabilité de chacun face à la consommation de soins. Mais cette rigueur ne doit pas se faire au détriment d'une moindre qualité des conditions de travail des professionnels de la santé et l'accompagnement : une demande récurrente concerne le refinancement de l'hôpital public. Les répondants veulent que l'on redonne des moyens concrets aux établissements : plus de lits, plus de personnels soignants pour faire face aux besoins, et des conditions de travail qui permettent d'accueillir dignement les patients. L'objectif est clair : assurer la viabilité du modèle pour qu'il puisse continuer à protéger efficacement les générations à venir.

Entre solidarité universelle et débat sur le périmètre de la protection

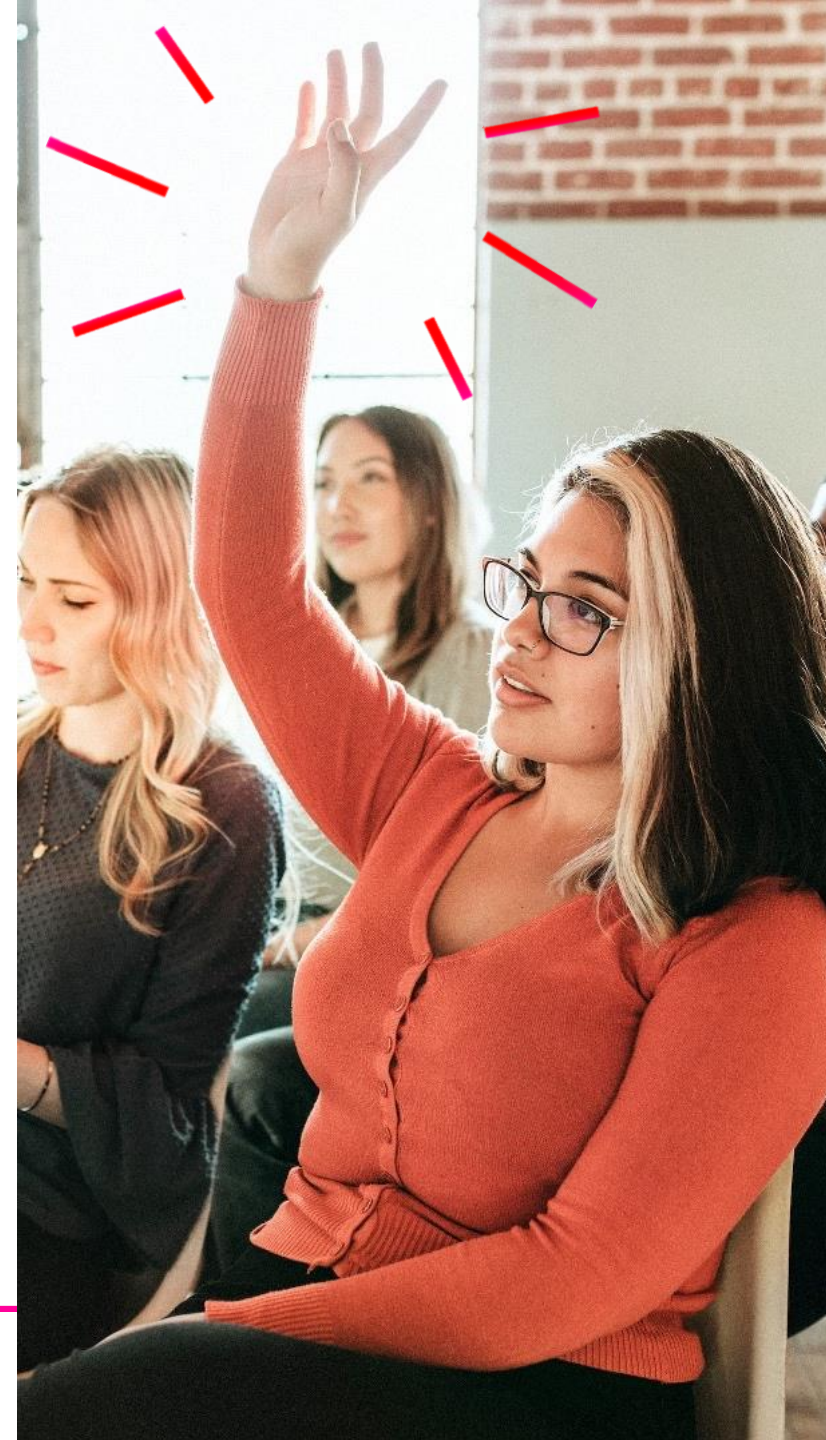
Enfin, concernant l'organisation future du système, la grande majorité des contributions réaffirme son attachement au principe d'universalité. L'espoir très majoritaire est celui d'un maintien, voire d'un renforcement de la solidarité nationale. Toutefois, une voix minoritaire demande une révision des règles d'accès. De manière très marginale, certains répondants expriment un sentiment d'injustice et souhaitent que le bénéfice de la protection sociale soit davantage conditionné à la cotisation ou à la nationalité, remettant en cause des dispositifs comme l'AME ou la CSS. Malgré ces divergences, le vœu le plus fortement exprimé est la préservation du système pour les générations futures et reste celui d'un système qui ne laisse personne sur le bord de la route, tout en étant juste et soutenable pour ceux qui le financent.

Et après ?

États Généraux
de la Santé
et de la Protection
Sociale



sur placedelasante.fr



Suites de la démarche

Des ateliers territoriaux
pour enrichir des
propositions avec la vision
de tous les acteurs et des
particularités locales.

Groupes de travail nationaux

Des experts, représentants des
partenaires se penchent sur les
grandes priorités identifiées
pour **approfondir les**
propositions et structurer des
solutions à l'échelle nationale.

Convention démocratique

50 citoyens volontaires tirés au
sort, équilibrés sur la base de
critères socio-démographiques,
examinent et débattent des
propositions pour apporter un
regard citoyen sur leur
acceptabilité et sur les points les
plus discutés.

Les États généraux de la santé et de la protection sociale sont organisés en 3 grands moments :

1

La consultation

de novembre 2025 à février 2026 – terminée

Les citoyens et les professionnels de santé et de l'accompagnement répondent au questionnaire en ligne pour faire part de leur avis sur le système de santé et de protection sociale.

2

La co-construction

de mars 2026 à juin 2026

Toutes les réponses sont compilées et analysées, puis étudiées lors d'ateliers territoriaux, groupes de travail nationaux et convention démocratique, pour co-construire des solutions adaptées.

3

La convergence

de l'été à l'automne 2026

L'ensemble de ces solutions est croisé et regroupé pour nourrir les décideurs publics, contribuer au débat public et aux futures échéances électorales.

Résultats fin 2026

L'ensemble des informations sur la démarche est à retrouver sur placedelasante.fr



[La démarche](#)

[Les enseignements](#)

[Les ateliers](#)

[Les partenaires](#)

[→ Je reste informé](#)

Un moment historique pour notre modèle social

Les États généraux visent à ouvrir une grande démarche nationale et territoriale d'écoute, de dialogue et de propositions sur les transformations à conduire pour garantir à tous l'accès à des soins de qualité et adapter notre système de protection sociale aux défis des prochaines années.

Les États généraux de la santé et de la protection sociale sont organisés en 3 grands moments pour écouter, co-construire et faire converger des solutions pour notre système de santé.



Les informations sur le dispositif

États Généraux de la Santé et de la Protection Sociale

sur placedelasante.fr



Ce que **les citoyens**

et les professionnels de santé

et de l'accompagnement



disent de la santé

et de la protection

sociale

La synthèse des résultats de la consultation

Analyse des résultats de la consultation en ligne du 17 novembre 2025 au 17 février 2026



La liste des partenaires de la démarche